

Une introduction au

Capitalisme

EAMONN BUTLER

UNE INTRODUCTION AU CAPITALISME

EAMONN BUTLER

iea
Institute of
Economic Affairs

Publié pour la première fois en Grande-Bretagne en 2018 par l'Institute of Economic Affairs 2, rue Lord North à Westminster, Londres SW1P 3LB, en association avec London Publishing Partnership Ltd, www.londonpublishingpartnership.co.uk

L'Institut des affaires économiques a pour mission d'améliorer la compréhension des institutions fondamentales d'une société libre en analysant et en expliquant le rôle des marchés dans la résolution des problèmes économiques et sociaux.

Copyright © The Institute of Economic Affairs 2018

Les droits moraux des auteurs ont été revendiqués.

Tous les droits sont réservés. Sans limiter les droits de propriété intellectuelle réservés ci-dessus, aucune partie de cette publication ne peut être reproduite, enregistrée ou introduite dans un système de récupération, ni transmise, sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit (électronique, mécanique, photocopie, enregistrement ou autre), sans le transfert de données. autorisation écrite préalable du détenteur des droits d'auteur et de l'éditeur de ce livre.

Une notice de catalogue CIP pour ce livre est disponible à la British Library.

ISBN 978-0-255-36759-2 (interactif PDF)

De nombreuses publications de l'AIE sont traduites dans des langues autres que l'anglais ou sont réimprimées. La permission de traduire ou de réimprimer doit être demandée au directeur général à l'adresse ci-dessus. Composition Kepler de T & T Productions Ltd
www.tandtproductions.com

CONTENU

<i>L'AUTEUR</i>	viii
1 INTRODUCTION	1
De quoi parle ce livre	1
Que couvre le livre	1
À qui s'adresse le livre.....	2
Le Capitalisme et l'auteur	2
Comment ce livre est structuré	3
2 QU'EST-CE QUE LE CAPITALISME?	5
Réalité et idées fausses.....	5
Le dénigrement du capitalisme.....	6
Les problèmes de définition	8
Associations plus larges du capitalisme	9
Choses non essentielles au capitalisme	11
Des choses qui ne sont pas propres au capitalisme	12
Définir le capitalisme	15
3 QU'EST-CE QUE LE CAPITAL?	17
Le concept de capital	17
Le but du capital.....	17
Comment le capital augmente la productivité	18
Notions traditionnelles de capital.....	20
La forme la plus importante du capital.....	22
Infrastructure de systèmes	24
Capitale juridique et culturelle	27
Conclusion.....	29

4	COMMENT LE CAPITAL EST CRÉÉ	31
	Idées erronées sur l'acquisition de capital.....	31
	Le capital n'est pas facile à garder	33
	Le capital dépend de l'évaluation humaine	38
	La véritable origine du capital.....	39
	Capital contre contrainte	41
5	POURQUOI LA STRUCTURE DU CAPITAL EST CRUCIAL	42
	Le réseau de biens productifs	43
	La fragilité de la structure du capital	45
	Une mauvaise politique tue le capital	47
	Conclusion.....	50
6	CE QUI FAIT FONCTIONNER LE CAPITALISME	53
	Intérêt personnel, propriété, profit et incitations	53
	Le processus de la concurrence	59
	Spécialisation et marchés	61
	Le capitalisme et l'état	64
7	LA DIMENSION MORALE DU CAPITALISME	66
	La vision morale socialiste et capitaliste.....	66
	Le capitalisme crée de la valeur et diffuse la richesse.....	67
	Les avantages humains des droits de propriété	70
	Égalité et prospérité.....	72
	Le problème de la définition de l'égalité	73
	Le capitalisme améliore les relations humaines	75
	Comparer comme avec.....	76
8	BREF HISTORIQUE DU CAPITALISME	78

Tordre le capitalisme pour correspondre à la théorie	78
Commerce dirigé par l'État	79
La révolution industrielle	82
L'économie gérée par l'Etat	84
Le fléau du corporatisme	86
Créer un capitalisme pour l'avenir	89
9 GRANDS PENSEURS SUR LE CAPITALISME	91
L'école de Salamanque (les «scolastiques»)	91
Adam Smith (1723–90)	92
David Ricardo (1772–1823).....	94
Ludwig von Mises (1881–1973)	95
F. A. Hayek (1899–1992)	96
Milton Friedman (1912–2006).....	98
James M. Buchanan (1919–2013) and Gordon Tullock (1922–2014)	99
Gary Becker (1930–2014)	100
Israel Kirzner (1930–).....	102
Deirdre McCloskey (1942–).....	104
10 CRITIQUES ET DES REPROCHES	106
Critiques morales	107
Critiques structurelles.....	112
Pouvoir des entreprises	115
Relations globales	116
Confondre les copains.....	119
11 L'AVENIR DU CAPITALISME	120

CONTENU

Forces.....	120
Faiblesses	122
Opportunités.....	126
Des menaces	128
La durabilité du capitalisme	131
12 AUTRES LECTURES	132
Introductions hostiles	132
Introductions sympathiques	133
Sur le capitalisme et la pauvreté.....	137
Sur la philosophie et la morale	138
À PROPOS DE L'AIE	140

L'AUTEUR

Eamonn Butler est directeur de l'Adam Smith Institute, l'un des principaux groupes de réflexion sur les politiques au monde. Il est titulaire de diplômes en économie et en psychologie, d'un doctorat en philosophie et d'un doctorat honorifique. Dans les années 1970, il travailla à Washington pour la Chambre des représentants des États-Unis et enseigna la philosophie au Hillsdale College, dans le Michigan, avant de retourner au Royaume-Uni pour aider à fonder l'Adam Smith Institute.

Ancien lauréat de la médaille de la liberté décernée par la Freedom's Foundation de Valley Forge et du prix national de la libre entreprise au Royaume-Uni, Eamonn est actuellement secrétaire de la Société du Mont Pelerin.

Eamonn est l'auteur de nombreux ouvrages, dont des introductions aux économistes et penseurs pionniers Adam Smith, Milton Friedman, A. Hayek, Ludwig von Mises et Ayn Rand. Il a également publié des ouvrages sur le libéralisme classique, le choix du public, Magna Carta, l'école autrichienne d'économie et de grands penseurs libéraux, ainsi que *The Condensed Wealth of Nations* et *The Best Book on the Market*. Ses fondements d'une société libre ont remporté le prix Fisher 2014.

Il est co-auteur de *Quarante siècles de contrôle des salaires et des prix* et d'une série de livres sur le QI. Il contribue régulièrement aux médias imprimés, audiovisuels et en ligne.

1 INTRODUCTION

De quoi parle ce livre

Il est difficile de trouver un livre qui explique simplement et équitablement ce qu'est le capitalisme, son fonctionnement et ses forces et ses faiblesses.

Le mot même de capitalisme a été inventé comme terme d'abus. Et encore aujourd'hui, la plupart des livres sur le sujet restent hostiles au capitalisme ou en brossent un tableau confus et déformé. La banalité est si banale que même les propres partisans du capitalisme ont du mal à comprendre ce qu'il en est et se battent pour excuser la distorsion plutôt que pour expliquer la réalité.

Il est donc nécessaire de disposer d'un guide succinct décrivant le sujet du capitalisme de manière claire et équitable. Ceci est ce livre.

Que couvre le livre

Le livre élimine les préjugés et les distorsions pour proposer une meilleure définition de ce qu'est réellement le capitalisme - et, ce qui est tout aussi important, de ce qu'il ne l'est pas - en supprimant l'encombrement que les critiques lui ont imposé, de sorte que l'essence même du capitalisme peut être compris.

Il identifie également ce qu'est le capital, quelles formes il prend, comment et pourquoi il est créé, son objectif, son utilisation et ses effets. Il explore la nature économique, sociale et morale du capitalisme et des institutions qui le soutiennent.

Le livre retrace l'histoire du capitalisme, explique certaines des idées clés de ceux qui le soutiennent et passe en revue les critiques de

ceux qui ne le soutiennent pas. Et il fournit une évaluation franche des forces et des faiblesses du capitalisme et de son avenir.

À qui s'adresse le livre

Ce livre est écrit dans un langage clair et simple, exempt de jargon, de termes techniques, de notes de bas de page et de glossaires de tomes académiques. Son but est de permettre à quiconque de comprendre ce qu'est vraiment le capitalisme - et d'aider ceux qui pensent comprendre le capitalisme à mieux le comprendre.

Le livre devrait certainement aider les étudiants des écoles et des collèges à acquérir une telle compréhension - et, puisque la majorité des enseignants des collèges restent hostiles au capitalisme, suggère des questions pointues que les étudiants pourraient tester.

Mais il est également accessible aux laïcs, y compris aux hommes d'affaires, aux politiciens et au grand public qui s'intéressent aux idées économiques et politiques et cherchent un guide simple à travers les idées et les arguments.

Le Capitalisme et l'auteur

Peu d'auteurs sur le capitalisme déclarent leurs préjugés, ou même réalisent qu'ils les ont. Ils entraînent donc les lecteurs dans leurs propres idées fausses et les laissent penser que ces points de vue sont objectifs.

J'admets volontiers que je soutiens l'idéal du capitalisme - même si ce n'est pas toujours la réalité. Je rejette l'idée selon laquelle le capitalisme est fondamentalement immoral et antisocial. Je pense plutôt que le capitalisme est gravement déformé par les interventions des politiciens et ensuite accusé, injustement, des

conséquences. Mais même dans cet État déformé, le capitalisme a toujours étendu la prospérité à travers la planète.

Je reste donc sensible à l'idéal du capitalisme, mais attentif aux critiques formulées à la fois sur le concept et sur la réalité. En répondant à ces critiques, j'espère ne rien faire d'autre que de rééquilibrer le débat et de laisser au lecteur une explication juste de ce qu'est réellement le capitalisme.

Comment ce livre est structuré

Le livre commence par essayer d'identifier ce que le capitalisme est - et ne l'est pas. Il explique ensuite ce qu'est le capital, d'où il vient, ce qu'il fait, pourquoi nous en avons besoin et l'importance cruciale (souvent négligée par les critiques et les partisans) de la structure et de l'enchevêtrement du capital d'une communauté.

Il examine ensuite les éléments nécessaires au fonctionnement du capitalisme, en explorant le rôle et la nature de la propriété, la propriété, les incitations, la concurrence, les marchés, les institutions et l'État. Ensuite, il examine les critiques morales faites sur le capitalisme, ainsi que sa vision et ses effets moraux positifs (plus rarement entendus).

Le livre place ensuite le capitalisme dans son contexte historique, en traçant les systèmes économiques qui ont contribué à créer les idéaux et les principes du capitalisme et les interventions politiques qui les ont si largement éclipsés et pervers.

Ensuite, le livre explique brièvement les idées de certains des plus grands défenseurs intellectuels du capitalisme et aborde les critiques de ses détracteurs.

Enfin, il décrit les forces, les faiblesses, les opportunités et les menaces du capitalisme, avant d'évaluer son avenir et de laisser au lecteur une brève liste de sources supplémentaires susceptibles d'apporter une meilleure compréhension de ce sujet fascinant.

2 QU'EST-CE QUE LE CAPITALISME?

Réalité et idées fausses

Quelle que soit votre définition, le capitalisme a entraîné une augmentation considérable de la richesse humaine et du niveau de vie. Jusqu'à l'aube de la révolution industrielle dans les années 1760, la vie humaine a peu changé.

La plupart des gens travaillaient sur les terres, en utilisant des méthodes qui avaient peu changé depuis les pharaons. En 1800, comme le calculait l'historienne économique américaine Deirdre McCloskey (1942–), le revenu moyen des citoyens du monde était compris entre 1 et 5 dollars par jour.

Maintenant, il atteint en moyenne près de 50 dollars par jour. Et même cette moyenne masque l'énorme prospérité que les pays plus capitalistes ont réalisée. Alors que certains des pays les plus anticapitalistes d'aujourd'hui restent enlisés dans une pauvreté de 1 à 5 dollars par jour, les revenus quotidiens moyens de la Suisse capitaliste, de l'Australie, du Canada et du Royaume-Uni dépassent désormais les 90 dollars par jour. Les revenus américains atteignent en moyenne plus de 100 dollars par jour, ce qui rend les Américains modernes 20 à 100 fois plus riches que leurs ancêtres en 1800.

Cette énorme augmentation de la prospérité n'a pas été confinée à quelques riches. Dans les pays capitalistes, ce qui était autrefois un luxe - logement décent, installations sanitaires, éclairage et chauffage, vêtements de rechange, voyages, loisirs, divertissements, viande fraîche est devenu accessible à tous.

Les machines simplifient désormais la production industrielle et les tâches ménagères. La santé, la survie de l'enfant, la longévité et l'éducation se sont nettement améliorées.

Le dénigrement du capitalisme

Pourtant, au moment même où se déroulait ce «grand enrichissement» (comme l'appelle McCloskey), le mot capitalisme était en train de devenir un terme de mépris. La racine du mot capital remonte aux années 1100, où le terme latin capital (de caput, qui signifie «tête») était utilisé pour désigner les stocks de bovins, et plus tard, celui de biens ou d'argent; capitaliste, signifiant simplement un propriétaire du capital, apparaît dans les années 1600.

Mais en 1867, malgré l'enrichissement apporté par la révolution industrielle, le penseur politique allemand Karl Marx (1818-1883) méprisait le «mode de production capitaliste» - ce que nous appelons aujourd'hui le capitalisme - dans son livre Das Kapital.

L'attaque a été couronnée de succès, car la polémique de Marx continue de peser sur le débat. **Beaucoup de gens considèrent toujours le capitalisme comme étant enraciné dans des motivations antisociales ou immorales, telles que l'égoïsme, la cupidité et le manque d'intérêt pour les autres.** Souvent, le capitalisme est même défini en termes de tels motifs - avec la présomption qu'aucun bien social ne peut jamais en découler. Le socialisme, cependant, est considéré comme fondé sur de bonnes motivations - altruisme, coopération, harmonie - avec la présomption que celles-ci doivent produire de bons résultats sociaux.

Cependant, le lien entre les motivations individuelles et les résultats sociaux n'est pas aussi simple. Le philosophe et économiste écossais

Adam Smith (1723–1790), par exemple, a montré comment l'intérêt personnel pouvait produire des résultats sociaux bénéfiques, tandis que l'écrivain américano-russe Ayn Rand (1905–82) affirmait que l'altruisme ne pouvait que produire un mal social. Il est important d'examiner les motivations qui inspirent réellement les personnes vivant avec le capitalisme ou le socialisme et de déterminer les conséquences sociales positives ou négatives qu'elles produisent réellement.

Une autre erreur commune - ou déception - des commentateurs du capitalisme est de comparer la réalité du capitalisme à l'idéal du socialisme, souvent sous prétexte que «le socialisme idéal n'a jamais été mis à l'épreuve». Le socialisme peut alors être décrit comme pur et noble, tandis que le capitalisme est tenu pour responsable de tous les mauvais motifs, actions et résultats de l'histoire économique récente.

Mais comparer la théorie à la pratique est illégitime: la théorie doit être comparée à la théorie, résultat à résultat. Et les défenseurs du capitalisme diraient qu'il gagne sur l'un ou l'autre test.

Il existe de nombreux autres mythes et idées fausses. Par exemple, on affirme que sous le capitalisme, seuls quelques individus possèdent et contrôlent le capital. Faux: comme le montre le chapitre suivant, nous sommes tous propriétaires du capital, dans une mesure plus ou moins grande.

On dit également que le capitalisme concerne la production de masse utilisant un travail salarié, ce qui oriente ensuite la discussion vers des questions de classe sociale et d'exploitation. Encore une fois, la plupart des entreprises capitalistes sont de petites entreprises et des commerçants indépendants. Le capitalisme est communément identifié aux profits et aux marchés.

Pourtant, ces systèmes existent également dans d'autres systèmes. Et le capitalisme est censé signifier monopole et copinage. Mais encore une fois, ces choses ne sont pas exclusives au capitalisme, mais sont favorisées par une intervention politique.

Les problèmes de définition

Une définition plus réaliste du capitalisme est donc attendue depuis longtemps. Nous devons vider les bagages et identifier le vrai concept.

Le mot *capitalisme* lui-même nous donne un indice. La partie « *capital-* » signifie qu'il s'agit du *capital*. La partie *-isme* signifie qu'il s'agit *d'un mode de vie large*. (On pourrait appeler cela un système, sauf que 'système' suggère quelque chose de plus centralisé que le capitalisme.) Au fond, **le capitalisme est un mode de vie qui utilise le capital.**

Le mot capital représente un concept - l'idée abstraite de la totalité de biens d'équipement particuliers. De même que nous utilisons le mot animal pour décrire une idée qui n'existe réellement que dans des faucons, des moustiques, des tigres, des araignées, des vers de terre et des dauphins, l'idée abstraite du capital n'a de réalité que dans des biens d'équipement tels que des outils, des machines et des finances.

Mais l'idée ne se limite pas aux énormes usines, usines et lignes de production des grandes entreprises. Les biens d'équipement sont partout autour de nous - dans tous les foyers (machines à laver, aspirateurs), bureaux (ordinateurs, téléphones), magasins (caisses enregistreuses, vitrines), théâtres, écoles et hôpitaux dans les pays développés.

Pourquoi l'utilisation du capital est-elle un mode de vie? Parce que les biens d'équipement nous permettent d'accroître la facilité et l'efficacité de la production de ce que nous voulons. Par exemple, nous pouvons produire beaucoup plus de pain, avec beaucoup moins de travail manuel, en utilisant des machines agricoles pour planter et récolter le blé, et de l'énergie électrique pour moudre la farine et cuire les pains.

Associations plus larges du capitalisme

Les économistes n'incluent généralement pas la terre ou le travail en tant que biens d'équipement. Ils considèrent les biens d'équipement non pas comme des ressources naturelles, mais comme des ressources que quelqu'un crée dans le but d'accroître sa productivité. Même si les biens d'équipement peuvent au départ être des matériaux naturels tels que les arbres et le minerai de fer, il faut encore les transformer en pelles et fourches.

Les biens d'équipement ne ressemblent donc pas à des déserts ou à des déserts - des choses que personne ne possède. Quelqu'un doit investir temps et énergie pour les créer. Et il est naturel que ceux qui créent des biens d'équipement les considèrent comme leur propriété personnelle. Après tout, leurs efforts sont une partie essentielle de ce bien capital qui, sans lui, n'existerait pas. La notion de capital implique donc - ou du moins suggère fortement - la **propriété privée de biens d'équipement.**

Cela ne signifie pas que le capital ne soit la propriété que de quelques individus riches - les "riches capitalistes" de la caricature commune au contraire, les biens d'équipement peuvent être créés et possédés par n'importe qui, ou par des groupes de personnes, tels que des coopératives ou des entreprises. (Certains parlent même de

‘capitalisme d’État’, où les gouvernements possèdent et dirigent des entreprises - bien que cela semble contredire l’utilisation normale du mot capitalisme.)

Certes, le capitalisme fonctionne mieux si les biens d’équipement sont de propriété privée et contrôlés par des particuliers, qu’il s’agisse d’individus ou de groupes soudés. Bien que la propriété privée puisse ne pas être exclusive (et peut-être même pas essentielle au) capitalisme, elle est donc généralement très fortement associée au concept.

Le capitalisme est aussi généralement associé à la distribution de biens sur les marchés. Mais les marchés ne sont pas les mêmes que le capitalisme. Le capitalisme concerne la production de biens économiques; les marchés concernent leur distribution. Confondre les deux conduit à de graves erreurs sur ce qu’est le capitalisme et son fonctionnement.

Les marchés ne sont pas exclusifs au capitalisme: d’autres systèmes de production les utilisent également. Les marchés ne sont pas non plus essentiels au capitalisme: les produits qu’il produit pourraient être distribués d’une autre manière - par décret gouvernemental, ou par loterie.

Mais il faut trouver une forme de distribution efficace, ne serait-ce que parce que le capitalisme est très efficace pour produire des choses: l’énorme productivité rendue possible par l’utilisation de biens d’équipement spécialisés permet aux gens de produire d’énormes excédents qui peuvent ensuite être échangés. Les marchés se révèlent être des moyens de distribution très efficaces: **le capitalisme et les marchés vont généralement de pair.**

Choses non essentielles au capitalisme

De nombreux écrivains, influencés par Marx, supposent que le capitalisme repose nécessairement sur un système salarial. De leur point de vue, les entrepreneurs capitalistes accumulent des biens d'équipement, tels que des usines et des usines, et engagent des flottes de travailleurs pour les exploiter.

Cette vision du capitalisme fournit à ces écrivains les bases nécessaires pour opposer le profit des entrepreneurs et les salaires des travailleurs, qu'ils considèrent comme la base d'un clivage fondamental des classes, dans lequel les capitalistes exploitent les travailleurs.

Cette vue est fautive. Le capitalisme n'implique pas nécessairement un système de salaire, ni de division de classe. Les commerçants indépendants, qui n'emploient personne, continuent d'acquérir des biens d'équipement: un potier investit dans une roue et un four, un commerçant dans une caisse enregistreuse, un consultant en ordinateurs et en téléphones.

Il est même possible d'imaginer une production à plus grande échelle entièrement gérée par des machines: en effet, les constructeurs automobiles, les détaillants en ligne, les traders financiers et autres utilisent de plus en plus des robots pour livrer leurs produits. En réalité, les sociétés capitalistes comptent parmi les pays les plus ouverts, les plus socialement mobiles et les moins liés à la classe du monde.

Le monopole n'est pas non plus une partie inévitable du capitalisme. Marx pensait qu'en raison des économies d'échelle, les entreprises capitalistes deviendraient inévitablement de vastes monopoles.

Mais en réalité, il existe aussi des économies d'échelle: **les grandes entreprises sont beaucoup plus difficiles à gérer et s'adaptent beaucoup plus lentement aux changements technologiques et à la demande des consommateurs, ce qui laisse le temps aux concurrents plus petits et plus agiles de leur voler des affaires.** Certes, les producteurs peuvent et tentent souvent d'utiliser l'influence politique pour truquer les marchés en leur faveur: mais cela est tout à fait contraire au concept de capitalisme et n'est donc pas essentiel. Dans le véritable capitalisme, le seul moyen de développer une entreprise est de fournir des biens et des services que les gens sont disposés à acheter. Et comme les technologies et les goûts des consommateurs changent si rapidement, il est très difficile pour quiconque de conserver un monopole.

Des choses qui ne sont pas propres au capitalisme

Les critiques pensent et écrivent un certain nombre de choses non seulement essentielles, mais propres au capitalisme, mais qui en réalité ne le sont pas. Et ceci est une autre confusion, ou tromperie, qui dénigre la réputation du capitalisme.

Par exemple, il est souvent écrit que le capitalisme est une question de profit: on suppose souvent que le profit est mauvais. Les deux points de vue sont erronés. Le profit consiste simplement à obtenir plus de valeur que ce que vous avez investi. Mais le profit ne consiste pas uniquement en argent. Nous poursuivons un profit non financier dans toutes les parties de notre vie. Si nous grimpons difficilement au sommet d'une colline mais sommes récompensés par une vue magnifique, ou assistons à une conférence mais apprenons des choses d'un grand intérêt, nous estimons que nous en avons tiré profit. **Et dans tout système économique, capitaliste ou autre, les gens espèrent obtenir des gains de valeur similaires.** En effet, une activité économique, qui implique des intrants de temps, d'énergie,

de ressources et de risque, serait inutile si nous évaluons les biens qu'elle produisait moins que les intrants que nous avons dépensés pour les produire.

Curieusement, le capital n'est pas unique au capitalisme. D'autres formes de production utilisent également des biens d'équipement. Des outils à main du collectif villageois le plus primitif aux moulins et usines de l'économie socialiste la plus avancée, les biens d'équipement sont créés et utilisés pour rendre la production plus facile et plus efficace.

La concurrence - souvent qualifiée d'effet polémique par les critiques du capitalisme, de «concurrence acerbe» - n'est pas non plus exclusive au capitalisme. D'autres systèmes utilisent la concurrence pour obtenir des récompenses (récompenses financières, politiques ou honoraires, par exemple) afin de stimuler les gens à devenir plus travailleurs, plus productifs, plus honnêtes ou plus innovants.

Le copinage ne fait pas partie du concept fondamental du capitalisme et ne lui est certainement pas exclusif. Les principes du capitalisme n'impliquent pas une alliance impie des propriétaires du capital et des politiciens pour exploiter les autres.

En effet, ces principes limitent le pouvoir de l'État à la protection des personnes contre la contrainte et le vol, que ce soit d'autres personnes ou de l'État et ses copains. En réalité, il existe beaucoup plus de possibilités de copinage dans les sociétés socialistes, où l'État doit être grand et puissant pour pouvoir gérer les choses, et il faut donc plus de pouvoir à exploiter pour corrompre les politiciens et les fonctionnaires.

L'exploitation ne fait en réalité pas partie du capitalisme. Le capitalisme procure ses avantages par le biais d'échanges volontaires et non pas en forçant les gens à acheter, produire ou consommer certaines choses. Les gens ne sont pas contraints de travailler pour un employeur: ils peuvent travailler pour eux-mêmes; les entreprises ne sont pas obligées de produire ce que l'État leur demande; les individus ont le choix sur ce qu'ils achètent ou non.

Et puisque l'échange dans le capitalisme est volontaire, il ne se produit que lorsque les deux côtés en bénéficient.

Comme les enfants qui échangent des autocollants de football, un échange volontaire laisse à chaque partie quelque chose qu'elle valorise plus que ce qu'elle abandonne: à moins que les deux ne voient un avantage dans l'échange, l'échange ne se ferait jamais. Il en va de même dans le capitalisme: pour prospérer, les producteurs doivent créer des biens et des services auxquels les clients attachent plus de valeur que l'argent qu'ils remettent pour eux; pour trouver un emploi intéressant, les travailleurs doivent valoriser leurs revenus plus que le temps et les efforts qu'ils ont consacrés.

De tels échanges volontaires n'exploitent pas les gens, mais les rendent mieux.

Enfin, la **cupidité** n'est pas exclusive au capitalisme; il existe dans tous les systèmes économiques et dans tous les domaines.

Le capitalisme est certainement fondé sur l'intérêt personnel, caractéristique naturelle de l'homme: si nous ne respectons pas nos propres intérêts, nous ne survivrions pas très longtemps. Mais le capitalisme punit la cupidité.

Les gens libres ne traitent tout simplement pas avec des producteurs qu'ils croient malhonnêtes, indignes de confiance ou trop centrés sur eux-mêmes et trop peu sur leurs clients. Dans une économie

concurrentielle, de nombreux autres fournisseurs peuvent être contactés. C'est pourquoi nous n'avons pas besoin de lois «anti-cupidité» pour mettre fin à la surcharge des cafés: s'ils le faisaient, leurs clients les abandonneraient bientôt. En fait, **le capitalisme est coopératif: nous bénéficions tous de la collaboration grâce à un commerce honnête; et nous voulons tous vivre dans un monde où les gens traitent équitablement.**

Définir le capitalisme

Comment alors définir le capitalisme? À la base, il s'agit **d'un mode de vie économique général dans lequel les individus créent et utilisent des biens d'équipement afin de produire, de manière aussi productive que possible, les biens et les services qu'ils souhaitent, ainsi que d'autres.**

Au-delà de cette définition fondamentale, le capitalisme est également associé à d'autres facteurs qui ne sont pas nécessairement uniques ou essentiels. Par exemple, il est associé à la propriété de biens par des particuliers et des groupes. Les droits de propriété - les règles sur la manière dont la propriété peut être acquise, protégée, utilisée ou cédée - sont importants pour le capitalisme, car ils permettent aux individus de créer et d'utiliser des biens productifs avec confiance.

Le capitalisme est également associé aux échanges commerciaux. D'autres modes de distribution des biens économiques sont possibles, mais les échanges sur les marchés constituent un moyen efficace de distribuer les richesses que les producteurs du capitalisme (également très efficaces) peuvent créer.

En outre, les prix du marché alertent les producteurs sur les préférences des clients, les aidant ainsi à concentrer leur capital sur la satisfaction de ces préférences de la manière la plus efficace possible.

Le capitalisme est généralement perçu comme un mode de vie économique - concernant la création et la distribution de biens économiques, et non sur des résultats moraux ou sociaux. Pourtant, il s'agit en fait d'un système social, axé sur les interactions humaines à plusieurs niveaux.

C'est aussi un système hautement moral. Les relations humaines dans le capitalisme ne sont pas forcées mais volontaires. Les gens investissent, créent, fournissent, vendent et achètent des choses comme ils le souhaitent. Aucun gouvernement n'ordonne leurs actions: les décisions sont les leurs. En effet, le seul rôle du pouvoir exercé par l'État est de veiller à ce que les individus ne soient ni forcés, ni volés, escroqués ou autrement violés. Le capitalisme ne repose pas sur des commandements, mais sur *l'état de droit* dans lequel des règles générales (telles que des transactions honnêtes, le respect des contrats et le refus de la violence) s'appliquent à tout le monde, y compris aux autorités gouvernementales.

Cependant, comme un jeu qui procède également en suivant des règles, le capitalisme ne garantit aucun résultat spécifique. Il ne peut être tenu pour responsable des crimes, des folies ou des malheurs de l'humanité. Cela ne promet ni illumination ni égalité. Cela ne promet même pas d'enrichir tout le monde (même si c'est le cas). Mais ce que le capitalisme promet, c'est de stimuler la productivité économique - de manière à maintenir les opportunités ouvertes à tous, à traiter les gens de manière égale et équitable et à rejeter la fraude, la coercition et la violence.

3 QU'EST-CE QUE LE CAPITAL?

Le concept de capital

Comme nous l'avons vu, le capital est une idée abstraite, à l'image du concept d'animal. Mais si la plupart des gens peuvent reconnaître un animal quand ils le voient, peu de gens comprennent vraiment ce qu'est le capital - même ceux qui en sont propriétaires et qui l'utilisent.

Encore une fois, beaucoup de gens voient dans le capital d'immenses usines, bâtiments, grues, presses à métaux et fonds financiers, ce qui renforce l'idée selon laquelle le capital ne appartient qu'à une poignée de riches. Mais la réalité est que les biens d'équipement sont la propriété de presque tout le monde dans les pays développés et sont utilisés par d'autres. On pourrait même dire que les biens d'équipement sont démocratiques.

Le but du capital

Il convient de se demander pourquoi le capital existe en premier lieu. La réponse est que nous créons des biens d'équipement pour nous aider à produire plus efficacement les nombreux biens et services dont nous avons besoin et que nous voulons. Ils nous permettent de produire des vêtements, de la nourriture, des abris, de la lumière, du chauffage, des médicaments, de l'éducation, des jouets, des moyens de transport, de l'art, des

divertissements et tout ce que nous voulons, à moindre coût et plus efficacement que nous ne le pourrions sans eux.

Il est important de se rappeler que la seule raison pour laquelle nous produisons des choses est parce que nous voulons en profiter. Comme l'a expliqué l'économiste écossais Adam Smith (1723-1790), "la consommation est l'unique finalité de toute la production".

Pourtant, beaucoup de critiques du capitalisme se concentrent sur la manière dont la production devrait être restructurée, sans trop réfléchir à la raison pour laquelle nous produisons des choses ou à ce que nous voulons produire. Mais notre temps, nos efforts et notre énergie mentale sont bien trop précieux pour être perdus. Nous devons nous concentrer sur la production de choses dont nous avons besoin ou que nous voulons, et de les produire aussi rapidement, facilement et à moindre coût.

Comment le capital augmente la productivité

Nous créons et utilisons du capital parce que cela nous rend plus productifs. Par exemple, en utilisant des bateaux, des lignes et des filets, nous pouvons prendre beaucoup plus de poissons que nous ne pourrions jamais en utilisant nos mains nues.

À l'aide de tracteurs et de récolteuses, nous pouvons cultiver la terre et produire plus de nourriture avec beaucoup moins d'effort. En utilisant des métiers à tisser électriques, nous pouvons transformer plus de coton en plus de vêtements, plus rapidement et à moindre coût. En utilisant des camions, nous pouvons rapidement et facilement distribuer ces produits là où ils sont le plus nécessaires.

En fait, les biens d'équipement peuvent améliorer considérablement la productivité, ce qui nous permet de produire des produits en quantité et en qualité bien supérieures et à des coûts bien moindres. L'auteur britannique Matt Ridley (1958) a calculé que l'éclairage électrique actuel fournit un éclairage 43 200 fois moins cher que les bougies de 1800, tandis que la production agricole est 600 fois plus élevée qu'en 1900.

Lorsque des livres devaient être écrits par des scribes, seuls quelques riches pouvaient se le permettre; les presses à imprimer les produisent maintenant par million et d'autres téléchargées en ligne. Le vêtement en coton était autrefois un luxe. Mais la puissance de la révolution industrielle le rendait cent fois moins cher et accessible aux peuples du monde entier. Les montres-bracelets qui sortent des chaînes de production d'aujourd'hui sont plus minces, plus précises et représentent un millième du coût des montres de poche fabriquées à la main au XIXe siècle.

Les biens d'équipement nous permettent même de créer des choses qui seraient impossibles sans eux. Les Européens et les Américains apprécient aujourd'hui les mangues fraîches et non plus marinées, grâce au transport frigorifique, et le fret aérien les a banalisées. Grâce à nos Smartphones, vous pouvez faire des affaires avec des gens de l'autre côté du monde, parler à des amis en déplacement ou découvrir une vaste bibliothèque de nouvelles, d'informations et de divertissements, les orchestres symphoniques du monde dans votre poche.

La nanotechnologie nous permet de produire des cellules solaires trop petites pour voir, des films qui utilisent l'énergie de la lumière pour tuer les germes et un tissu qui s'étire jusqu'à quinze fois sa taille originale.

En plus de nous permettre de consommer directement de nouveaux biens et services moins chers, de meilleure qualité et plus nombreux, les biens d'investissement améliorent également les intrants que nous fabriquons et utilisons lors de la création de ces produits. Par exemple, les machines nous permettent d'extraire le minerai de fer et de rouler l'acier que nous utilisons pour fabriquer des voitures ou des machines à laver, ou pour produire le verre que nous utilisons pour fabriquer des bocaux de stockage pour nos aliments ou pour créer le chlore que nous utilisons pour fabriquer le verre ou polyuréthane que nous utilisons pour fabriquer des chaussures, des lits, des cadres de fenêtre et des canoës.

Notions traditionnelles de capital

Biens physiques. La plupart des gens considèrent les biens d'équipement comme des biens matériels tels que des outils, des machines industrielles, des navires, des usines ou éventuellement des bureaux, des ordinateurs et des camions de livraison. Ces produits augmentent clairement notre productivité en nous permettant de fabriquer et de livrer des produits plus rapidement, plus facilement et en plus grande quantité que nous ne le pourrions sans eux. C'est beaucoup simple.

Cependant, on oublie souvent que les marchés des biens d'équipement accroissent encore la productivité de ces biens d'équipement (et d'autres). Les marchés neufs et d'occasion orientent les machines, navires, véhicules, équipements et même les bâtiments vers leurs utilisations les plus rentables.

Supposons, par exemple, que les améliorations de la technologie des batteries signifient que de nombreux producteurs commencent à acheter plus de camions électriques et moins de

moteurs diesel à utiliser dans leurs flottes de livraison, car ils sont meilleur marché, plus fiables, plus silencieux et plus propres. Ce changement envoie au marché un signal aux constructeurs de camions qu'ils doivent ré-outiller - ajuster leurs chaînes de production pour répondre à la nouvelle demande et incorporer des moteurs électriques au lieu de moteurs diesel. À leur tour, leurs fournisseurs constateront qu'ils vendent moins de moteurs diesel et changeront de chaîne de production pour fabriquer des produits mieux vendus.

Les vieux camions et moteurs diesel, quant à eux, seront mis au rebut afin que le métal puisse être utilisé à des fins plus productives, ou seront vendus à bas prix sur les marchés de seconde main aux clients qui en ont encore besoin. De cette manière, les biens d'équipement anciens et nouveaux sont automatiquement dirigés vers leurs utilisations les plus productives.

Capital financier. Une autre forme connue de capital est le capital financier. Les gestionnaires de fonds, par exemple, empruntent de l'argent aux banques pour recouvrer leur argent et l'utilisent pour investir dans des entreprises qui ont besoin d'argent pour démarrer ou se développer. Pour ces entreprises, la finance est un bien capital comme un autre, leur permettant d'acheter le matériel dont elles ont besoin pour produire des choses de manière efficace ou d'accroître leur production pour répondre aux demandes de leurs clients.

Les entreprises qui répondent le mieux à la demande généreront plus de revenus de la part de clients satisfaits que de celles qui le sont moins: elles pourront ainsi offrir aux investisseurs un meilleur rendement et attirer plus de capital financier dans leurs entreprises. Comme pour le capital physique, le marché des

capitaux financiers oriente donc rapidement le capital financier vers ses utilisations les plus productives.

Les gens supposent souvent que ce capital financier, plus que tout autre type de capital, doit appartenir à une poignée de riches. C'est une erreur: les investisseurs ultimes dans les fonds qui investissent à leur tour dans les entreprises sont pour la plupart des individus ordinaires, économisant de l'argent pour un «jour de pluie» ou pour fournir un revenu à la retraite. Ce sont les vrais "capitalistes".

Infrastructure. Les infrastructures, telles que les routes, les ponts et les ports, sont des biens qui améliorent la productivité en rendant le commerce plus facile et moins cher - bien qu'il s'agisse d'une forme de capital inhabituelle, appartenant généralement à des gouvernements plutôt qu'à des particuliers et à des groupes privés.

Cela permet aux détracteurs du capitalisme d'affirmer que les entreprises soi-disant «capitalistes» sont en réalité très dépendantes de l'État. Mais il ne faut pas oublier que nombre de routes, de réseaux ferroviaires et de ports ont été créés à l'origine par des investisseurs privés ou par l'action privée de citoyens intéressés- le reste étant payé à l'aide des impôts payés par les particuliers et les entreprises. Ainsi, même les infrastructures «publiques» reposent sur la richesse privée.

La forme la plus importante du capital

Aussi importantes qu'elles paraissent, aucune de ces formes de capital n'est aussi importante que celle que détient chacun de nous - **notre capital humain.**

L'économiste américain Gary Becker (1930-2014) n'a pas forgé l'expression «capital humain», mais a beaucoup travaillé sur cette idée. Le capital humain est l'ensemble des connaissances et des qualités personnelles qui rendent les individus plus productifs. Cela inclut notre éducation et nos compétences, mais aussi des qualités telles que la diligence et même une bonne santé. Et nous investissons dans ces domaines pour nous rendre encore plus productifs, tout comme nous investissons dans d'autres biens d'équipement.

Ainsi, nous fréquentons des écoles, des collèges et des cours de formation pour acquérir les compétences sociales et pratiques dont nous avons besoin pour être productifs. Ce qui compte le plus pour nous, c'est notre potentiel de gain, mais si nous sommes plus productifs, nous pouvons généralement gagner plus. Les employeurs investissent temps et argent dans la formation de nouveaux employés à l'utilisation de leurs machines et de leurs systèmes d'information.

Les familles enseignent à leurs enfants l'autodiscipline, l'honnêteté, la fiabilité, la ponctualité et d'autres valeurs qui améliorent de la même manière leurs perspectives de travail et d'entreprise. Et en investissant dans notre santé et notre forme physique, nous pouvons rester plus productifs plus longtemps.

Encore une fois, il existe des marchés pour nous aider à maximiser notre potentiel productif. Ils comprennent les collèges dans lesquels nous pouvons acquérir des qualifications, des cours sur lesquels nous pouvons développer nos compétences, des agences de placement adaptant nos compétences et nos qualités personnelles aux emplois pour lesquels nous sommes le mieux adaptés, des clubs de fitness qui nous aident à rester en

bonne santé, ainsi que des cliniques et des centres de rééducation pour restaurer notre santé mentale et physique.

Les économistes voient traditionnellement le travail, avec la terre, comme quelque chose de différent du capital, mais l'idée de capital humain rend cette division trop stricte. Le capital humain rend le travail plus productif, au même titre que les outils et les équipements.

En effet, la productivité est probablement plus importante que toutes les autres formes de capital réunies. Même si le capital en général appartient plus largement que ne l'imaginent les gens, le fait est que tout le monde possède le capital humain et que la plupart des particuliers et des familles y investissent énormément.

Les succès d'immigrants qui bâtissent des entreprises réussies à partir de rien - Astor, Carnegie ou les fondateurs de Procter & Gamble, Kraft et DuPont - témoignent de l'importance de l'éducation, des compétences et des qualités personnelles telles que la concentration et la diligence. Tout comme la richesse de Hong Kong, de Macao ou de Singapour - de petites localités disposant de peu de ressources naturelles en dehors des valeurs et de l'éthique de travail de leurs populations.

Même dans ce cas, le capital humain a besoin des conditions propices pour s'épanouir. Il faut que les personnes soient libres d'investir dans leur vie et dans celle de leur famille, et que leur droit de jouir des fruits de cet investissement soient respecté.

Infrastructure de systèmes

La manière dont les biens d'investissement sont utilisés est une partie importante de leur bénéfice. Les employés du constructeur automobile pionnier Henry Ford (1863-1947)

utilisèrent à peu près les mêmes marteaux, clés et palans que tous les autres; mais il a organisé ce capital sur une chaîne de montage qui rendait la fabrication de voiture beaucoup plus productive qu'avant. Le bon système est un capital important.

Réseaux. Les réseaux téléphoniques, les chaînes d'approvisionnement et les systèmes de distribution sont d'autres formes de ce capital «organisationnel», renforçant l'efficacité des communications et de la distribution. Les réseaux d'information, tels que l'Internet, la télévision interactive et le courrier électronique, augmentent également notre productivité: ils facilitent la production et les échanges, mais ils favorisent également la diffusion d'idées, encouragent l'innovation et la découverte de nouvelles techniques plus productives. Elles permettent également de travailler de manière plus efficace, comme les applications de «partage d'économie», qui associent les familles aux services de garde d'enfants, les voyageurs aux conducteurs et les propriétaires à ceux qui recherchent un lieu de séjour.

Marchés. Le système de marché n'est pas le même que le capitalisme. Mais les marchés individuels - que ce soit les biens, les services, la finance ou le travail - constituent sans doute une forme de capital. Ils ne sont pas simplement un moyen de distribuer des biens et des services, mais un arrangement productif à part entière.

Comme les autres formes de capitaux, les marchés nécessitent des investissements - pour élaborer et contrôler les règles nécessaires à leur fonctionnement, ainsi que pour maintenir les systèmes de communication et autres dont dépendent les acheteurs, les vendeurs et les courtiers.

Ils stimulent également la productivité en diffusant des informations sur les excédents et les pénuries. Si une émission télévisée populaire incite beaucoup plus de personnes à se rendre à l'endroit où elle a été tournée, par exemple, les voyageurs s'aperçoivent qu'ils peuvent facturer des prix plus élevés pour y amener les gens. Ils programmeront plus de vols, trains ou bus à cet endroit, les emmenant de destinations moins rentables. En outre, l'augmentation du nombre de visiteurs permettra aux restaurants et aux cafés locaux d'augmenter leurs prix, ce qui en incitera de nouveaux à s'installer; alors que les populations locales s'apercevront qu'elles peuvent gagner plus en tant que serveurs par rapport à d'autres types de travail. Grâce à de tels signaux de prix, la production et le capital sont dirigés efficacement et automatiquement vers leurs utilisations les plus rentables.

En fait, les prix du marché coordonnent les activités d'innombrables personnes partout dans le monde. Même en 1776, Adam Smith parlait du nombre considérable de personnes impliquées dans la production d'un manteau de laine, même simple: bergers, fileurs, tisserands, teinturiers, marchands, marins, constructeurs navals, outilleurs, etc. Mais aucune de ces personnes n'a l'intention de produire un manteau particulier pour un client particulier: elles ne font que réagir aux prix du marché, signal qui indique le meilleur moyen d'appliquer leurs efforts. Et si la demande des clients (ou, en l'occurrence, la technologie de production) change, les prix vont changer et de nouveaux signaux vont se répercuter sur tout le réseau, poussant toutes les personnes concernées à s'adapter à la nouvelle réalité.

Grâce à cette coordination dynamique, les marchés augmentent la productivité de chaque producteur et de chaque bien capital

qu'ils touchent. Ils récompensent les producteurs de grande valeur et les planificateurs réfléchis, et incitent les producteurs moins efficaces à délaissier leurs efforts. Ce faisant, ils préservent également les ressources - après tout, personne ne veut perdre son temps, ses efforts ou son capital s'il était possible de mieux l'utiliser ailleurs.

Capitale juridique et culturelle

Justice. Le capitalisme repose sur des actions et des interactions volontaires. Mais un tel arrangement ne peut fonctionner que si les gens peuvent agir et interagir librement, et faire des plans et des investissements en toute confiance. Le capitalisme exige donc un système de justice garantissant que les personnes ne soient pas victimes de violence, de vol ou de fraude, que les promesses contractuelles soient honorées et que les droits et libertés des individus soient respectés.

À l'instar des marchés, le système de justice a également les caractéristiques d'un actif immobilisé. Nous y investissons beaucoup (législation, police, tribunaux, prisons, etc.), il est relativement durable et nous rend plus productifs en favorisant la confiance et en veillant ainsi au bon fonctionnement du capitalisme.

Cet actif comporte de nombreuses parties. La Common law, par exemple, selon laquelle les litiges sont réglés devant un tribunal et les normes acceptables de comportement commercial sont établies; la primauté du droit en vertu de laquelle la justice suit le droit, et ceux qui sont en autorité sont tenus par la loi comme nous tous; et les règles relatives à la démocratie et à la représentation, avec des restrictions constitutionnelles à l'utilisation du pouvoir gouvernemental.

Tous ces éléments favorisent la confiance, la certitude et la sécurité, facilitant ainsi la planification, les investissements et la facilité des transactions sur le marché, faisant de la justice un bien capital qui augmente notre productivité.

Droits de propriété. Les gens sont plus susceptibles d'investir et de créer des biens d'équipement s'ils savent qu'ils peuvent les posséder et les contrôler et qu'ils tireront parti de ce qu'ils produisent. Ainsi, les règles juridiques et les conventions sociales relatives à la propriété et à l'utilisation de la propriété - ce que nous appelons les droits de propriété - doivent être relativement certaines et durables. Mais elles ne sont pas toujours évidentes (par exemple, les avions sont-ils autorisés à survoler votre propriété: si oui, à quelle hauteur?). Et ils changent avec les circonstances et les opinions (par exemple, êtes-vous autorisé à posséder et à vendre du cannabis?). Pourtant, étant relativement intuitifs et durables, ils favorisent la confiance et la productivité.

La propriété intellectuelle - marques de commerce, droits d'auteur et brevets - constitue un type de propriété spécial, dont la durée est limitée. L'idée sous-jacente est de faire en sorte que les inventeurs, les auteurs et les autres personnes qui construisent une marque de valeur puissent profiter du fruit de ces efforts - ce qui est avantageux pour nous tous car cela encouragera les autres innovateurs à faire de même. Mais il ne peut y avoir d'autorisation pour que cette entreprise, ou ses héritiers et ses successeurs, jouissent à jamais d'un monopole sur le produit ou l'invention: nous voulons que les idées se développent et se répandent. Nous limitons donc ces protections dans le temps. Les règles exactes peuvent varier d'un

pays à l'autre, mais le fait que le principe général soit respecté favorise toujours la confiance et la productivité.

Culture et tradition morale. Le capitalisme et la productivité qu'il réalise tirent parti d'une culture de respect mutuel, de valeurs largement partagées, de confiance et d'un rejet général de l'usage de la force contre autrui.

Les expériences économiques indiquent que le capitalisme et cette culture se renforcent mutuellement: les personnes originaires de pays où les marchés sont bien établis ont tendance à se faire confiance davantage que celles de pays où les marchés sont moins importants; et une culture de confiance facilite naturellement le commerce.

Dans les petites sociétés homogènes, la confiance peut venir naturellement. Mais dans la plupart des endroits, avec des populations diverses, il faut le construire au fil des siècles. Cela nécessite un investissement dans le développement des valeurs et des institutions qui permettent au capitalisme de fonctionner. Puisqu'une telle culture est quelque chose que nous devons travailler pour créer, qui est relativement durable et qui augmente notre productivité, cela ressemble beaucoup à une forme de capital à part entière.

Conclusion

La définition exacte du capital peut être controversée. Mais il est clair que le capital ne se limite pas à un ensemble d'usines, de machines lourdes, de navires et d'actifs financiers appartenant à quelques-uns. C'est beaucoup plus démocratique. Nous utilisons tous des biens d'équipement dans nos maisons, nos magasins et nos bureaux. Nous économisons dans des banques et des fonds

financiers qui investissent à leur tour dans des entreprises productives. L'utilisation de réseaux privés et de réseaux publics construits avec des richesses produites par le secteur privé nous rend plus productifs. Nous utilisons des marchés et d'autres systèmes qui contribuent à notre productivité et s'efforçons de maintenir une culture de confiance. Surtout, nous avons tous un capital humain en nous: nos connaissances, nos compétences et nos capacités. Nous sommes tous capitalistes et le capital est une chose très diverse - et très démocratique.

4 COMMENT LE CAPITAL EST CREE

Pour comprendre le capitalisme, il est important de comprendre la vie du capital: il n'existe pas simplement, il faut le créer, il est facile à perdre ou à détruire et il faut faire des efforts pour le maintenir. Les idées fausses sur ces choses conduisent à de nombreuses critiques mal placées du capitalisme lui-même.

Idées erronées sur l'acquisition de capital

De nombreux critiques semblent suggérer que le capital ne peut être acquis qu'en le dérobant au dur labeur des autres. Ils soutiennent que les employeurs acquièrent un capital en détournant les travailleurs de la valeur qu'ils créent. ou bien ils prétendent que les pays construisent leur capital en partant en guerre et en prenant le produit de ceux qu'ils ont conquis. Or ils voient les entreprises comme utilisant le copinage politique pour créer des monopoles qui trompent les consommateurs. Les capitalistes, en d'autres termes, le deviennent par la duperie, la guerre ou l'extorsion. Et l'hypothèse est que le capital qu'ils acquièrent grâce à ces crimes leur reste, leur fournissant des avantages continus sans effort.

Ces idées sont fausses - ou du moins, obsolètes. Il fut certainement un temps où le capital était systématiquement acquis par la force: lorsque des pays envahissaient d'autres pays pour s'approprier leurs richesses et ensuite vivre du travail des vaincus; quand les aristocrates pourraient exploiter leurs serfs; et quand les monarques accordaient des monopoles lucratifs à leurs amis.

Mais c'était un âge avant le capitalisme, lorsque les gens étaient beaucoup plus pauvres qu'aujourd'hui et ne pouvaient que rarement se permettre d'acquérir des biens d'équipement. Aujourd'hui, dans les pays développés, la force est interdite et le capital doit être construit par des moyens pacifiques, sans en contraindre les autres. Le capital n'est plus un bien rare à combattre ou à voler: il est maintenant beaucoup plus abordable et plus largement détenu par une population mondiale beaucoup plus riche. Le seul moyen légitime d'acquérir un capital aujourd'hui n'est pas de le prendre aux autres, mais de le créer pour vous-même.

L'idée que le capital est un actif permanent, qui procure à ses propriétaires chanceux un flux continu d'avantages sans effort - comme des pommes qui tombent d'un arbre - est également erronée. En fait, le capital nécessite du temps, de l'argent et des efforts pour être préservé. Il doit être maintenu et protégé. Et pour conserver sa valeur dans un monde en mutation et concurrentiel, il doit être appliqué avec une diligence et une concentration constantes.

Même les arbres fruitiers doivent être cultivés, greffés, arrosés, pulvérisés, entretenus et éventuellement remplacés pour qu'un verger continue à payer. Même dans ce cas, les fruits doivent être récoltés et utilisés - distribués dans des magasins, par exemple, ou transformés en boissons. Si rien de ce travail ne se produit, il cessera d'être un verger précieux et deviendra simplement un désert inutile et négligé: non plus capital, mais crasse.

Encore une fois, il semble que les critiques ne voient pas comment le capital (et le capitalisme) individualiste et démocratique est réellement. Le capital n'existe pas simplement, il faut le créer. Aujourd'hui, il est créé et appartient à la majorité,

pas à la minorité. Sa valeur dépend exactement de ce que ces personnes créent et de la manière dont elles la protègent, la maintiennent et l'appliquent.

Le capital n'est pas facile à garder

Le capital peut également être perdu - trop facilement - par le risque et le jugement, par sa consommation, ou par la violence et la fiscalité.

Risque et incertitude. Aucun de nous ne peut prédire l'avenir avec certitude. Personne ne peut planifier un événement inattendu qui perturbe nos efforts. Même si nous sommes assez confiants quant à ce que l'avenir nous réserve et si nous calculons les chances de succès ou d'échec avec soin, le risque de nous tromper demeure.

Ainsi, lorsque nous investissons du temps, des efforts ou de l'argent pour créer des biens d'équipement, nous prenons un risque. Notre évaluation des résultats futurs pourrait être fautive: notre investissement pourrait générer des rendements plus faibles que prévu, voire une perte. Par exemple, vous pouvez ouvrir un restaurant de pizza, doté de la toute dernière technologie en matière de fabrication de pizzas, pour constater que les clients préfèrent les pizzas de leurs rivaux ou ont été conquis par une lubie santé et mangent plutôt des salades. Si les choses vont vraiment mal, vous devrez peut-être amortir votre investissement, mettre de côté les immobilisations et fermer.

Si les gens pensent que les risques d'une entreprise sont élevés, ils n'y investiront que s'ils s'attendent à ce que les avantages soient également élevés. Mais à long terme, même un risque modeste peut détruire les avoirs du capital des personnes.

C'est une des raisons pour lesquelles la richesse ne reste pas en permanence entre les mêmes mains. Prenez n'importe quel magazine d'il y a cinquante ans et examinez les publicités: peu d'entreprises, voire aucune, ne vous seront familières. La plupart ont depuis longtemps été chassés des affaires par des concurrents proposant des offres plus récentes, meilleures ou moins chères.

Les entreprises familiales vont et viennent, comme le proclame le vieil adage: «Une personne crée une entreprise, les enfants en héritent et la dirigent, et les petits-enfants, nés avec plus d'argent que le sens des affaires, la ruinent.

Consommation. Le massacre détruit le capital - on peut consommer du capital tout en le perdant par le risque. Par exemple, les propriétaires d'une entreprise familiale peuvent contracter des emprunts contre sa sécurité ou vendre leurs actifs, non pas pour investir dans de nouveaux équipements, mais simplement pour payer leur propre salaire généreux. Or bien les fondateurs pourraient créer un fonds d'affectation spéciale pour aider leurs enfants et leurs petits-enfants - qui ensuite (de manière «trustafarian») vivraient simplement de ce capital au lieu de le mettre au service de l'avenir. De toute façon, la famille consomme son capital. Bientôt, ils sont de retour à la chemise.

La violence. Le capital peut bien sûr être perdu par le vol ou la fraude, ou détruit par la violence. En plus d'être immorales et de causer des pertes à la victime, de telles actions imposent des coûts à tout le monde. Des ressources doivent être dépensées pour enquêter et punir le crime. Même si le crime reste impuni, la personne qui s'empare du capital par la force en tirera probablement moins de valeur que celle qui l'aura soigneusement créée, ciblée, gérée et appliquée à son objectif le

plus productif, à savoir une perte pour la communauté tout entière.

La forme ultime de violence est la guerre et, comme nous l'avons vu, certains critiques du capitalisme pensent que la guerre permet aux forts de voler le capital aux faibles. d'autres affirment que les hommes d'affaires aiment (et encouragent) les guerres simplement parce qu'ils profitent de la fourniture de tous les navires, avions, appareils électroniques, véhicules et armes dont ils auront besoin. Mais en réalité, les entreprises ne peuvent pas déclencher des guerres. Seuls les gouvernements ont le pouvoir d'émettre des ultimatums ou des conscrits.

Et les gens d'affaires savent que les guerres ne leur sont d'aucune aide, mais leur causent beaucoup de tort: les guerres augmentent les risques (ce qui augmente le coût des transactions), endommagent la confiance et la demande des clients et détruisent le capital, y compris les biens matériels, les systèmes et le capital humain. Ce truisme évident est la raison pour laquelle si peu de démocraties se font la guerre avec d'autres avec lesquelles elles commercent. Au cours des siècles passés, la guerre aurait pu être considérée comme un bon moyen d'accaparer la capitale d'un autre pays; Aujourd'hui, nous réalisons qu'il est plus facile, plus sûr et plus efficace de ne pas capturer le capital d'autrui, mais de le créer.

Imposition. Le capital peut être détruit par des formes moins radicales d'intervention de l'État, telles que l'imposition de la richesse ou du revenu.

Par exemple, supposons qu'au nom d'aider les pauvres et de faire en sorte que «les riches» contribuent davantage aux services publics, le gouvernement impose une taxe de 10% sur toutes les formes de capital. Ceux qui envisagent de créer ou de

développer une entreprise constateront désormais que les biens d'équipement dont ils ont besoin pour la gérer - locaux, machines, équipement, véhicules et finances - coûtent désormais 10% plus chers. Cela les rendra moins susceptibles d'aller de l'avant avec leur entreprise.

Ils devront être plus sûrs qu'avant que leur entreprise réussisse avant de risquer leur argent et leurs efforts sur l'entreprise. Ils seront également moins susceptibles de construire, d'agrandir ou de remplacer leurs biens d'équipement. En conséquence, la capacité de production sera perdue et l'ensemble de la communauté sera légèrement dégradée.

Il en va de même lorsque la richesse en général est imposée. Les gens peuvent laisser leur argent traîner de façon improductive ou le dépenser pour le plaisir d'aujourd'hui. Mais s'ils veulent transformer leur richesse en un capital productif, ils doivent l'appliquer à cette fin avec orientation et concentration.

Nous pouvons encourager cela en permettant aux gens de tirer pleinement parti de cet effort. Mais lorsque la richesse est imposée, cette récompense potentielle est réduite et le risque de perte est accru. En conséquence, la richesse des personnes est utilisée de manière moins productive et leurs fonds financiers sont dissociés, dissipés et consommés au lieu d'être utilisés pour accroître la productivité. Et cela nuit à tout le monde.

Redistribution. La redistribution est une autre politique qui détruit le capital. Le capital ne peut pas simplement être pris et donné à d'autres sans aucune perte ou perturbation de sa productivité. La productivité du capital dépend de nombreux facteurs, tels que ce qu'il est, où il se trouve, comment il est géré et, ce qui est important, comment il s'intègre avec d'autres capitaux. Par exemple, un réseau complexe de distribution de

produits est inévitablement perturbé si certains de ses camions sont réquisitionnés pour être utilisés par d'autres.

On peut le voir dans les pays où les fermes ont été enlevées à leurs propriétaires et la terre et les équipements redistribués à d'autres personnes. Les systèmes intégrés et les structures de capital sont fragmentés et il en résulte trop souvent des mauvaises récoltes et des pénuries alimentaires. De même, l'expérience de la Chine en matière d'agriculture collective a été un échec catastrophique, rachetée seulement lorsque le pays a mis en place un nouveau système de «responsabilité familiale» qui s'apparentait davantage à la propriété privée.

Législation anti confiance. Les lois visant à limiter le pouvoir de monopole des grandes entreprises peuvent également avoir un effet néfaste sur le réseau de la capitale. Dans une économie ouverte et concurrentielle, les entreprises ne peuvent se développer qu'en donnant aux clients ce qu'ils apprécient - et non par la contrainte ou le copinage. Leur croissance est une indication de leur succès à cet égard. Les limites de part de marché signifient que les entreprises qui utilisent efficacement leur capital pour offrir le plus de valeur au public ne sont pas autorisées à le faire, et que ce capital est plutôt utilisé par des producteurs moins efficaces.

Mais il y a des dommages avant même que cette limite soit atteinte. Il est très difficile de définir quand une entreprise donnée est devenue «dominante» sur un marché et si sa taille importante menace davantage les clients que l'indication de la valeur qu'elle leur apporte. Les décisions des législateurs antitrust sont donc difficiles à prévoir pour les entreprises. Alors, ils décident de rester petits et les gains potentiels de leur efficacité sont perdus; ou bien ils grandissent mais sont ensuite

dissociés par les régulateurs, ce qui perturbe leur réseau de capital et occasionne une perte pour les clients.

Comme nous l'avons vu, même les plus grandes entreprises peuvent être menacées par d'autres grandes entreprises, ou par une combinaison d'autres entreprises, voire par de plus petites entreprises qui s'attachent à des activités différentes. Un si grand nombre de partisans du capitalisme seraient d'avis que la politique devrait viser à rendre les marchés plus ouverts plutôt que d'imposer des limites de taille arbitraires aux producteurs populaires et prospères.

Le capital dépend de l'évaluation humaine

Un autre aspect de la nature démocratique ou individualiste du capital, souvent oublié par les critiques, est que le capital n'existe pas seul, indépendamment de l'être humain. Pour être un bien capital, et pas seulement une chose sans valeur, un objet doit être créé pour servir les besoins, les désirs et les valeurs de l'homme.

Une pierre n'est qu'une pierre, sans valeur, jusqu'à ce qu'un humain réalise son potentiel productif - dans la construction d'une maison, par exemple, ou dans la mouture de maïs. Alors seulement, il devient capital. On pensait que l'uranium était un minéral en grande partie inutile (et donc sans valeur) jusqu'à ce que nous découvriions comment générer de l'énergie nucléaire. Maintenant, une mine d'uranium est un capital précieux.

Mais si les êtres humains doivent transformer quelque chose d'objet inutile en un bien capital potentiellement productif, ils ont besoin de droits de propriété.

Ils ont besoin de savoir qu'ils peuvent le posséder, le gérer et en tirer parti. Il y a quelques années, l'économiste péruvien Hernando De Soto (1941-) a souligné que, même si de nombreuses personnes parmi les plus pauvres du Pérou se construisaient leurs maisons et cultivaient des parcelles de terre, celles-ci ne pouvaient pas être considérées comme des capitaux, car leurs utilisateurs n'avaient aucun titre légal.

Il a fait campagne pour que cela change: et maintenant ces mêmes agriculteurs ont un titre légal et peuvent utiliser leur maison en garantie de prêts pour acheter des terres et du matériel. Leurs droits de propriété rendent les terres autrefois sans valeur sécurisées et précieuses, les incitant à investir pour les rendre plus productives.

Des idées telles que les titres de propriété, le statut juridique de la propriété, la légalisation des sociétés possible, la réglementation et la culture des marchés sont si familières aux habitants des pays occidentaux très développés qu'ils sont à peine remarqués. Ils ne sont ni vus ni compris dans les pays où la liberté est tellement supprimée et le pouvoir économique tellement centralisé qu'il n'existe aucun droit de propriété. Mais ces droits sont des atouts juridiques et culturels indispensables à une utilisation productive des ressources.

La véritable origine du capital

La création de droits de propriété et de systèmes juridiques est donc un moyen important de transformer les choses en capital, et le maintien de ces systèmes est essentiel pour le capitalisme. Mais au-delà, les choses ne deviennent capital qu'en investissant temps et efforts.

Par exemple, vous pourrez peut-être attraper quelques poissons à mains nues; mais vous attraperez beaucoup plus de poisson si vous façonnez un bâton dans un harpon, ou si vous collectez des fibres et les transforme en filets de pêche, ou si vous fabriquez un bateau pour pouvoir pêcher dans des eaux plus riches.

D'où viennent le temps et les efforts considérables nécessaires pour créer même ces simples biens d'équipement? La réponse est que cela doit sortir de la consommation. Au lieu de consommer instantanément chaque poisson que vous attrapez, vous devez en consommer moins (ou perdre du temps à en attraper plus) afin de pouvoir stocker suffisamment pour vivre tout en travaillant à la création de ces nouveaux outils d'amélioration de la productivité. Cela signifie renoncer à la consommation - manger moins de poisson ou profiter de moins de temps libre.

Renoncer à la consommation est le principal moyen de créer du capital. Vous pouvez bien sûr emprunter du poisson à quelqu'un d'autre pour pouvoir vivre au même niveau tout en fabriquant vos outils de pêche; mais finalement, vous devrez rembourser ce prêt avec intérêt, donc même dans ce cas, vous abandonnez une partie de votre consommation personnelle à l'avenir. Et (mis à part l'établissement de droits de propriété, de systèmes judiciaires, de marchés et autres, qui nécessitent tous un investissement en temps et en efforts comparable), le fait de renoncer à la consommation est le seul moyen durable de créer du capital.

Capital contre contrainte

La leçon est qu'il faut épargner pour investir et prospérer. Mais les gens n'épargnent que s'ils bénéficient de la protection des droits de propriété et de la primauté du droit, ce qui leur donne la confiance que le capital qu'ils créent et les biens qu'ils produisent ne seront pas volés par quelqu'un d'autre - y compris le gouvernement - par la force ou par la fraude.

Dans le capitalisme, la sécurité des droits de propriété et la primauté du droit favorisent la création de capital et, partant, l'augmentation de la productivité possible grâce à la spécialisation, ainsi que la création de valeur résultant de l'échange volontaire des produits par cette efficacité accrue. La création de capital, et même le capitalisme, crée de la valeur - sans que personne ne le fasse et sans contrainte.

La politique du gouvernement est tout aussi essentielle à la formation de capital et à la croissance que l'absence de fraude et de force par d'autres. Les taxes sur l'épargne, l'investissement et le revenu incitent moins les gens à épargner, à investir ou à créer de la valeur.

La redistribution prend des capitaux des investisseurs qui les créent, les entretiennent et les concentrent, les confiant à ceux (comme les représentants du gouvernement) qui ont moins intérêt à le faire, ou les dissipant entièrement pour les dépenser en consommation courante. Mais plus que cela, de telles politiques rompent le délicat réseau d'investissements, grâce auquel les biens d'équipement travaillent ensemble pour générer le maximum de productivité - la structure du capital.

5 POURQUOI LA STRUCTURE DU CAPITAL EST CRUCIAL

Les économistes traditionnels traitent souvent le capital comme un capital homogène - uniforme, comme du sable, dont chaque portion est à peu près comme n'importe quel autre bit. Dans leurs calculs, leurs modèles et leurs prévisions, le seul souci est de savoir combien de capital il y a.

Mais en réalité, le capital est très diversifié. Il n'existe que dans des biens d'équipement spécifiques, qui sont tous différents: marteaux et faucilles, voitures, camions, usines de coton et usines automobiles, ordinateurs et imprimantes, caisses enregistreuses et congélateurs, prêts et cautionnements, etc. Le type de biens d'équipement utilisé, la manière dont ils sont utilisés et la manière dont ils sont mis en réseau avec d'autres biens d'équipement ont tous des effets profonds sur les résultats économiques.

Ne pas comprendre cela conduit à de graves erreurs. Par exemple, il est absurde de parler de «rendement» du capital, comme le fait l'économiste français Thomas Piketty (1971-) dans son ouvrage de 2013, *Capital in the Twenty-First Century*. Les différents biens d'équipement qui composent le capital comportent chacun des risques et des avantages potentiels différents, ainsi que des propriétaires différents, qui ont différents niveaux de compétence pour les gérer et qui les appliquent à des fins différentes.

Il existe également de nombreuses manières différentes de perdre, de voler, de se dissiper, de consommer, de taxer ou de réglementer différents types de capital, certains plus facilement que d'autres, qui pèsent tous sur le retour éventuel des divers biens d'équipement à des degrés divers.

De plus, la combinaison de biens d'équipement en usage change constamment: nous utilisons aujourd'hui des voitures et des ordinateurs, où l'on utilisait jadis des poussettes et des règles de glissade. Il n'existe donc pas de profil uniforme et permanent de la capitale d'un pays doté d'un «taux de rendement» permanent et uniforme.

Le réseau de biens productifs

La manière dont les différents biens d'équipement sont mis en réseau est encore plus importante que leur nombre ou le montant consacré à leur création. Les chaînes d'approvisionnement peuvent être très longues, un grand nombre de producteurs de différents pays créant les différents intrants qui contribuent à la création de composants, puis aux biens et services finaux que nous consommons.

Prenez à nouveau le simple manteau de laine d'Adam Smith. Pas seulement beaucoup de gens, mais une vaste gamme de biens d'équipement doivent être associés pour fournir ce produit final.

Il s'agit des magasins et aménagements des magasins du détaillant, des entrepôts et des camions du grossiste, des métiers à tisser et des machines à coudre du fabricant, des moulins à teinture et des métiers à filer des filateurs, des cisailles et des presses à balles des bergers, des fonderies et les fonderies de ceux qui fabriquent les outils et les équipements utilisés par

toutes ces personnes, les navires et les avions des transporteurs qui transportent les matières premières et les équipements utilisés à chaque étape - ainsi que de nombreux autres contribuant à fournir ce produit simple et quotidien.

Même dans ce cas, le processus ne serait pas viable sans les immobilisations diverses nécessaires pour fournir aux nombreuses personnes qui y travaillent la nourriture, les boissons et le logement dont elles ont besoin, ainsi que leurs propres vêtements.

À l'évidence, l'absence de l'un de ces biens d'équipement pourrait perturber l'ensemble du processus de fabrication, créant ainsi des pénuries, des problèmes d'approvisionnement et des cauchemars logistiques pour toutes les opérations plus en aval de la chaîne. Par exemple, sans la teinturerie, la laine finie ne peut pas être livrée aux tisserands et finisseurs, et le vêtement ne peut donc pas être envoyé au grossiste, au détaillant et au client.

La mise en réseau de la vaste gamme mondiale de biens d'équipement est donc absolument essentielle pour maintenir et améliorer la productivité et l'efficacité de la création de biens. Cela inclut à la fois les biens utilisés dans la production et les biens destinés aux clients - les biens de consommation tels que le manteau de laine, qui sont le but de tout cet effort.

Notre productivité dépend donc non seulement de la quantité de capital ou du nombre d'usines, de machines, de camions et d'outils que nous avons. La structure du capital, la manière dont nos biens d'investissement sont mis en réseau, est essentielle à la création des biens et services dont nous avons besoin et que nous voulons, et à la manière dont nous les créons de manière efficace et productive.

La fragilité de la structure du capital

L'importance critique de cette structure de capital est souvent méconnue des visionnaires politiques ou des planificateurs économiques qui pensent que le capital peut être récupéré par ses propriétaires, redistribué à d'autres, ou utilisé à des fins «plus rationnelles», sans aucune perte de la valeur qu'il produit - et en effet, souvent dans l'espoir que, dans ces nouvelles mains, le capital deviendra plus productif et produira des choses de plus grande valeur qu'aujourd'hui. Mais la simple vérité est qu'il y aurait au moins une perturbation massive de la production.

Les planificateurs économiques doivent garder à l'esprit que cette structure complexe de biens d'équipement couvrant de nombreux pays, de nombreux secteurs de produits et de nombreux processus est le résultat d'un processus évolutif selon lequel chaque partie du réseau est constamment adaptée et réorganisée par les propriétaires du capital afin de répondre aux besoins les plus divers l'évolution des besoins des clients et de produire les produits auxquels les gens attachent le plus d'importance.

Par exemple, si le temps se réchauffe et que les acheteurs exigent des vêtements en coton plutôt que des vêtements en laine, les détaillants et les grossistes commencent à commander plus de produits en coton, les fabricants se ré outillent pour les produire, les fournisseurs commencent à acheter plus de coton et les expéditeurs changent de route pour acheminer davantage de coton brut en provenance des plantations, où les agriculteurs vont cultiver plus de coton pour répondre à la nouvelle demande. Comme les ondulations qui s'étendent lorsqu'une pierre est jetée dans un étang, le processus s'adapte à la

nouvelle réalité en réaffectant ou en remplaçant au besoin les différentes parties de la structure du capital.

Les planificateurs doivent également se rappeler que le capital n'est pas homogène et que tous les biens d'équipement ne peuvent pas être réaffectés à d'autres utilisations lorsque les circonstances changent.

Certains, tels que des ciseaux, une machine à coudre ou un camion, peuvent être utilisés à différentes fins: ils coupent, cousent ou transportent des étoffes de coton aussi bien que des étoffes de laine.

Cependant, les métiers à tisser industriels qui tissent le tissu peuvent nécessiter une adaptation importante pour traiter le nouveau fil de coton plus fin. Dans le pire des cas, il faudra peut-être complètement les mettre au rebut, ainsi que d'autres machines utilisées dans la fabrication, et apporter de nouvelles machines spécialement conçues à cet effet.

Le fait que certains biens d'équipement ne puissent être adaptés à un autre objectif est une autre raison pour laquelle la propriété du capital ne garantit pas aux propriétaires un rendement sûr et confortable. Lorsque les circonstances changent, il peut être nécessaire d'annuler certains biens d'équipement, laissant ainsi aux propriétaires une perte réelle.

Les rouets et métiers à tisser domestiques des tisserands de laine écossais, par exemple, ont perdu de leur valeur une fois inventés les métiers à tisser à tisser et les métiers à tisser alimentés à l'eau. Et beaucoup de ces machines elles-mêmes ont dû être adaptées pour traiter la nouvelle fibre de coton provenant du Nouveau Monde.

Aujourd'hui, les machines et les moulins qui les abritent sont en grande partie démantelés et démolis - ou transformés en bureaux, expositions ou musées - parce que le Royaume-Uni importe maintenant une grande partie de ses vêtements d'Inde, de Chine, du Népal et d'autres marchés en développement.

Même les industries d'Etat ne sont pas à l'abri des pertes en capital. L'usine de Zwickau, en Allemagne de l'Est, qui fabrique des voitures Trabant depuis 1957, a perdu tout son sens une fois que l'Allemagne a été réunifiée et que les gens ont pu acheter des alternatives plus rapides, plus silencieuses, plus propres et plus confortables, et qu'ils se sont retrouvés vides. Comme en effet, une grande partie de la capitale obsolète et inutile de l'ancienne Union soviétique.

Une mauvaise politique tue le capital

Le capital peut donc être perdu simplement parce que ce n'est plus le bon matériel au bon endroit au bon moment. À mesure que la technologie évolue et que les besoins, les désirs et les goûts des clients changent, la structure du capital doit s'adapter à ces changements - et certains capitaux peuvent tout simplement ne pas être adaptables et devront être amortis. Mais, comme nous l'avons vu, il existe de nombreux autres moyens de perdre du capital, notamment des prévisions erronées, un mauvais jugement ou une mauvaise gestion de ses propriétaires.

Les politiques publiques peuvent également perturber la structure du capital et le détruire - et pas toujours intentionnellement. Un exemple en est les cycles commerciaux en plein essor (que l'on appelle aussi les cycles économiques) que connaissent de nombreux pays. Les booms peuvent se

produire parce que les nouvelles technologies rendent beaucoup de choses meilleures ou moins chères, à l'instar de l'invention du moteur à vapeur, de l'électricité ou de l'internet.

Mais cela ne mène pas à une récession, à moins que les gens surestiment grossièrement les avantages potentiels de la nouvelle technologie et surinvestissent sur cette base.

Quelles sont alors les causes des cycles d'expansion-récession qui sont si courants et si fréquents? Les économistes autrichiens F. A. Hayek (1899–1992) et Ludwig von Mises (1881–1973), qui ont étudié ces cycles, ont conclu qu'ils étaient généralement déclenchés par une mauvaise politique publique. Ils commencent par les gouvernements qui tentent de stimuler l'activité économique et de stimuler l'emploi en maintenant les taux d'intérêt bas ou en augmentant le montant d'argent en circulation.

Avec plus d'argent dans leurs poches, les clients dépensent davantage et proportionnellement davantage dans des produits coûteux et sophistiqués qu'ils peuvent désormais se permettre.

Les emprunts étant peu coûteux en raison des faibles taux d'intérêt, les producteurs cherchent à répondre à une partie de cette demande en investissant dans de nouvelles installations et de nouveaux équipements pour produire tous ces biens.

Mais tout comme le niveau élevé d'alcool ou d'amphétamines est suivi par la douleur d'une gueule de bois, le boom de l'argent et du crédit est suivi d'un effondrement. Les gens épargnent moins parce que leurs économies sont moins rentables. Les banques constatent donc qu'elles ne disposent pas de fonds suffisants pour tous les nouveaux emprunts et commencent à faire appel à des prêts.

Face à un resserrement du crédit, les clients reviennent à acheter des produits moins chers et plus basiques. Mais les producteurs ont déjà construit les usines et acheté le matériel nécessaire pour créer le luxe que les gens n'achètent plus. Ces biens d'équipement n'ont plus aucune utilité: les chaînes de production sont fermées, les machines mises au rebut et les travailleurs licenciés - et les magasins qui dépendent de leurs dépenses subissent un ralentissement économique, et certains devront fermer. C'était un faux boom construit sur du crédit bon marché et de l'argent facile, mais il produit de vraies pertes.

De telles catastrophes - comme le boom et le krach financier qui a suivi au début des années 2000 - ne sont pas causées par les banquiers, la cupidité ou toute autre explication populaire. Ils sont causés par les autorités nationales qui tentent de stimuler la croissance économique et envoient de faux signaux qui perturbent le réseau délicat de la structure du capital.

Les dommages causés par une telle mauvaise politique sont bien plus importants que ceux causés par les erreurs ou l'inefficacité de tout propriétaire de capital, ou par le remplacement d'une technologie par une autre. Les cycles de récession économique affectent tous les aspects de la vie économique: les pertes ne se limitent pas à une seule entreprise ou à un seul secteur,

Les dommages causés par une telle mauvaise politique sont bien plus importants que ceux causés par les erreurs ou l'inefficacité de tout propriétaire de capital, ou par le remplacement d'une technologie par une autre. Les cycles de récession économique affectent tous les aspects de la vie économique: les pertes ne se limitent pas à une seule entreprise ou à un seul secteur, mais sont généralisées et systématiques.

L'illusion de prospérité créée par la politique à courte vue des autorités est de courte durée; pourtant, cela entraîne des pertes réelles, des licenciements et des faillites - et souvent des faillites des banques elles-mêmes - qui se répercutent sur la structure du capital et sur l'économie dans son ensemble.

Conclusion

En résumé, le capital n'est donc pas une chose homogène qui peut être mélangée à volonté, mais sans aucune interruption ni coût; Ce n'est pas non plus une source permanente de revenus sécurisés pour ses propriétaires supposément chanceux. au contraire, le capital n'existe que dans des biens d'équipement spécifiques, tels que des outils ou des machines spécifiques, ou dans le capital humain des compétences et des connaissances spécifiques de chacun.

Ces biens d'équipement ont chacun des caractéristiques différentes: être plus durables ou moins durables, être utilisables à plusieurs fins ou ne servir qu'à un seul, être adaptables à l'évolution des besoins ou non, avoir au moins une certaine valeur de chute ou non, etc.

De plus, la productivité rendue possible par ces biens d'équipement et l'augmentation de revenus qui en découle ne se limitent pas à leurs propriétaires mais sont partagés dans une certaine mesure par la population tout entière. Tout le monde dans un pays profite de ses routes, de ses réseaux de services publics, de l'alphabétisation et des compétences de ses concitoyens, et bénéficie de biens et de services de meilleure qualité et moins chers grâce à l'investissement des producteurs dans des procédés et des équipements plus efficaces.

Mais ces avantages ne sont pas permanents. Le capital peut être perdu ou volé; il peut pourrir ou être consommé; il peut être mal géré ou mal appliqué; il peut être rendu redondant par les nouvelles technologies ou par les goûts changeants du public consommateur. Le capital n'est pas un arbre d'argent magique pour quelques privilégiés: il doit être créé, entretenu, protégé et géré. Ce n'est pas une mince tâche.

Enfin, le capital doit être mis en réseau. Aujourd'hui, de nombreux processus de production sont longs et compliqués, nécessitant l'apport de matières premières et de pièces provenant de partout dans le monde et qui, à leur tour, dépendent d'autres opérations internationales complexes pour les rassembler, les traiter et les assembler. Les biens d'équipement utilisés tout au long de cette production doivent être exploités de concert à chaque étape.

C'est donc une grave erreur de supposer que nous pourrions prendre le contrôle de la capitale d'un pays (ou du monde) et le rediriger sans frais vers un résultat plus précieux. Cela peut sembler théoriquement possible, mais il est très peu probable: après tout, nombre ou la totalité de ces mêmes biens d'équipement ont été créés dans le but spécifique de faire partie de ce réseau de production international complexe.

C'est un peu comme imaginer que l'on puisse réorganiser les pièces d'un puzzle pour produire une image plus agréable: mais les pièces ne s'emboîtent pas facilement d'une autre manière; et il est peu probable que les pièces produisent une meilleure image. Si nous voulons créer une nouvelle image, nous devons créer et assembler de nouvelles pièces. De même, pour créer des produits différents, nous devons créer différents biens d'équipement et les associer dans une structure de production cohérente. Cela est mieux fait par un processus d'essais et

d'erreurs long, continu et évolutif sur le marché que par les décisions instables et politiquement prises de certains planificateurs, dictateurs ou législateurs.

6 CE QUI FAIT FONCTIONNER LE CAPITALISME

Comme nous l'avons vu, il y a un certain nombre de choses qui ne sont pas propres au capitalisme, ni même essentielles, mais qui sont communément associées au capitalisme parce qu'elles contribuent de manière décisive à son succès. Parmi ceux-ci figurent l'autonomie, la propriété privée, la paix, le profit, la concurrence, la spécialisation et les marchés.

Intérêt personnel, propriété, profit et incitations

Intérêt personnel. Le capitalisme est motivé par l'intérêt personnel, mais punit la cupidité. Les deux sont très différents.

La cupidité suggère d'agir en fonction de ses propres intérêts, sans se soucier des intérêts ou des sentiments des autres, et peut-être même sans se soucier des lois, règlements et conventions en vigueur. Cela suggère également d'accumuler des choses pour le plaisir, quels que soient les besoins de chacun. Mais le capitalisme ne peut fonctionner que si les gens suivent les règles, traitent équitablement les uns des autres et respectent les promesses. Heureusement, grâce à la concurrence de nombreux autres acheteurs et vendeurs, tous ceux qui mentent ou qui trichent en affaires trouveront bientôt des clients et des fournisseurs les abandonner. La seule façon de prospérer est de fournir aux autres ce qu'ils veulent. Loin de négliger les intérêts des autres, le capitalisme nous incite à les connaître et à les servir.

L'intérêt personnel, en revanche, est une caractéristique humaine naturelle sans laquelle aucun de nous ne survivrait. La question morale est de savoir comment la limiter et la diriger vers la création d'une société fonctionnelle plutôt que le chaos d'individus égoïstes. Heureusement encore une fois, le capitalisme exploite son intérêt pour le bénéfice de tous.

L'intérêt personnel signifie que les personnes poursuivent leurs propres buts, vision, buts et ambitions, et non ceux que d'autres leur imposent. Ils poursuivent ces rêves non seulement pour leur bénéfice personnel, mais également pour le bénéfice de leurs familles et des personnes qui leur sont chères. Ils collaborent avec d'autres, dans le commerce par exemple, lorsque c'est dans l'intérêt mutuel des deux parties. Mais bien que le motif puisse être l'intérêt personnel, cela n'implique aucun résultat indésirable. Au contraire, la collaboration par le commerce produit un résultat social généralement bénéfique - comme Adam Smith l'a expliqué avec son idée de la «main invisible».

Propriété privée. La propriété privée n'est pas propre au capitalisme, mais est nécessaire pour que cela fonctionne bien. De manière inattendue, la propriété privée favorise peut-être une société industrielle, respectueuse, honnête et confiante.

C'est un fait de la vie que les gens prennent plus soin de leurs biens que ceux des autres. Dans de nombreux pays, par exemple, les escaliers et les parties communes des immeubles à appartements sont négligés et délabrés, même si les appartements eux-mêmes sont magnifiquement conservés par leurs propriétaires.

Les gens tirent également plus de valeur de leurs biens privés, au bénéfice d'eux-mêmes et de la société. Les fermes collectives de la Russie soviétique ou de la Chine de Mao ne produisaient que

beaucoup, sauf la famine généralisée, tandis que les fermes de sociétés capitalistes privées sont gérées avec soin pour produire le maximum de rendement possible. Les océans du monde, appartenant à personne, sont surexploités, tandis que les stocks de saumon d'Ecosse sont farouchement protégés par les propriétaires privés des rivières dans lesquelles ils nagent, dont la vie dépend de leur disponibilité pour le sport.

Pour que les personnes puissent protéger, nourrir et extraire de la valeur de la propriété, elles doivent avoir confiance en leur propriété. Il doit exister des règles claires sur la manière dont les biens sont détenus, ce qu'on peut en faire, quels en sont les avantages et comment ils peuvent être transférés à d'autres. Les accords relatifs à la vente ou à l'achat de biens immobiliers - pas seulement les biens fonciers ou les biens d'équipement, mais aussi tout bien ou service consommable - doivent être clairs et respectés.

Le vol et la fraude doivent être rejetés, ce qui implique un système de justice et de rétablissement s'ils se produisent. ce n'est qu'alors que les gens pourront s'engager à commercer ou à investir dans une entreprise susceptible de comporter des risques et de mettre plusieurs années à se concrétiser. Le capitalisme ne peut fonctionner que dans un tel monde.

Et bien sûr, les autorités doivent être soumises au même état de droit que tout le monde. Ils ne peuvent pas utiliser leur pouvoir politique ou judiciaire pour favoriser certains groupes ou fausser les marchés pour atteindre un objectif prédéfini. Cela risquerait de déséquilibrer les marchés et de détruire le réseau complexe de production capitaliste efficace.

Profit. Le profit n'est également pas propre au capitalisme. En fait, nous la recherchons dans toutes les activités dans lesquelles nous nous engageons, car il existe de nombreux types de bénéfiques autres que financiers. Quoi que nous fassions dans la vie, nous espérons que le bénéfice obtenu sera supérieur au temps et aux efforts que nous avons consacrés. La vue en valait-elle la peine? Avez-vous appris quelque chose de vraiment utile en assistant à cette longue conférence? Si oui, vous en avez profité.

Même dans le commerce, le profit n'est pas qu'un gain financier. La plupart des gens entrent certainement dans les affaires pour gagner de l'argent - pas nécessairement pour faire une fortune, mais pour gagner suffisamment d'argent pour subvenir à leurs besoins et à ceux de leur famille. Pourtant, personne ne veut faire cela au prix de la misère ou de la fatigue constante. Ce serait une perte. Parmi les bénéfiques non financiers recherchés par différentes personnes dans leur vie économique figurent la fierté de leur travail, des possibilités de loisirs et l'idée de faire quelque chose d'utile qui aide les autres. Pour la plupart d'entre nous, le contentement que nous tirons de ces choses vaut peut-être plus que de l'argent.

On dit souvent que le profit financier réalisé par les entrepreneurs capitalistes doit provenir des salaires des travailleurs, à travers une forme d'exploitation. Mais alors, les entrepreneurs qui n'emploient personne ne peuvent toujours faire de profit, ce qui semble réfuter l'argument. Deuxièmement, personne n'est obligé de travailler pour un entrepreneur particulier: pourquoi devrait-il accepter un travail qui l'exploite? Ils peuvent facilement aller chez un autre employeur ou travailler pour eux-mêmes.

Troisièmement, et surtout, l'argument oublie que le profit et la valeur sont créés. Il n'y a pas un pot fixe de valeur que les entrepreneurs peuvent mettre la main sur s'ils décrochent les employés.

La valeur existe dans notre esprit et non dans les choses: une personne peut considérer un vase particulier comme inestimable, tandis que l'autre le considère comme de la malbouffe. Et précisément parce que les gens attachent de la valeur aux choses différemment, ils peuvent les échanger et chacun se considère mieux loti. L'entrepreneur ne vole pas la valeur des employés, mais le crée en gérant leurs talents pour créer quelque chose de nouveau.

Bénéfice entrepreneurial. Les bénéfices d'un entrepreneur peuvent provenir de nombreuses sources. Par exemple, en échangeant sur les différences d'évaluation des choses entre les gens, ou en organisant habilement les intrants, la main-d'œuvre, les procédés de fabrication, le marketing et la distribution afin de mieux répondre aux demandes des consommateurs. ou cela peut provenir de la découverte d'opportunités que d'autres ont négligées.

Certains entrepreneurs, par exemple, en tirent profit en repérant une demande potentielle que d'autres n'ont pas vue - comme Sony avec son lecteur de musique personnel Walkman, ou Starbucks avec ses cafés spécialisés. Parfois, les entrepreneurs peuvent tirer profit de l'invention de nouvelles technologies, comme Eli Whitney avec l'égreneuse à coton et Thomas Edison avec l'ampoule à incandescence. D'autres en tirent profit en appliquant les technologies existantes pour créer de nouveaux produits et procédés, comme James Dyson avec les aspirateurs et Apple avec l'iPhone.

Les entrepreneurs peuvent trouver des moyens d'améliorer le confort des clients, comme Amazon avec les achats en ligne, ou de développer des marchés et des méthodes de travail complètement nouveaux, comme le font Uber, AirBnB et de nombreuses autres applications «d'économie de partage». Et la réforme de la réglementation peut également créer de nouvelles opportunités d'entreprise.

Les réseaux de téléphonie mobile, par exemple, ont connu une croissance rapide après la dissolution de la compagnie de téléphone Bell aux États-Unis et le monopole britannique des télécommunications au Royaume-Uni.

Il ne fait aucun doute que quelques personnes ont tiré leur épingle du jeu à la suite d'accidents chanceux, produisant ou découvrant quelque chose qui captive l'imagination du public et devient un succès retentissant. Et les gens trouvent parfois que le tableau qu'ils ont acheté dans un magasin de brocante est en fait un vieux maître. Mais il serait faux de penser que ce pur profit d'entreprise, comme on l'appelle, n'est qu'une question de chance et qu'il n'est pas mérité. La plupart des entrepreneurs travaillent dur pour leur succès et doivent consacrer du temps et des efforts à la promotion de leur produit. Ils subissent des échecs et sont rejetés, mais continuent jusqu'à ce qu'ils réussissent: douze éditeurs ont rejeté le premier roman de J. K. Rowling avant que Bloomsbury ne l'accepte, sans espoir grand-chose de son succès.

Des incitations. Le profit entrepreneurial est donc rarement une chance, ou même surtout une chance: il s'agit d'une poursuite active qui exige l'investissement de la vision, de l'intelligence, du temps, des efforts, des compétences, de la prise de risque et de la persévérance.

La plupart de ces efforts aboutiront à un échec: mais ceux qui réussiront amélioreront la vie de tous et jetteront les bases d'un progrès ultérieur.

Il est donc essentiel d'avoir une culture juridique, politique et sociale qui encourage et récompense l'esprit d'entreprise, ainsi que les qualités d'investissement et les qualités personnelles sur lesquelles il repose. Parmi celles-ci figurent la sécurité de la paix et la légalité, de sorte que les entrepreneurs sachent qu'ils peuvent réaliser de tels investissements en toute confiance, sans que leur travail ne soit détruit ni leurs créations volées, par d'autres - pas seulement par des armées étrangères et des criminels nationaux, mais aussi leurs propres gouvernements.

Comme les risques d'échec sont déjà élevés, par exemple, les impôts élevés et les réglementations onéreuses découragent facilement les entrepreneurs, qui augmentent encore leurs risques et leurs coûts.

Le processus de la concurrence

Une autre chose qui rend le capitalisme si dynamique est la concurrence. Pour rester en avance sur la concurrence et empêcher leurs clients de passer aux autres, les producteurs doivent constamment innover et améliorer ce qu'ils offrent et comment ils le produisent.

Les manuels d'économie expliquent rarement cet effet dynamique de la concurrence. Trop souvent, ils parlent de «concurrence parfaite» - un état théorique dans lequel un grand nombre d'acheteurs et de vendeurs similaires négocient des biens identiques. Mais en réalité, les acheteurs et les vendeurs sont tous différents.

Et, en négociant des produits identiques, les vendeurs sont soucieux de les distinguer - pour offrir aux acheteurs quelque chose d'unique et de plus souhaitable que la concurrence.

Malheureusement, l'idée de «concurrence parfaite» est si répandue que même les défenseurs du capitalisme ne comprennent généralement pas comment fonctionne réellement la concurrence; tandis que le terme trompeur «parfait» fait croire aux critiques (même amicaux) du capitalisme que les gouvernements doivent intervenir pour rendre les marchés plus «parfaits».

Mais les vrais marchés ne s'installent jamais dans un équilibre «parfait»: la concurrence est un processus constant d'ajustement, d'innovation et d'amélioration, ce qui est le principal avantage de la concurrence.

Alors que les entrepreneurs s'efforcent de répondre à nos besoins en constante évolution, de nouveaux produits et processus supplantent ceux qui sont moins efficaces. Les clients dirigent ce processus dynamique, pas les fonctionnaires. Les efforts des fonctionnaires pour rendre les marchés "parfaits" les fige simplement dans un état particulier; Toutefois, face à une concurrence réelle, les clients sont impitoyables pour exiger de meilleurs produits de la part des producteurs, qui à leur tour recherchent activement de meilleurs moyens pour les livrer.

Certaines entreprises peuvent ne pas survivre à ce processus. Mais la concurrence du marché ne ressemble pas à la concurrence biologique, où il existe une offre fixe de ressources, la vie et la mort dépendant de qui les reçoit. La concurrence crée des ressources et augmente la valeur totale. Étant donné que les entreprises sont confrontées à des tests quotidiens sur le marché, elles doivent continuer de passer de ressources de

faible valeur à des utilisations de valeur supérieure. Personne ne meurt: il leur suffit de travailler différemment.

Spécialisation et marchés

Spécialisation et ses avantages. Les biens d'équipement peuvent être très spécialisés. Beaucoup existent uniquement pour créer un produit ou un composant particulier. Dans certains cas, ils peuvent fabriquer des produits ou des composants des milliers de fois plus rapidement ou à moindre coût. Ils permettent, par exemple, d'exploiter et de fondre l'acier, de mouler et d'achever des blocs-moteur et d'assembler des milliers de voitures, beaucoup plus rapidement et à moindre coût que de tout faire à la main.

Les compétences sont également spécialisées: les décorateurs, les couvreurs, les vitriers, les électriciens et les plombiers peuvent maintenir nos maisons et nos services beaucoup mieux et en toute sécurité que nous-mêmes, tandis que les médecins spécialistes en savent plus sur nos maladies que leurs collègues non spécialistes.

Les gens ordinaires ne peuvent pas tout savoir sur tous les problèmes de santé ni sur la meilleure façon de peindre une pièce ou de réparer une machine à laver; tout le monde ne peut pas non plus posséder le capital nécessaire à la fabrication d'une voiture. En effet, ce serait très inutile si chacun de nous essayait de le faire. Au lieu de cela, nous bénéficions tous de la spécialisation d'autres personnes, à la fois dans les compétences et les biens d'équipement qu'elles acquièrent.

Nos voitures, nos montres, nos coupes de cheveux et toutes les autres choses que nous voulons deviennent meilleur marché et meilleures grâce à la spécialisation des autres personnes.

Marchés. En fait, la spécialisation rend le capitalisme si productif qu'il devient urgent de trouver un moyen tout aussi efficace de distribuer tous les biens et services qu'il crée. C'est pourquoi les marchés se sont développés parallèlement au capitalisme. Ils nous permettent d'échanger les énormes excédents que nous pouvons produire et de tirer parti des fruits de la productivité des autres.

Les échanges sur le marché ont lieu parce que différentes personnes évaluent différemment les mêmes biens ou services. La valeur n'est pas une qualité objective d'éléments tels que le poids ou la taille: la valeur n'existe que dans l'esprit du spectateur. Après avoir échangé quelque chose que nous valons moins pour quelque chose que nous valons plus, que ce soit directement ou en utilisant de l'argent, nous nous considérons mieux lotis que la personne avec qui nous traitons. Bien que notre échange n'ait pas créé de nouveaux biens, il a augmenté la valeur totale.

C'est particulièrement important compte tenu de l'énorme productivité du capitalisme. Par exemple, un producteur de céréales, utilisant des méthodes de labour, d'ensemencement et de récolte mécanisées à grande échelle, ne peut personnellement consommer qu'une infime partie du blé ou de l'orge produit, et estime que la culture ne peut être échangée sur le marché.

Il en va de même pour le potier, qui a peu d'utilisation personnelle pour toutes les tasses et bols qui sortent chaque jour du volant.

De même pour le constructeur automobile, le cordonnier, l'aquarelliste ou le restaurateur. Mais les marchés acheminent tous leurs produits vers des clients qui les apprécient beaucoup plus.

L'échange est ancien. Mais à mesure que les marchés se développent et s'établissent, les taux auxquels s'échangent généralement différentes choses - leurs prix - deviennent plus généralement connus et prévisibles. C'est un avantage pour tout le monde, car cela nous donne à tous une meilleure idée des domaines dans lesquels notre investissement en ressources est le plus susceptible de porter ses fruits.

Il aide également les producteurs à obtenir le meilleur prix pour leurs produits: la multiplication des téléphones connectés au Web, par exemple, signifie que les petits agriculteurs des régions les plus éloignées du monde peuvent contrôler les marchés internationaux des produits alimentaires et s'assurer que les grossistes leur donnent un prix raisonnable pour leurs cultures. Et un coup d'œil sur les marchés à terme les aidera à décider de ce qu'ils doivent planter et du moment où ils auront la meilleure perspective de rendement.

Les marchés sont régis par la loi et les conventions, mais doivent s'adapter à l'évolution de la demande des clients. Ils doivent gérer de nouveaux produits et processus, tels que les applications d'économie de partage. Toute innovation pose des défis aux régulateurs du marché: il peut exister de réelles préoccupations en matière de sécurité quant à l'opportunité de commercialiser de nouveaux produits, souvent alimentées par le lobbying des opérateurs historiques qui craignent la concurrence.

Mais garder les marchés ouverts présente également des avantages, en particulier lorsque les fournisseurs peuvent être évalués instantanément et facilement en ligne. Si nous autorisons l'innovation, nous pouvons progresser.

Le capitalisme et l'état

Les partisans du capitalisme affirment que l'État ne devrait ni posséder ni diriger l'utilisation de biens d'équipement. Ils considèrent que les politiciens et les fonctionnaires sont trop influencés par des intérêts politiques étroits plutôt que par les besoins généraux des consommateurs. Au mieux, l'État devrait défendre les principes qui font fonctionner le capitalisme - les droits individuels, la justice et la coopération non coercitive.

Pour ce faire, il a besoin de sa propre force coercitive - police, armées, tribunaux et prisons. Mais tout le pouvoir corrompt et est la proie des intérêts personnels, le pouvoir du gouvernement devrait donc être limité.

Les partisans du capitalisme soutiennent que les individus peuvent décider de la plupart des choses pour eux-mêmes, mais que pour des projets collectifs - défense, par exemple, ou de nouveaux aéroports et routes - la démocratie est un moyen raisonnable de prendre des décisions. Ils considèrent également la démocratie comme un moyen pacifique de restreindre et, le cas échéant, d'éliminer ceux qui détiennent le pouvoir coercitif de l'État.

Mais pour fonctionner, la démocratie elle-même doit être limitée. Ce n'est pas un bon moyen de tout décider et cela implique la politique même dans les décisions que nous ne pouvons pas prendre autrement.

La démocratie ne signifie pas non plus qu'une majorité de 51% puisse décider de chaque aspect de la vie de la minorité à 49% ou l'exploiter à leur guise: la démocratie exige une culture de tolérance et de retenue.

Les citoyens et les politiciens devraient comprendre ces limites; mais trop souvent, ils sont si fiers des réalisations de la démocratie qu'ils pensent qu'il faudrait décider de nombreuses autres choses de manière démocratique. Malheureusement, cela signifie qu'il faut décider davantage de choses sur le plan politique, ce qui ouvre des tensions et des conflits et nous expose tous à l'exploitation par la majorité.

Les constitutions peuvent aider à maintenir la démocratie centrée sur les fonctions qu'elle remplit bien et à protéger les minorités. Pour y parvenir, ils doivent être largement soutenus et relativement permanents, et les super-majorités nécessaires pour les modifier. Mais aucun document ne peut garantir les droits individuels et défendre les institutions qui font fonctionner le capitalisme. Seuls les cœurs, les esprits, la moralité, la culture et la tolérance peuvent y parvenir.

7 LA DIMENSION MORALE DU CAPITALISME

La vision morale socialiste et capitaliste

Dans son livre de 2014 *Why Not Capitalism?* Le politologue américain Jason Brennan (1979-) oppose le cas de la morale socialiste et capitaliste.

L'idée socialiste de la bonne société, dit-il, est bien connue. Comme dans un voyage de camping en famille, chacun agit avec vertu et esprit public dans le but d'atteindre un objectif convenu, en se concentrant sur le bien de chacun, pas seulement sur soi-même. Le capitalisme ne peut jamais réaliser une telle coopération harmonieuse car il repose sur les vices de l'intérêt personnel et de la cupidité. En effet, la seule raison pour laquelle nous tolérons le capitalisme est que nous ne sommes pas encore assez bons pour le socialisme, nous n'avons pas la force morale de renoncer complètement à l'égoïsme et de vivre pour le bénéfice de tous.

Mais un argument tout aussi convaincant peut être invoqué pour le capitalisme, dit Brennan. Il repose sur l'assistance mutuelle par la réciprocité. Il rejette la force et l'exploitation.

Il récompense ceux qui bénéficient aux autres, ce qui favorise la confiance et la collaboration. Il permet aux gens de poursuivre leurs propres objectifs librement et pacifiquement, au lieu de les obliger à atteindre un objectif unique choisi par ceux qui sont au pouvoir.

Cette même diversité favorise la tolérance envers les autres, le respect de leurs ambitions et de leurs styles de vie différents, et en prend soin en tant qu'individus plutôt que de simples composants d'une machine économique. Ce soin humain s'exprime à travers les œuvres de bienfaisance, les églises et autres institutions bénévoles de la société civile - le tout étant renforcé par la richesse générée par une société capitaliste.

Cette vision du capitalisme est également plus réaliste. Les principes capitalistes peuvent s'appliquer dans le monde entier, pas seulement en petits groupes, tandis que le modèle socialiste du voyage de camping en famille s'effondrera bientôt lorsque des étrangers seront ajoutés. Et il est inutile de blâmer cela sur notre faiblesse morale. Le capitalisme n'exige pas que nous soyons des saints altruistes, mais convertit notre intérêt naturel en avantages sociaux. En récompensant talent, concentration, énergie et organisation productive, il nous dirige automatiquement vers l'innovation, la découverte et le service aux autres.

Le capitalisme crée de la valeur et diffuse la richesse

La capacité du capitalisme à créer et à diffuser de la valeur et de la richesse est une autre de ses vertus morales. Le capitalisme incite les gens à découvrir ce que les autres veulent et à le leur fournir. Grâce à l'utilisation de biens d'équipement hautement productifs, il nous permet de satisfaire les besoins de la majorité, et pas seulement de la minorité.

Sans surprise, la croissance du capitalisme a entraîné une augmentation majeure des revenus et de la richesse de l'homme.

Pendant la majeure partie du long cours de l'histoire de l'humanité, les revenus moyens étaient au niveau de la subsistance: peut-être 1 à 3 dollars par jour en termes modernes.

Mais vers 1800, les revenus ont très soudainement augmenté et leur ascension vers le ciel continue encore. Les pauvres ont particulièrement gagné: en 1990, selon la Banque mondiale, environ 40% de la population humaine vivait avec moins de 1,90 dollar par jour; aujourd'hui, c'est moins de 10%. La pauvreté a été réduite davantage au cours des 35 dernières années par rapport aux 3 500 dernières.

En plus de permettre aux gens de s'offrir davantage ce dont ils ont besoin et ce qu'ils désirent, le capitalisme leur permet également de s'offrir davantage. La concurrence pousse les producteurs à innover, à réduire les prix et à relever les normes. En conséquence, tous les produits de première nécessité (nourriture, logement, carburant et vêtements) sont désormais moins chers et de meilleure qualité que jamais.

En 1800, peu de gens dans le monde avaient les moyens d'acheter de la viande fraîche; aujourd'hui, tout le monde dans les pays capitalistes peut le faire. En 1800, dit le spécialiste britannique des sciences politiques et naturelles Matt Ridley (1958) dans son livre de 2011, *The Rational Optimist*, une bougie fournissant une heure de lumière coûtant six heures de travail. Dans les années 1880, il fallait 15 minutes de travail pour obtenir la même lumière provenant d'une lampe au kérosène. Maintenant, avec les LED, c'est une demi-seconde. En termes d'éclairage, nous sommes 43 200 fois mieux qu'en 1800.

Cette énorme augmentation de la richesse est la raison pour laquelle les humains sont en meilleure santé, plus grands et vivent plus longtemps que jamais auparavant. Cela ne peut pas être expliqué par une marche supposée inévitable de la technologie. Après tout, qu'est-ce qui stimule les développements technologiques si ce n'est les motivations du capitalisme? Pourquoi le grand enrichissement s'est-il produit si soudainement? Et pourquoi, alors que les Allemands de l'Ouest conduisaient des Mercedes et des BMW de haute technologie, les Européens de l'Est avaient-ils toujours du mal à posséder des Trabants et des Yugos peu fiables, inconfortables et très polluants?

Une meilleure technologie améliore certes notre niveau de vie, mais c'est le capitalisme qui incite à le développer. Les droits de propriété y sont essentiels: ils donnent aux gens les moyens et la confiance d'investir du temps et des efforts dans la recherche, l'invention et le développement, sachant qu'ils peuvent en récolter les fruits. Et ces nouvelles technologies et produits sont largement et rapidement répandus grâce à une production capitaliste extrêmement efficace et à une distribution sur le marché.

C'est pourquoi le déclin rapide de la pauvreté dans le monde depuis les années 1980 est dû en grande partie à l'ouverture de la Chine, de l'Inde, de l'Europe de l'Est et d'autres pays au commerce international et aux principes capitalistes. Singapour, Hong Kong, Taïwan, le Japon et la Corée du Sud étaient parmi les pays les plus pauvres du monde à la fin de la Seconde Guerre mondiale; mais quelques décennies seulement de commerce et de capitalisme en ont fait l'un des pays les plus riches du monde - contrairement à leurs voisins proches, la Corée du Nord, le Cambodge et le Laos, voire la Malaisie et la Chine, qui viennent

tout juste de rattraper leur retard. De tels exemples montrent que ce sont les plus pauvres qui ont le plus à gagner du capitalisme et du commerce. Et pour les plus pauvres, un dollar de plus par jour peut faire toute la différence entre la vie et la mort.

Les avantages humains des droits de propriété

Les droits de propriété ne permettent pas seulement aux gens d'utiliser des ressources. Ils les incitent à protéger, développer et développer leurs ressources. La propriété privée est beaucoup mieux soignée et utilisée de manière plus productive que la propriété possédée en commun ou par personne.

Un exemple évident est l'échec lamentable des fermes collectives en Union soviétique et en Chine de Mao, qui n'a produit que la famine et la misère. La pêche en est un autre: n'appartenant à personne, les stocks de poissons de mer sont souvent surexploités. Seuls les pays comme l'Islande et la Nouvelle-Zélande, où les flottilles de pêche sont commercialisées - un droit de propriété sur le poisson - sont bien protégés.

Les droits de propriété permettent également aux personnes de s'exprimer et de se développer à leur guise. La propriété constitue un refuge contre l'intrusion d'autres personnes, voire de l'État. Comme le souligna le politologue et économiste anglo-autrichien F. A. Hayek (1899–1992) dans son ouvrage intitulé ***The Road to Serfdom*** (La voie du servage), publié en 1944, il est impossible d'exprimer et de débattre d'opinions politiques différentes si un gouvernement hostile contrôle les salles de réunion, le papier et les médias.

La propriété satisfait également quelque chose de naturel en nous. Les choses que nous possédons sont des extensions de nous-mêmes. Ils peuvent inclure des choses que nous avons rassemblées dans notre enfance, ou qui nous ont été données par de chers amis, ou qui nous rappellent des endroits où nous sommes allés ou des choses qui nous sont arrivées. Ce peuvent être des choses (comme des voitures et des machines à laver) qui nous procurent des avantages, une commodité et une indépendance. Ce sont peut-être des choses que nous aimons simplement avoir, entretenir, gérer, protéger et développer: beaucoup de propriétaires le diraient de leur propre maison, par exemple, et de nombreux entrepreneurs le diraient de leur propre entreprise.

Certains anticapitalistes soutiennent que les ressources devraient être partagées et non possédées. Mais les ressources valables n'existent pas, prêtes à être partagées à notre guise: elles doivent être créées.

Un désert stérile n'est qu'uniquement jusqu'à ce qu'une personne voie son potentiel et le libère pour l'agriculture, creuse un puits de pétrole ou la construit. Partager de force une ressource qui a nécessité la perspicacité de quelqu'un et des efforts de création est non seulement injuste mais aussi contre-productif: car pourquoi quelqu'un devrait-il aller à cet effort s'il ne voit aucun bénéfice à en tirer? Ils pourraient tout aussi bien rester inactifs et attendre une part des efforts des autres.

Égalité et prospérité

On a beaucoup écrit sur l'inégalité supposée de la richesse et des revenus dans les sociétés capitalistes; et comment cela justifie la redistribution. Mais les faits n'appuient pas l'argument. Les chiffres relatifs aux inégalités prennent généralement en compte les revenus avant que les impôts et les avantages sociaux ne soient pris en compte. Mais après que les plus hauts revenus aient payé des impôts et que les plus bas aient touché des prestations d'aide sociale, de chômage, de maladie ou de retraite, la répartition des revenus qui en résulte montre peu de différences entre les pays capitalistes et socialistes.

La différence est encore plus étroite lorsque l'on inclut les services publics fournis gratuitement aux plus démunis, comme le sont souvent les soins de santé et la scolarisation. De plus, les statistiques ignorent généralement les effets dynamiques. Selon la logique d'une enquête annuelle, les plus pauvres de la planète sont de jeunes Américains récemment diplômés des collèges de *Ivy League*: leurs prêts importants leur confèrent une «richesse négative»; mais armés de leurs prestigieuses qualifications, ce même groupe finira par figurer parmi les plus riches du monde.

L'inégalité est une conséquence naturelle de l'échange. Lorsque des milliers de personnes paient chacune quelques dollars pour assister au concert d'un chanteur populaire, le chanteur termine la soirée avec plus de dollars, le public avec moins.

Le seul moyen d'éviter que l'inégalité ne s'aggrave encore serait de redistribuer les gains du chanteur après chaque représentation. L'égalité financière exige une redistribution continue - ce qui laisse les gens comme ce chanteur sans aucune raison de continuer à se produire.

Cela signifie que tout le monde se voit refuser les avantages non financiers de la transaction. Aucun échange ne se produit à moins que les deux parties ne gagnent en valeur: les spectateurs vont finir la soirée avec quelques dollars de moins, mais en échange, ils ont eu la joie de vivre et le plaisir d'écouter quelqu'un qu'ils admirent. Cette valeur non financière ne peut leur être retirée et redistribuée à d'autres. En termes d'égalisation des valeurs, la redistribution des ressources financières ne représente que la moitié du travail.

Le problème de la définition de l'égalité

Sous le capitalisme, l'inégalité financière reflète le fait que vous serviez bien ou mal les autres. La récompense financière ne provient que du service des autres et reflète ce que les autres sont disposés à vous donner pour ce service. Aucun conseil ou comité n'est nécessaire pour évaluer la valeur que vous offrez aux autres et pour décider de l'ampleur de votre récompense: ceux que vous servez la jugeront par eux-mêmes.

En effet, aucun conseil ou comité d'État ne pouvait décider des récompenses de manière rationnelle. sur quelle base décideraient-ils de la valeur sociale apportée par une rock star, une personnalité sportive, un plongeur en haute mer, un enseignant, un soudeur ou une infirmière? Comment décideraient-ils combien chacun devrait être payé afin de refléter cette valeur? Même s'ils choisissaient la voie facile et payaient tout le monde également, cela ne permettrait toujours pas d'atteindre l'équité ni l'égalité.

Après tout, certains emplois sont risqués, d'autres sont sécuritaires; certaines agréables et variées, certaines ennuyeuses et frustrantes; certaines faciles, d'autres nécessitant une grande

concentration; certains lieux de travail sont agréables et pratiques, d'autres non. L'égalité de rémunération n'égalise pas ces différences de revenus psychologiques. Mais sous le capitalisme, la concurrence sur le marché du travail se fait automatiquement: les gens exigeront des salaires plus élevés, par exemple, pour occuper des emplois dangereux ou déplaisants ou nécessitant de grandes compétences.

Pour les partisans du capitalisme, la redistribution financière est donc irrationnelle, car il n'existe aucune base objective pour décider de la valeur et de la récompense; il est biaisé car il ne tient pas compte de facteurs non financiers; et c'est inutile car le marché fait un meilleur travail rapidement et automatiquement. Mais ils soutiennent également que la redistribution est immorale. Les gens devraient avoir droit aux récompenses qui découlent de leur talent et de leur dur labeur. Nous n'autorisons pas les individus à voler de l'argent à des gens plus aisés, même au nom de l'égalité. Alors, pourquoi devrions-nous permettre au gouvernement de le faire - d'autant plus que, sans aucun fondement rationnel, les décisions tomberont à la merci des fonctionnaires.

Si nous voulons réellement aider les pauvres, le capitalisme semble la meilleure méthode. Dans l'économie commerciale mondiale d'aujourd'hui, ce ne sont pas les riches qui s'enrichissent le plus rapidement: ce sont les pauvres qui font la différence. De plus, le capital enrichit tout le monde, pas seulement ceux qui en sont propriétaires. En augmentant la productivité, cela donne à chacun de nous plus de ce dont nous avons besoin et ce que nous souhaitons. Cela nous permet de créer plus en travaillant moins et dans des conditions plus faciles.

Et parce que les citoyens des pays capitalistes sont plus riches, ils ont tendance à être plus philanthropiques, en envoyant une plus grande part de leurs revenus à des organisations caritatives. Même sans soutien caritatif, il est toujours préférable (en termes de revenus, près de dix fois mieux) d'être pauvre dans un pays capitaliste riche que pauvre dans un pays socialiste pauvre.

Le capitalisme améliore les relations humaines

Le penseur politique américain Ayn Rand (1905-1982) a soutenu que le capitalisme était le seul système social moral, car il ne comptait pas à lui seul sur la force pour le soutenir. Au contraire, cela ne fonctionne que par échange volontaire. Personne n'est obligé de traiter avec quelqu'un d'autre. Pour convaincre les gens de commercer avec vous, il faut un respect et une confiance mutuels - une valeur particulière pour les plus pauvres.

Le capitalisme élimine également la discrimination. Aucune loi ou réglementation n'est nécessaire pour atteindre cet objectif: une entreprise qui refuse d'embaucher des travailleurs d'un certain sexe, race, religion ou culture, ou qui refuse de vendre ou de louer son produit à des clients de groupes particuliers, se trouverait bientôt déstabilisée concurrents qui ne font pas de discrimination de cette manière.

En effet, les réglementations nuisent souvent aux minorités: par exemple, les salaires minimaux rendent l'embauche de personnes plus coûteuses pour les employeurs, de sorte qu'ils sont moins enclins à engager et à former des jeunes non testés ou des immigrants qui parlent peut-être moins bien la langue locale moins familier avec les normes culturelles - le genre même de personnes que la législation est destinée à aider.

Il est intéressant de noter que le capitalisme est associé à des taux plus élevés d'alphabétisation féminine, facteur déterminant de la santé, de l'éducation et de la prospérité de la famille. L'alphabétisation des femmes a commencé à augmenter rapidement parallèlement à la croissance du commerce à la Renaissance. La plupart des marchands étant des hommes, il appartiendrait à leurs épouses de gérer l'entreprise lorsqu'elles étaient en mer ou à la vente de leurs marchandises: l'alphabétisation et le calcul des femmes sont donc devenus importants, comme ils le sont encore aujourd'hui dans les sociétés capitalistes.

Comparer comme avec

Je répète: on ne peut pas légitimement comparer le socialisme idéal au capitalisme réel. On ne peut pas non plus légitimement définir le socialisme en termes de prétendus bons motifs (tels que la confiance et la coopération) et le capitalisme en termes de mauvais (tels que la cupidité). Beaucoup essaient, mais les faits les réfutent. Le capitalisme n'est pas une gorge, mais une coopération. En réalité, il s'agit d'un ordre social remarquablement coopératif qui repose sur la confiance et punit systématiquement les motivations antisociales.

Le capitalisme est aussi un système social réaliste. Il concentre nos efforts sur ce qui fonctionne réellement - et non sur une vision inaccessible d'une société parfaite de citoyens universellement vertueux et altruistes. Il n'a aucune illusion sur la nature humaine. Cela ne suppose pas que les gens puissent être transformés en anges, soit par exhortation, soit par la force.

Au lieu de cela, cela fonctionne pour exploiter notre intérêt naturel et le canaliser pour servir un résultat social bénéfique. Il est également moralement cohérent: cela ne suppose pas que le vol, le monopole, le favoritisme et la force sont bons simplement parce que l'État les fait.

La vision capitaliste peut également être élargie au-delà du petit groupe. Une grande partie du monde est déjà capitaliste ou négocie avec des pays capitalistes. Comme le capitalisme applique des règles générales telles que les droits de propriété, l'honnêteté et le respect des accords contractuels, le nombre de personnes pouvant y adhérer n'est pas limité. Mais lorsque les sociétés sont dirigées par un objectif collectif, la grande taille pose des problèmes encore plus grands.

Ceux qui les planifient et les gèrent doivent collecter et traiter beaucoup plus d'informations sur ce qui devrait être produit et sur la manière dont chaque individu devrait jouer son rôle dans ce processus. Les points de désaccord sur les objectifs de la société et sur les mesures à prendre pour les atteindre sont plus grands. Et cela met un avantage sur les dirigeants qui sont assez impitoyables pour prendre ces décisions et purger tout désaccord.

8 BREF HISTORIQUE DU CAPITALISME

Tordre le capitalisme pour correspondre à la théorie

Karl Marx considérait le capitalisme comme une simple étape dans une progression inévitable de l'histoire. Finalement, pensait-il, le capitalisme serait abaissé par ses contradictions internes et supplanté par le communisme. Cette analyse historique continue d'influencer les socialistes et les théoriciens du social aujourd'hui.

En conséquence, une grande partie de la discussion académique et intellectuelle sur le capitalisme ne le présente que dans la perspective de son développement historique, alors que la discussion sur le capitalisme contemporain se concentre uniquement sur les problèmes qui sont supposés le miner.

Ces idées préconçues conduisent donc déjà à une vision trompeuse du capitalisme qui sert les objectifs de ses détracteurs. Pire encore, les faits eux-mêmes sont souvent déformés pour les rendre conformes à la théorie. Des histoires sont écrites à propos d'arrangements économiques décrits comme du capitalisme, mais qui en réalité ont peu de relation avec le concept actuel. De plus, le capitalisme est tenu pour responsable de problèmes sociaux qu'il n'a jamais promis de résoudre, ainsi que de problèmes économiques qui doivent davantage aux hommes politiques qu'aux entreprises.

Il est difficile d'écrire une histoire, voire une description de quelque chose qui n'a jamais existé sous sa forme pure. Ce point

est souvent soulevé pour isoler le concept pur du socialisme de la critique de ses performances pratiques - une histoire marquée par les dictatures, les purges, les génocides, les erreurs écologiques désastreuses, les famines, la croissance économique extrêmement faible et les pénuries.

Les partisans du capitalisme, cependant, sont moins gênés par ses expressions pratiques. Ils reconnaissent ses problèmes, mais soulignent que son histoire est marquée par l'augmentation rapide de la richesse, la démocratie, la liberté individuelle et la paix. Ainsi, même si le capitalisme pur n'a jamais existé, il est toujours instructif d'explorer l'histoire de ces sociétés qui ont adopté au moins une version de ses principes.

Commerce dirigé par l'État

La période du seizième au dix-neuvième siècle a été caractérisée par le nationalisme économique et le désir des monarques et des ministres de construire des États économiquement forts. Ils y voyaient une obligation pour leurs pays de vendre le plus possible aux autres et d'acheter le moins possible, afin d'augmenter leurs propres revenus et d'accumuler autant que possible de la richesse - en or et en argent.

Ils pensaient que seuls les vendeurs bénéficiaient d'un échange, puisque ce sont les vendeurs qui se retrouvaient avec l'argent. L'or et l'argent qui se déversaient dans les coffres d'une nation étaient la source et la mesure de sa prospérité et de son pouvoir. La politique commerciale à l'étranger et la politique commerciale intérieure devinrent donc hautement protectionnistes.

De riches subventions ont été offertes à ceux qui produisaient pour le marché d'exportation; des droits de douane élevés et d'autres obstacles ont été imposés aux importations. Des nations comme la Grande-Bretagne interdisaient à leurs colonies de commercer avec qui que ce soit, de peur que leurs richesses ne fuient vers des adversaires tels que la France, l'Espagne ou les Pays-Bas.

La guerre était perçue comme un moyen légitime d'accroître la richesse nationale en pillant les richesses d'autres pays. Dans leur pays d'origine, les villes ont dressé des obstacles similaires contre les fabricants et les artisans d'autres villes, tandis que les associations professionnelles - les guildes - réglementaient de manière stricte leurs propres professions afin d'empêcher toute concurrence. Des guildes ont même demandé au monarque d'interdire les dispositifs d'économie de travail qui menaçaient les moyens de subsistance de leurs membres et de récompenser leurs compagnons d'affaires en leur accordant le monopole de produits essentiels tels que l'amidon et le sel.

C'était du *mercantilisme* - un système conçu dans l'intérêt des producteurs plutôt que des consommateurs. Il est souvent caricaturé comme étant le premier capitalisme, parce que des entreprises étaient créées, et que le capital, la fabrication, les marchés et le commerce étaient tous en croissance.

Mais à presque tous les autres égards, elle était très différente de l'idée de capitalisme. C'est le pays aux prises avec des contrôles et des tarifs qui visaient à diriger l'activité économique du pays. Ces contrôles dépendaient à leur tour du pouvoir coercitif de l'État utilisé à cette fin. Cela légitimait le copinage, le vol et la force.

Si le capitalisme existait quelque part, il n'existait que dans les soi-disant libertés, en dehors des villes, où la règle des guildes et des autorités municipales ne régnait pas et où un commerce libre, une innovation et de nouvelles idées pouvaient émerger.

Adam Smith a disséqué le système mercantiliste dans *La richesse des nations*. Il a souligné que les acheteurs et les vendeurs bénéficiaient du commerce volontaire: ils ne l'engageraient pas autrement.

Les vendeurs peuvent recevoir de l'or et de l'argent, mais les acheteurs obtiennent des biens ou des services qu'ils valent plus que l'argent qu'ils paient. Le commerce n'est pas une chose à laquelle nous devrions résister: plus il y a de commerce, plus de valeur est créée et plus de richesse est distribuée aux citoyens de tous les pays. La concurrence ouverte favorise l'innovation et l'optimisation des ressources.

Et la spécialisation rendue possible par les capitaux et les marchés entraîne d'énormes gains de productivité, ce qui profite à tous, en particulier aux pauvres. Pourtant, tout cela peut être étouffé, a averti Smith, avec le pouvoir de l'État, en particulier lorsque ce pouvoir est exercé pour le compte de ses amis et pour protéger les intérêts des producteurs établis.

Le mercantilisme, avec ses contrôles, ses subventions, ses taxes, sa guerre et ses idées primitives sur le commerce et la valeur, n'était donc certainement pas le "système de liberté naturelle" que nous appelons aujourd'hui le capitalisme. Mais les arguments d'Adam Smith ont prévalu. Dans les années 1860, les contrôles mercantilistes étaient remplacés par des taxes moins élevées et une déréglementation. Le résultat fut une période remarquable de libre-échange et la croissance économique la plus rapide que la Grande-Bretagne ait jamais connue.

La révolution industrielle

Quand la plupart des gens pensent au capitalisme, ils pensent peut-être aux usines et aux villes-usines de la révolution industrielle britannique à la fin du XVIIIe et au début du XIXe siècle, ainsi qu'au tableau sombre que des auteurs tels que Charles Dickens (1812-1870) et même Marx ont peint d'eux.

Certes, l'économie de cette période était plus proche de l'idée de capitalisme que le mercantilisme ne l'a jamais été. C'était une économie relativement libre et peu taxée, où de nombreuses inventions transformaient l'agriculture et la fabrication, où la nouvelle technologie de production d'eau et de vapeur alimentait les filatures et les tissages qui transformaient la laine d'Angleterre et le coton brut d'Amérique en vêtements bon marché et de grande qualité pour l'exportation vers le monde.

Pourtant, le récit marxiste – Dickensien a grandement obscurci la véritable nature et les effets de ces développements étonnants. Ces critiques voient les origines de la révolution industrielle dans la loi sur les enclos de la fin du XVIIIe siècle, qui permettait aux propriétaires fonciers de clôturer les terres agricoles. L'argument dit que les paysans ont été chassés des zones rurales vers des villes sinistres où les propriétaires de moulins les exploitaient comme une main-d'œuvre bon marché.

C'est pourtant une caricature. Les pièces jointes n'étaient ni rapides ni faciles: chacune nécessitait l'approbation du Parlement et les objections devaient être prises en compte. Un facteur beaucoup plus important dans la migration des zones rurales vers les zones urbaines était que les salaires dans les villes d'usine étaient plus élevés et augmentaient beaucoup plus

rapidement qu'ils ne l'étaient à terre. L'innovation industrielle, la production d'eau et de vapeur, la spécialisation et le commerce international ont considérablement accru la productivité des personnes, ainsi que leurs revenus.

Ce n'était pas une histoire de gens forcés à vivre dans la pauvreté urbaine. En 1820, les revenus moyens de chaque groupe de revenus en Angleterre augmentaient rapidement, y compris les plus pauvres. Le travail en usine offrait également un revenu beaucoup plus fiable que ce que les gens pouvaient attendre du travail saisonnier sur la terre, avec ses récoltes variables.

Selon nos normes, les ouvriers ont peut-être pris beaucoup de temps, mais ils n'étaient pas plus longs que ceux nécessaires à la culture, alors que le travail lui-même était beaucoup moins pénible et protégé des intempéries. Dans les villes, il y avait aussi des magasins et des commodités, et beaucoup plus de possibilités de vie sociale, d'activités culturelles et d'éducation. Le logement était à l'étroit, d'autant plus que plus d'enfants ont survécu et que les familles ont grandi; mais les maisons urbaines étaient plus sèches, plus chaudes, plus propres, plus hygiéniques et mieux ventilées que les taudis des ouvriers ruraux. L'intelligentsia métropolitaine aisée était choquée par le mode de vie des citadins pauvres - mais peu d'entre eux comprenaient la pauvreté rurale qu'ils avaient volontairement laissée.

La richesse même créée par les villes a conduit à de nouvelles améliorations des conditions de travail et de vie, consolidées par de nouvelles lois sur le travail des enfants, la durée du travail, les salaires et les normes de logement - ce qui aurait été impossible à l'ère de l'agriculture de subsistance.

Et ces salaires allaient beaucoup plus loin, étant donné l'énorme baisse des prix et l'augmentation de la qualité des vêtements et des nombreux autres produits fabriqués par les travailleurs urbains eux-mêmes.

L'économie gérée par l'Etat

Cependant, à partir des années 1880 environ, l'environnement économique relativement libre qui a permis l'extension de la production urbaine a été soumis à une pression intellectuelle croissante.

Les succès dans les sciences physiques ont conduit à la conviction croissante que la vie sociale et économique pouvait être contrôlée de manière rationnelle et scientifique.

Les communautés urbaines ont permis aux travailleurs de se réunir et de s'organiser politiquement, exigeant des réglementations encore plus strictes en matière de rémunération et de conditions.

Les tensions politiques à travers l'Europe ont entraîné la réapparition de politiques protectionnistes, presque mercantilistes. Le commerce et le commerce sont devenus de plus en plus réglementés et, au début du XXe siècle, les gouvernements ont été invités à intervenir dans le fonctionnement de services essentiels tels que les chemins de fer, voire à prendre en charge la gestion d'industries entières.

Dans les années 1930, au lendemain de la Grande Dépression, de plus en plus de pays optèrent pour davantage de nationalisation. Une nouvelle vague d'économistes a exhorté les gouvernements à augmenter leurs dépenses dans l'espoir de relancer la reprise, puis à «ajuster» leur économie par le biais de politiques fiscales, de crédit et monétaires. Dans les années 1960, pratiquement tous les pays superficiellement capitalistes du monde étaient en réalité devenus des économies mixtes, des entreprises privées et publiques coexistant, la réglementation des entreprises, de l'emploi et des marchés, une "planification indicative" par les autorités, des barrières protectionnistes au commerce et la gestion de l'économie par le gouvernement - peu fidèle aux principes du capitalisme.

Mais ce mélange a ses propres problèmes. Les effets plus larges des politiques gouvernementales ont été mal compris. Les dépenses publiques censées dynamiser l'économie ont en fait accéléré des hausses de prix incontrôlables qui l'ont perturbée. Les industries d'État, toujours capables de s'appuyer sur l'argent des contribuables, sont devenues notoirement nuisibles en termes d'efficacité et de service à la clientèle.

Les planificateurs ne pouvaient tout simplement pas collecter et traiter toutes les informations dont ils avaient besoin pour gérer une économie complexe. La politique économique, censée être rationnelle, est devenue politisée et disputée par des groupes d'intérêts particuliers. Les conflits de travail ont augmenté. Le copinage est venu fausser toute la production.

Le fléau du corporatisme

Ce copinage est peut-être la forme d'économie dominante aujourd'hui. Beaucoup de gens l'appellent le capitalisme de copinage, mais il vaut mieux s'appeler socialisme de copinage. C'est un monde loin du capitalisme au sens de l'entreprise, de l'innovation, de la productivité, des marchés libres et de la concurrence, tous poussés par les exigences des consommateurs.

Il s'agit plutôt d'entreprises ayant des ambitions monopolistiques qui utilisent l'influence politique pour contrecarrer toutes ces choses: une alliance des entreprises et des gouvernements qui pourraient prétendre (et même se croire) aux côtés des consommateurs, mais ne l'est pas.

Compte tenu de la croissance des gouvernements au cours du siècle dernier et de leur pénétration dans toutes les sphères de la vie économique, de nombreux avantages commerciaux peuvent en être extraits. Les gouvernements peuvent accorder des subventions et des allègements fiscaux, augmenter ou réduire les droits de douane et les barrières commerciales, accorder des concessions de terres, d'argent ou de monopoles, obliger les nouvelles entreprises à obtenir un permis de commerce ou créer des réglementations et des barèmes de rémunération inabordables pour tous entreprises.

Ils peuvent tolérer la collusion entre ces mêmes entreprises, ou même leur demander de se réunir dans des forums de planification permettant de fixer les prix et la production: une sorte de cartel parrainé par l'État.

Et au nom de la prévention des crises ou de la préservation des emplois, les gouvernements sont facilement persuadés de renflouer les entreprises mal gérées, qui ne peuvent rivaliser avec le prix ou la qualité de leurs concurrents étrangers, ou dont le produit n'est tout simplement plus demandé par les consommateurs.

Ainsi, les banques, les compagnies aériennes, les constructeurs, les fournisseurs d'énergie, les compagnies de téléphone, les entreprises de médias, les entreprises pharmaceutiques, les constructeurs automobiles, les supermarchés, les propriétaires terriens, les ingénieurs en éoliennes, les compagnies de bus et de train, les importateurs et bien d'autres entreprises dépend des gouvernements pour obtenir des faveurs, des subventions, des allègements fiscaux, des permis et des réglementations restrictives.

Même si les intentions initiales de tout cela étaient nobles - promouvoir la stabilité économique, préserver les emplois, améliorer les commodités, protéger l'environnement, etc. - les effets de la générosité de ce gouvernement sont néfastes. Il attire les entreprises dans la politique. Il encourage ce que les économistes appellent la recherche de rente - le lobbying en faveur de privilèges garantissant des profits faciles, provenant du trésor public ou de réglementations réduisant la concurrence.

Plus le gouvernement est grand, plus les avantages potentiels d'un tel lobbying sont importants - et même de la corruption et du copinage. Plus les intérêts des producteurs existants sont satisfaits, plus les entreprises en place grandissent, plus le gouvernement compte sur elles pour façonner la réglementation future et plus les concurrents potentiels et les nouvelles technologies sont évincés.

Les intérêts divers des consommateurs sont ignorés, le débat politique se trouvant monopolisé par le lobbying des producteurs, dont les intérêts sont plus concentrés et qui ont plus d'argent et plus de compétences professionnelles pour exercer un lobbying plus efficace que les consommateurs individuels.

Pourtant, ce copinage est répandu dans le monde entier, en particulier en Asie du Sud-Est, où l'appellation de «capitalisme de copinage» a été inventée et où les gouvernements soutiennent généralement les entreprises «leaders» dans chaque secteur, en les protégeant par des réglementations et des barrières tarifaires.

Pour eux, les avantages de disposer de quelques grandes entreprises solides capables de faire face à la concurrence internationale sont évidents. Mais ils oublient le coût d'opportunité: le fait que le capital, le personnel et les autres ressources utilisées par ces grandes entreprises pourraient être utilisés de manière plus productive ailleurs. En effet, étant donné que les gouvernements ne peuvent pas détecter toutes les opportunités qui pourraient être vues par d'innombrables personnes, il est presque certain qu'elles pourraient l'être.

Un tel privilège commercial n'est possible que si les gouvernements sont prêts à utiliser la force coercitive. Ce n'est pas possible dans une société libre où les gouvernements utilisent la force uniquement pour protéger les droits individuels. Mais le fait que le copinage soit si courant indique combien de pays dans le monde ne sont libres que de nom.

Créer un capitalisme pour l'avenir

Il est difficile de qualifier l'un de ces systèmes économiques de capitalisme au sens véritable du terme, bien que de nombreuses personnes essaient de le faire, en se servant de tour de passe-passe ou de confusion pour alourdir l'idéal du capitalisme de nombreuses imperfections pratiques qui ne sont ni exclusives ni essentielles.

L'enjeu pour les partisans du capitalisme est de séparer l'idée centrale des rapprochements et des confusions et de créer dans la pratique un arrangement économique plus proche de leur vision du capitalisme, avec tous ses avantages économiques, sociaux et moraux.

Bien entendu, cela signifie la dissolution des entreprises publiques et la réduction des taxes, subventions, droits de douane et réglementations qui entravent la concurrence et alimentent le copinage et le corporatisme. Cela signifie limiter l'État à la protection des droits des personnes et des libertés économiques, plutôt que de les violer. Cela signifie une séparation entre la vie étatique et la vie économique.

Ce n'est pas un programme facile à réaliser dans une démocratie illimitée, où de plus en plus de décisions sont prises à travers le processus politique, donnant à la majorité le droit supposé d'imposer toutes sortes de politiques économiques à la minorité.

Ce n'est pas de la démocratie, mais du populisme, soutenu par le pouvoir coercitif de l'État, et c'est pourquoi les fondateurs des États-Unis ont imposé des limites aussi strictes à leur gouvernement et ont séparé ses pouvoirs entre différentes institutions. Pourtant, même là, le pouvoir est devenu centralisé et concentré.

Ce sont des conditions idéales pour le copinage et très difficiles pour le capitalisme, à juste titre. Remplacer le copinage, avec tous ses défauts, par le capitalisme, avec tous ses avantages, semblerait exiger de repenser systématiquement les limites et les limites du processus politique.

9 GRANDS PENSEURS SUR LE CAPITALISME

L'école de Salamanque (les «scolastiques»)

Propriété, offre et demande, intérêt

Entre le quinzième et le dix-septième siècle, les religieux espagnols firent un grand nombre de percées dans la compréhension de l'économie, permettant ainsi au capitalisme de se réconcilier avec les Écritures chrétiennes qui semblaient si souvent le critiquer. Par exemple: le premier de ces soi-disant scolastiques, Francisco de Vitoria (1483-1546), a été consulté par des marchands qui s'inquiétaient de la manière dont Dieu et l'Église envisageraient leur métier.

Vitoria a examiné la question, concluant que la libre circulation des personnes, des biens et des idées faisaient partie de la Nature, qui avait été créée par Dieu. Le commerce marchand n'était donc pas mauvais, mais servait en fait le bien général.

Les écritures bibliques critiquaient également l'usure - imputant des intérêts sur les prêts. Mais à l'époque des scolastiques, la Renaissance offrait de nombreuses possibilités d'activité entrepreneuriale et le financement des emprunts devenait très important pour la conduite des affaires et des échanges. Heureusement, les scolastiques ont trouvé de nombreuses façons de justifier les intérêts des emprunts.

Les emprunteurs en ont profité, ont-ils noté, ce qui était une bonne chose; l'intérêt était un paiement - une prime - pour le risque si un prêt se détériorait; il y avait un «coût d'opportunité» pour le prêteur, car il y avait beaucoup d'autres utilisations potentielles pour le même argent; et l'argent en tant que tel

était un bien, vous devriez payer pour l'emprunter, comme si vous louiez un autre bien.

Les scolastiques ont également défendu la propriété privée. Ils ont eu l'avantage de stimuler l'activité économique et donc la prospérité, ont-ils soutenu. Les gens s'occupaient également mieux des biens qu'ils possédaient eux-mêmes, plutôt que de les partager avec d'autres, ce qui signifie que les créations de Dieu étaient mieux chéries. Les individus, ont-ils conclu, avaient le droit de posséder et de bénéficier de leurs biens - sauf en cas d'urgence, lorsqu'ils avaient le devoir de les partager avec ceux qui en avaient besoin.

Les scolastiques ont même identifié l'importance de l'offre et de la demande. Ils ont constaté que le prix des métaux précieux était plus élevé dans les pays où ils étaient rares. Le «prix juste» d'un bien n'est pas simplement le coût de sa production et de son transport. Comment une même balle de lin aurait-elle une plus grande valeur si elle était transportée hors de prix par voie terrestre plutôt qu'à moindre coût par voie maritime? Le prix dépendait de l'interaction de l'offre et de la demande, à condition que ce marché reste libre et ouvert.

Adam Smith (1723–90)

Les avantages de la spécialisation, du commerce et du libre-échange

Le philosophe écossais devenu économiste Adam Smith est surtout connu pour son livre ***The Wealth of Nations (1776)***, dans lequel il a incorporé ses propres idées et celles de nombreux autres auteurs en une approche nouvelle, systématique et résolument moderne de l'économie.

Le philosophe écossais devenu économiste Adam Smith est surtout connu pour son livre *The Wealth of Nations* (1776), dans lequel il a incorporé ses propres idées et celles de nombreux autres auteurs en une approche nouvelle, systématique et résolument moderne de l'économie.

Le livre s'attaquait au système de mercantilisme en vigueur, qui mesurait la richesse d'une nation à l'aide de ses stocks d'or et d'argent, et qui utilisait des subventions pour maximiser les ventes à l'exportation et les droits de douane pour bloquer les achats à l'importation. Smith a souligné que les échanges commerciaux profitaient aux deux parties. En effet, aucun des deux ne se donnerait la peine d'échanger à moins que cela ne le rende mieux. Certes, les vendeurs obtiennent l'argent: mais les acheteurs obtiennent des biens plus précieux que le prix qu'ils paient.

Smith conclut que ce qui a enrichi un pays, ce n'était pas ses avoirs en espèces, mais l'ampleur de sa production, de ses échanges et de son commerce - ce que nous appelons maintenant le produit national brut ou le PIB.

Nous pouvons augmenter considérablement ce produit, at-il observé, par spécialisation, ce qui nous permet d'être plus compétents et plus productifs, encore plus si nous investissons dans des biens d'équipement spécialisés tels que des outils et des équipements. En échangeant nos produits spécialisés avec d'autres, chez nous ou à l'étranger, nous bénéficions tous de l'amélioration de la productivité induite par cette spécialisation et cet investissement en capital.

Selon Smith, les marchés orientent les efforts et les ressources vers les utilisateurs les plus productifs et orientent les produits finis vers ceux dont la demande est la plus forte. C'est un

système hautement coopératif, mais il ne fonctionne que s'il existe une liberté d'action, un libre-échange et une concurrence ouverte. Smith était très critique du capitalisme de copinage, dans lequel les producteurs faisaient pression sur les politiciens pour obtenir des monopoles ou des faveurs spéciales.

Le gouvernement, a-t-il conclu, ne devrait pas intervenir dans la vie économique, mis à part le maintien de la structure qui lui permet de fonctionner.

David Ricardo (1772–1823)

Avantage comparatif et efficacité productive

Courtier et spéculateur londonien prospère (on dit qu'il a misé 1 £ sur une victoire britannique à Waterloo), Ricardo a commencé à penser à l'économie après avoir lu *The Wealth of Nations* d'Adam Smith. Il a ensuite fait d'importants progrès dans la théorie des loyers, des salaires, des bénéfices, de la fiscalité et de la valeur.

Sur la politique commerciale, il a rejeté les mesures protectionnistes telles que les lois sur le maïs, qui limitaient les importations de blé; et il développa la "théorie des coûts comparatifs" (maintenant appelée théorie de l'avantage comparatif), pour laquelle il est le plus connu. Les pays, a-t-il dit, pourraient s'en tirer mieux en se spécialisant dans ce qu'ils pourraient produire relativement moins cher - en termes de toutes les autres choses qu'ils pourraient produire - que d'autres pays. Même si un pays pouvait tout produire à moindre coût, il serait préférable de se spécialiser dans les produits pour lesquels il dispose d'un avantage comparatif - et pas nécessairement absolu.

Pour donner un exemple moderne: une star de cinéma réputée est peut-être un meilleur cuisinier que le chef d'un studio de cinéma. Pourtant, malgré cet avantage absolu sur le chef, le studio a tout intérêt à garder son étoile sur le plateau, exploitant l'avantage comparatif de leur talent et de leur célébrité, plutôt que de l'envoyer en cuisine. Ce principe reste l'un des fondements essentiels de l'argument du libre-échange.

Ludwig von Mises (1881–1973)

La nature du capital; critique du socialisme; les avantages du laissez-faire

Mises est devenue la principale figure de «l'école autrichienne» d'économistes, qui a souligné la complexité des phénomènes économiques et expliqué en quoi les valeurs et les actions de millions d'individus étaient déterminantes pour le résultat final.

Par exemple, ce qui importait dans le capital, ce n'était pas sa valeur totale, mais sa structure - exactement les biens d'investissement dans lesquels les gens investissaient et leur fonctionnement productif. Cette structure était délicate: par exemple, une politique de taux d'intérêt inadéquate faussait les marchés et incitait les gens à investir dans les mauvaises choses - le mauvais investissement - conduisant à des échecs et à des pertes.

Là où les marchés ont été complètement éliminés, comme sous le communisme, un investissement rationnel est devenu impossible.

Sans prix, personne ne pourrait jamais calculer lequel des nombreux procédés de production possibles serait le plus rentable. Inévitablement, les ressources seraient investies dans de mauvais processus, ce qui engendrerait un gaspillage et une inefficacité, et les erreurs s'accumuleraient avec le temps, car il n'y aurait aucune pression du marché pour les éliminer.

Mises a plaidé avec vigueur en faveur du laissez-faire, affirmant que dès que les gouvernements ont commencé à entraver le système de marché par des contrôles et des réglementations, ils ont déclenché une marée de bouleversements (tels que les excédents et les pénuries) qui se sont étendus d'un marché à l'autre, comme des ondulations dans les marchés. un étang qui déforme un marché après l'autre.

En essayant de limiter les dégâts, les gouvernements ont ensuite été amenés à intervenir davantage, ce qui a aggravé la situation.

F. A. Hayek (1899–1992)

Ordre spontané; critique de la planification; coordination du marché

Étudiant de Ludwig Von Mises, Hayek, originaire de Vienne, a collaboré avec lui dans le cadre d'une étude sur les cycles conjoncturels en crise, en concluant que ceux-ci étaient dus à des taux d'intérêt trop bas imposés par les banques centrales, ce qui encourageait les emprunts et les dépenses excessifs.

Mais les taux bas ont également découragé l'épargne et lorsque les fonds des prêteurs ont été asséchés, les investisseurs ont été confrontés à un resserrement du crédit. Leurs investissements trop optimistes ont dû être abandonnés et des capitaux et des emplois ont été perdus.

L'une des idées clés de Hayek était le concept d'ordre spontané. Les sociétés humaines et animales présentent des régularités évidentes. Pourtant, personne n'a prévu comment vivent les abeilles ou comment les humains utilisent le langage. Ces ordres venaient naturellement et persistaient parce qu'ils étaient utiles. Souvent, nous ne pouvons même pas énoncer les règles (telles que les règles de grammaire) qui les sous-tendent. Et comme nous ne comprenons pas parfaitement le fonctionnement de tels ordres naturels, il est logique de penser que nous pouvons faire mieux - nous pouvons écarter le mécanisme des prix en imposant des contrôles des salaires et des prix, par exemple, ou améliorer le marché libre par planification économique.

Selon Hayek, le planificateur économique ne peut même pas accéder aux informations qui seraient nécessaires à une telle tâche, car ces informations sont dispersées, locales, partielles, en évolution rapide, spécifiques, personnelles et difficiles à transmettre. Pourtant, les marchés traitent toutes ces informations, d'un moment à l'autre, à des niveaux locaux dispersés.

Aucun planificateur n'a à décider de la manière dont les ressources doivent être utilisées: les prix fournissent des signaux simples qui les orientent automatiquement vers leurs utilisations les plus précieuses. Les ordres du marché sont donc beaucoup plus efficaces et peuvent croître beaucoup plus gros que les systèmes planifiés.

Milton Friedman (1912–2006)

L'importance de l'argent sain; les coûts de la réglementation

Friedman était un communicateur particulièrement capable et persuasif des idées libérales. À travers son livre ***Capitalism and Freedom (1962)*** et sa série télévisée et le livre ***Free to Choose (1980)*** - tous deux écrits avec son épouse Rose - des millions de personnes sont venues se renseigner sur le potentiel des marchés libres, du commerce ouvert, de la liberté et du capitalisme.

En 1946, Friedman a collaboré à une répudiation sévère du contrôle des loyers. Il a observé que ces politiques rendaient les propriétaires moins enclins à entretenir et à louer leurs biens, ce qui réduisait à la fois la qualité et l'offre de logements disponibles.

Il a également étudié la réglementation et la délivrance de licences aux professions (telles que médecins, avocats et comptables), concluant que cela profite non pas au public, mais aux praticiens. Selon lui, en restreignant la concurrence, l'octroi de licences oblige les clients à payer davantage pour des services moins performants.

Friedman est surtout connu pour ses travaux sur la politique monétaire et ses effets sur l'inflation - un problème majeur de la fin du vingtième siècle.

Il a critiqué l'opinion générale selon laquelle les gouvernements pourraient contrôler l'inflation en ajustant leurs taxes et leurs dépenses, affirmant qu'ils devaient au contraire contrôler la quantité de monnaie en circulation. Mais la politique monétaire étant un outil très brutal, les gouvernements doivent simplement mettre en place un cadre solide et abandonner leur ingérence économique constante.

James M. Buchanan (1919–2013) and Gordon Tullock (1922–2014)

Critique de la prise de décision politique

Buchanan et Tullock développent la ***Public Choice School of Economics***, qui remet en question l'idée que la défaillance du marché justifie l'intervention du gouvernement. Le plus souvent, ont-ils expliqué, l'échec du gouvernement aggravait encore les choses, car le processus d'élaboration des politiques était semé d'embûches quant à son intégrité et à son exploitation.

La pourriture commence avec les élections, qui ont été soulignées par Buchanan et Tullock. Elles ne constituaient pas un test de «l'intérêt public», mais des contestations d'intérêts opposés. Sous le capitalisme, les gens peuvent avoir n'importe quel produit qu'ils choisissent. Lors des élections, la majorité fait les choix de tous - et peut également utiliser le pouvoir de l'État pour les aider à exploiter la minorité, ce que les producteurs sous le capitalisme ne peuvent pas.

Les élections, elles aussi, sont dominées par les groupes d'intérêt spécial qui ont un intérêt spécifique fort pour le résultat, plutôt que par le grand public, dont les intérêts sont plus diffus et modérés. Et même le politicien le plus public doit faire des concessions à ces groupes d'intérêts pour être élu. La politique se concentre sur ce qui est opportun, pas sur ce qui est rationnel.

En outre, pour que leurs mesures puissent être adoptées par la législature, les politiciens doivent généralement procéder à de nouveaux ajustements pour obtenir l'appui de leurs collègues et d'autres législateurs. Ils devront peut-être faire grève: «Vous votez pour ma mesure et je voterai pour les vôtres», ce qui signifie que tout le monde se retrouve avec plus de lois que tout le monde voulait vraiment.

Enfin, les responsables qui appliquent la législation issue de ce processus irrationnel ont leurs propres intérêts: ils peuvent par exemple chercher à élargir leurs empires bureaucratiques personnels en rendant les règles extrêmement complexes, ce qui nécessite davantage de personnel pour les gérer.

Le capitalisme n'est peut-être pas parfait, ont conclu Buchanan et Tullock: mais nous ne devrions pas non plus être aveuglés par l'alternative.

Gary Becker (1930–2014)

Capital humain; solutions économiques aux problèmes sociaux

L'économiste américain Gary Becker, étudiant de Milton Friedman, a innové en appliquant des concepts économiques à de nombreux types de problèmes sociaux, notamment les motivations des criminels, la discrimination à l'égard des

minorités et l'immigration. Cependant, il est surtout connu pour son travail sur le **capital humain** - bien qu'il n'ait pas inventé la phrase lui-même. Le capital humain, ce sont les qualités, les connaissances et les compétences qui rendent les individus plus productifs. Cela inclut des investissements dans l'éducation et la formation, mais inclut également des valeurs utiles telles que la ponctualité et la diligence, voire la bonne santé.

Becker a identifié deux types de capital humain: spécifique et général. Le capital humain spécifique est la connaissance pertinente pour une entreprise particulière, telle que la façon d'utiliser son logiciel propriétaire. Les entreprises paient pour que les employés acquièrent ces connaissances, car elles savent que, si l'employé devait partir, les informations seraient inutiles pour les concurrents.

Le capital humain général est constitué de connaissances pouvant être utilisées n'importe où, telles que les compétences au clavier. Les entreprises ne sont pas disposées à payer pour de telles compétences transférables, de sorte que les gens doivent généralement les acquérir à leurs propres frais.

L'approche de Becker fournit d'autres perspectives intéressantes. Par exemple, il suggère que l'une des raisons pour lesquelles les gens passent plus de temps dans les études que les générations précédentes est qu'ils vivent plus longtemps - prolongeant et augmentant les gains potentiels qu'ils peuvent tirer de l'acquisition de compétences transférables.

Les progrès technologiques ont également rendu plus rentable l'acquisition de connaissances avancées et de compétences en haute technologie, ce qui les rend beaucoup plus productifs et plus valorisés.

L'idée du capital humain aide même à expliquer pourquoi plus de femmes sont dans l'éducation que jamais auparavant. Ce n'est pas seulement une question de changement sociologique, mais parce que la domotique a libéré les femmes pour qu'elles puissent poursuivre leur propre carrière.

Il y a une dernière conclusion, mais d'une importance vitale, selon Becker, à mesure que la technologie évolue de plus en plus vite, l'apprentissage tout au long de la vie devient de plus en plus nécessaire pour permettre aux personnes d'acquérir de nouvelles compétences et de conserver leur capital humain à jour.

Israel Kirzner (1930–)

Le rôle de l'entrepreneuriat; l'importance des effets dynamiques

Né à Londres, Kirzner a étudié avec Ludwig Von Mises à New York. Comme Mises, il a fait valoir que les modèles classiques d'équilibre statique obscurcissaient la nature dynamique de l'économie. L'activité économique ne s'est jamais stabilisée dans un équilibre parfait: au contraire, les individus corrigeaient constamment leurs plans et ajustaient leurs actions en réponse aux actions changeantes des autres.

Ce processus dynamique a maintenu leurs actions dans une coordination constante - mais pas parfaite.

Kirzner a expliqué que l'esprit d'entreprise joue un rôle essentiel dans la conduite, le maintien et l'amélioration de cette coordination.

L'entrepreneuriat est le processus par lequel les individus (pas nécessairement les entrepreneurs professionnels, mais aussi les citoyens ordinaires) détectent les lacunes et les inadéquations sur le marché, puis agissent pour les combler et les corriger.

Par exemple, quelqu'un pourrait remarquer qu'un nouveau matériau signifie que certains produits peuvent être rendus plus légers ou plus durables; un autre pourrait s'apercevoir qu'un nouveau développement de bureaux alimentera la demande d'un café à proximité un autre pourrait croire qu'une boulangerie locale populaire pourrait réussir en tant que chaîne nationale.

Ils peuvent agir sur ces intuitions uniquement parce qu'ils ont tout intérêt à réaliser des profits d'entreprise; mais ce faisant, ils facilitent la coordination des actions économiques humaines en alignant mieux la production sur les divers besoins et désirs du public.

Cela montre à son tour que l'ajustement et la coordination économiques reposent largement sur la connaissance locale des conditions du marché que différentes personnes pourraient avoir. Mais ceci est simplement oublié dans l'idée «d'information parfaite» de l'économie traditionnelle. Cela nous rappelle également que nous devons disposer des politiques, des institutions et des marchés ouverts adéquats pour que cet esprit d'entreprise puisse prospérer.

Deirdre McCloskey (1942-)

Valeurs libérales et croissance économique

McCloskey est née homme, mais est passée à une femme à l'âge de 53 ans. Déjà connue (Donald McCloskey) pour ses travaux sur la théorie des prix et autres sujets, son impact majeur est survenu plus tard, à la suite de son étude de l'histoire économique de la Grande-Bretagne.

Elle a conclu que la croissance économique massive enregistrée au cours des deux derniers siècles peut s'expliquer non par le capital ou les institutions mais par la propagation des idées libérales - en particulier les "valeurs bourgeoises". McCloskey souligne l'ampleur de la croissance économique récente. En 1800, la personne moyenne gagnait l'équivalent de quelques dollars par jour.

Aujourd'hui, les gains moyens sont des dizaines de fois supérieures. Étant donné que la population mondiale a été multipliée par sept depuis 1800, cela représente une augmentation considérable de la richesse. Il ne s'agit pas non plus d'un simple enrichissement matériel: avec l'augmentation de la richesse, de la longévité et de l'alphabétisation, c'est aussi un enrichissement intellectuel et culturel.

Ce grand enrichissement - le plus grand saut en matière de prospérité depuis le début de l'agriculture, mais beaucoup plus grand - a commencé vers 1860. Il ne s'explique pas pleinement par la croissance économique soutenue de la Grande-Bretagne depuis la peste noire au XIVe siècle, ni même par la révolution industrielle qui a commencé à la fin du XVIIIe siècle, ni par les institutions britanniques ni par la règle de droit.

Elle insiste sur le fait que seules les idées peuvent changer les choses si rapidement. Le Grand Enrichissement découle de l'extension du «libéralisme bourgeois» qui a permis aux citoyens ordinaires de jouir de la liberté, de la dignité et de la prospérité pour la première fois. Pendant des siècles, le commerce avait été considéré comme vénal et humiliant: mais des écrivains tels que John Locke et Adam Smith défendaient les vertus de la liberté, du commerce, de l'accumulation de richesses et de capital, ainsi que de la dignité et de l'estime de soi qu'il donnait aux citoyens ordinaires. Tout à coup, rien ne retenait plus le génie créateur d'un peuple libre.

10 CRITIQUES ET DES REPROCHES

Ironiquement, des personnalités comme le cinéaste américain Michael Moore (1954–), l'économiste coréen Ha-Joon Chang (1962–), la militante canadienne Naomi Klein (1970–) et l'écrivain français Thomas Piketty (1971–) se sont enrichies grâce à leur critique du capitalisme. Il semble que s'il existe une demande pour leurs idées, le capitalisme récompense même ses propres critiques - contrairement à d'autres systèmes, qui réduisent généralement les critiques.

De même, des universitaires, des enseignants, des écrivains et des artistes estiment que le capitalisme les sous-estime et que, dans une société plus juste, ils jouiraient d'un statut et d'une autorité accrus. Mais ils oublient que ce n'est pas le capitalisme qui donne de la valeur à leur travail, mais les autres. Et qui peut dire que les évaluations d'autres personnes ne devraient pas être respectées?

Quelle que soit la source, cependant, il existe de nombreuses critiques valables du capitalisme auxquelles ses partisans doivent faire face: critiques morales, préoccupations concernant la structure des économies capitalistes, critiques du pouvoir des entreprises et préoccupations géopolitiques.

Critiques morales

Égalité contre prospérité. Les sociétés capitalistes sont remarquablement égales, mais à mesure que les gens échangent de l'argent contre des biens et des services, leurs avoirs financiers changeront inévitablement (bien que compensés par la jouissance de ce qu'ils achètent). Le seul moyen de préserver l'égalité financière serait une redistribution constante.

De nombreuses statistiques sur les inégalités financières sont trompeuses, car elles se concentrent sur les revenus avant déduction de l'impôt et versement des avantages sociaux. Si l'on tient compte de l'impôt et des avantages sociaux, l'égalité est en réalité très similaire dans le monde entier, les 10% les moins bien rémunérés touchant environ 40% du revenu médian.

Les statistiques masquent également les effets de l'âge et de la mobilité: les jeunes ont tendance à être moins riches, car ils n'ont pas encore construit leur capital humain et physique; tandis que les immigrants et les personnes peu qualifiées occupent des emplois peu rémunérés mais les considèrent comme un tremplin pour les mieux rémunérés. Une telle progression est naturelle dans tout système.

Certains critiques, se rendant compte de l'impossibilité d'une complète égalité, préconisent des droits de succession très élevés, afin que la richesse ne se répande pas uniquement sur des individus improductifs et que tout le monde soit obligé de commencer sa vie sur un pied d'égalité. Mais il y a beaucoup d'objections morales et autres.

Par exemple, cela défie la nature humaine, parce que les humains ont un désir puissant de subvenir aux besoins de leurs enfants; certaines personnes vivent plus longtemps que d'autres, ce qui leur permet de transférer davantage à leurs enfants alors qu'elles sont encore en vie; les gens dilapideraient leur argent au lieu de le voir taxé de mort, entraînant ainsi une baisse des investissements et une réduction de la prospérité future; les entreprises familiales disparaîtraient. Et dans tous les cas, la richesse héritée, comme nous l'avons vu, n'est pas permanente.

Presque tout le monde est favorable au principe de l'égalité de traitement et à l'égalité des chances, mais il est remarquablement réticent à sacrifier sa propre prospérité pour une plus grande égalité. On dit que l'argent ne peut pas acheter le bonheur, mais tout indique que c'est le cas. Le problème que nous devons aborder n'est pas l'égalité des revenus, mais des revenus suffisants: les gens ont-ils de quoi vivre décemment?

Capitalisme et cupidité. La critique selon laquelle le capitalisme est basé sur la cupidité provient de confusions entre cupidité et intérêt personnel: si les prestataires étaient vraiment gourmands, leurs clients les abandonneraient. Et pourquoi limiter l'accusation de «cupidité» aux entreprises? Les entreprises ont peut-être faim de profit, mais les clients ont également envie d'économiser, tandis que les travailleurs ont soif de salaire. Pourtant, nous entendons rarement les critiques des clients et des travailleurs «cupides».

Sauf à l'occasion: les critiques disent, par exemple, que le capitalisme encourage la cupidité chez tout le monde, ce qui crée une résistance contre les impôts nécessaires aux services publics essentiels. Cependant, remettre en question les taxes n'est pas une mauvaise chose: la plupart des services publics (tels que les soins de santé et l'éducation) peuvent être fournis

de manière privée sur le marché ou soutenus (comme des programmes culturels et sociaux) par la société civile.

Et bien que la taxation puisse être nécessaire, c'est un mal nécessaire. Après tout, il est enlevé aux gens par la force; il est dépensé pour des choses (comme les prisons, l'armée ou l'avortement) auxquelles certains contribuables s'opposent profondément; elle encourage la mise en place d'un monopole d'État, moins efficace et offrant moins de choix; cela incite au lobbying et au copinage alors que les gens se disputent des subventions et des faveurs pour eux-mêmes; et cela crée des incitations perverses - par exemple, l'impôt sur le revenu rend le travail moins gratifiant, les droits de succession découragent l'épargne et l'investissement.

Matérialisme et consumérisme. Une autre critique morale est que le capitalisme favorise le matérialisme et la consommation «excessive».

L'argument a une lignée étrange. Les premiers critiques du capitalisme ont déclaré que cela ne fonctionnait pas et qu'une planification rationnelle augmenterait le niveau de vie plus rapidement: mais les événements l'ont prouvé de travers. Plus récemment, par conséquent, la critique a été que le capitalisme fonctionne trop bien, permettant aux gens de satisfaire leur désir d'être «excessifs» et de consommer des friperies, les détournant d'objectifs sociaux importants. Mais ce qui compte comme un "excès" est une question d'opinion - ce qui constitue un piètre fondement pour les politiques publiques, en particulier si cela impliquerait d'utiliser la force pour étouffer une telle consommation.

Cet argument présente deux autres faiblesses :

Premièrement, nous n'avons aucune autorité morale pour empêcher les gens de produire et de consommer ce qu'ils valent, même si nous ne l'apprécions pas nous-mêmes - et certainement aucune autorité morale pour les obliger à agir conformément à nos valeurs, aussi vertueuses que nous puissions les supposer. Cela violerait leurs droits au choix et à l'autodétermination.

Deuxièmement, la raison principale pour laquelle nous adoptons le capitalisme est précisément sa capacité à produire des biens économiques. Nous ne l'adoptons pas pour produire des résultats sociaux tels que l'égalité ou la solidarité. C'est le mauvais outil pour ce travail, et on ne peut pas le lui reprocher. En fait, cela produit des résultats sociaux heureux, tels que la paix et la prospérité générale - mais ce n'est qu'un bonus.

Réduction des coûts et qualité. De nombreux critiques pensent que la concurrence oblige les producteurs à réduire leurs coûts de manière substantielle, laissant ainsi aux consommateurs des produits bon marché mais de mauvaise qualité. Ils se plaignent que les choses ne sont pas faites pour durer - ce qui est irrationnel et une fausse économie.

En fait, la pression de la concurrence sur les producteurs consiste à satisfaire les demandes des clients, quels qu'ils soient. Les gens peuvent exiger de la qualité dans certains cas et du moins cher dans d'autres. Par exemple, si les modes changent rapidement, il ne sert à rien de produire des vêtements coûteux qui se démodent rapidement.

De même avec les appareils électroniques personnels que les nouvelles technologies pourraient bientôt rendre obsolètes. D'autre part, pour les biens durables (comme les tondeuses à gazon ou les pianos à queue) pour lesquels la mode ou les changements technologiques ne sont pas très importants, les consommateurs préféreront peut-être des produits mieux construits aux produits bon marché.

Dans tous les cas, cela dépend du consommateur: les acheteurs plus âgés et plus riches peuvent préférer des produits de meilleure qualité mais d'un coût plus élevé, tandis que les clients plus jeunes et plus pauvres peuvent préférer des produits de moindre qualité mais plus abordables. Qui doit leur refuser ce choix?

Les gens font de mauvais choix. Certains critiques objectent que beaucoup de gens font de mauvais choix, tels que des plans d'épargne qu'ils ne comprennent pas ou des produits qui ne répondent pas à leurs besoins. Ils soutiennent que les nouveaux produits, en particulier les produits financiers, devraient être strictement réglementés, voire interdits jusqu'à ce que leurs effets soient connus.

Certaines protections simples et générales, telles que des périodes de réflexion pour des produits d'épargne complexes, peuvent être utiles. Cependant, une grande partie de la réglementation est inutile. Personne ne vérifie une licence: ils demandent à leurs amis et voisins qu'ils recommandent.

Aucun d'entre nous (pas même un régulateur) ne peut tout anticiper. Nous achetons donc des produits en nous basant sur les meilleures informations dont nous disposons. La plupart des gens sont parfaitement capables de faire leurs propres choix sur cette base.

Ils connaissent également leurs propres besoins beaucoup mieux que certains responsables distants: les régulateurs ne peuvent pas savoir quelles motivations particulières poussent les individus à acheter ce qu'ils font - alors quel droit ou quelle raison ont-ils pour les en empêcher? Si nous renflouons les personnes qui commettent des erreurs, nous les encourageons simplement à faire preuve de négligence; si nous leur refusons le pouvoir de choisir, nous les transformons en chiffres. Il est plus efficace et plus moral d'accepter les conséquences de ses choix.

Critiques structurelles

Anarchie de la production. De nombreux critiques considèrent la production capitaliste comme inefficace, irrationnelle et anarchique. Par exemple, différentes entreprises produisent des produits similaires et doivent gaspiller de l'argent en les annonçant: un seul grand producteur serait plus efficace et la publicité inutile.

En outre, les ressources pourraient être utilisées et la production structurée de manière plus rationnelle et moins onéreuse si la production était correctement planifiée, au lieu d'être laissée à la nature aléatoire de la production capitaliste.

Mais de telles critiques oublient que la concurrence rend le capitalisme très dynamique. Les entreprises ne produisent pas toutes les mêmes produits, mais tentent de rendre leurs offres plus attrayantes pour les clients en les améliorant constamment et en réduisant les coûts inutiles. L'expérience montre qu'un seul producteur aurait beaucoup moins intérêt à améliorer son produit ou son efficacité.

Il y a en réalité beaucoup de planification dans le capitalisme: les individus et les entreprises élaborent des plans tout le temps. Ces plans reçoivent un retour constant et instantané des décisions quotidiennes des clients sur ce qu'ils achèteront ou non, et les producteurs ajusteront rapidement leurs plans en conséquence.

S'ils commettent une erreur, c'est seulement eux qui souffrent. Mais les choses sont bien différentes lorsque l'ensemble de la production d'un pays est planifiée. Ces énormes projets sont lents à mettre en œuvre et à changer; il y a moins de retours parce que les consommateurs ont moins de choix; il y a donc moins de dynamisme et de progrès. Et si le plan se trompe, la nation entière en souffre.

Spéculation improductive. De nombreux critiques s'opposent à la spéculation financière qui existe sous le capitalisme: parier sur les actions ou les cours des devises, les marchés à terme et tout le reste. Ceci, dit-on, ne produit rien mais absorbe beaucoup de temps, d'énergie et d'argent.

En fait, la spéculation est le signe d'une économie et d'un marché des capitaux dynamiques, et les spéculateurs produisent quelque chose de précieux.

Étant donné que la production est spécialisée, les spéculateurs doivent s'appuyer sur quelques entreprises ou sur un seul secteur pour s'adapter à leurs concurrents. Leurs décisions éclairées sur les lieux où investir ou désinvestir sont donc un indicateur précieux de la santé et des perspectives de ces entreprises et de ces secteurs, aidant ainsi les autres à prendre de meilleures décisions pour savoir où engager leur propre argent.

En réduisant les risques liés aux investissements, cela favorise les investissements plus importants, la création de capital et donc l'efficacité productive - et permet aux ressources d'atteindre les utilisations les plus productives.

Production non démocratique. Une autre critique est que, dans le capitalisme, la production est organisée de manière à bénéficier aux propriétaires, alors qu'elle devrait en fait être structurée de manière à bénéficier au public et aux autres parties prenantes. La production doit donc être soumise à un contrôle démocratique - elle pourrait donc être gérée dans l'intérêt à long terme de la nation, et non dans l'intérêt à court terme des propriétaires.

Malheureusement, le contrôle «démocratique» signifie le contrôle politique - avec tous les problèmes de la politique, y compris le pouvoir des groupes de pression et l'intérêt personnel des électeurs, des politiciens et des fonctionnaires.

Une économie dirigée politiquement, au profit des parties prenantes, signifie une course menée au profit des parties prenantes actuelles - qui ont clairement intérêt à maintenir les pratiques actuelles au lieu de laisser les progrès bouleverser les choses. Et qui est plus courtisane que les politiciens, toujours à la recherche des prochaines élections? Les propriétaires, en revanche, en tirent des avantages s'ils favorisent la vigueur à long terme de leur entreprise, ce qui attirera des capitaux et en augmentera la valeur.

Pouvoir des entreprises

Grandes entreprises. De nombreuses critiques du capitalisme portent sur le pouvoir des grandes entreprises. Ils sont perçus comme des organes puissants capables de manipuler les choix des politiciens, de l'opinion publique et des consommateurs, d'extraire de la réglementation des avantages fiscaux et de créer des monopoles.

Mais les monopoles et les grandes entreprises ne sont pas une partie inévitable du capitalisme. Sous la concurrence capitaliste, le seul moyen pour les entreprises de rester grandes est de continuer à servir le public. Même la plus grande entreprise peut être mise au défi par une autre ou par de plus petites entreprises qui rongent différentes activités. La seule façon de créer des monopoles est de contrecarrer la concurrence par des avantages fiscaux ou réglementaires de la part de l'État. Ce n'est pas du capitalisme, mais du copinage.

La responsabilité de cela repose fermement sur l'État. L'État a le pouvoir de taxer et de légiférer. il peut même vous jeter en prison ou vous faire combattre dans des guerres. Les entreprises ne peuvent pas. Quel que soit le nombre de personnes qui se plaignent du pouvoir des grandes entreprises, l'État est le véritable pouvoir. Nous avons besoin de politiciens pour promouvoir la concurrence et non pour servir les intérêts des grands producteurs et des producteurs établis.

Gestion versus propriété. Certains critiques soutiennent que les grandes entreprises publiques sont dysfonctionnelles parce que la direction a été séparée de la propriété. Les gestionnaires sont devenus débridés, puissants et surpayés.

Mais la division de la propriété et de la gestion n'est qu'un autre exemple de la division du travail. Certes, les propriétaires (c'est-à-dire les actionnaires) des entreprises devraient avoir le pouvoir de contrôler leurs dirigeants, bien que le droit des sociétés ait érodé ce pouvoir dans de nombreux pays - un autre cas de politique perturbant le bon fonctionnement du capitalisme.

En outre, plus une entreprise est grande, plus le gestionnaire nécessaire pour l'exploiter est qualifié. Il y a très peu de gens qui peuvent diriger une société internationale de classe mondiale, alors sans surprise, ils sont bien payés.

Mais pas forcément surpayé: lorsqu'un bon directeur décide de partir, la valeur d'une entreprise peut s'effondrer. Ce devrait être aux propriétaires de décider si les gérants valent la peine, pas les politiciens qui ont d'autres motivations politiques.

Relations globales

Les multinationales. Peu d'entreprises suscitent plus de critiques que les multinationales. Les critiques les accusent de faire pression pour des protections spéciales, de déplacer les coûts entre les pays pour économiser les impôts et de transférer leurs processus les plus polluants vers les pays les plus pauvres. Les marchés mondiaux, affirment-ils, sont minés par les grands capitaux et les multinationales, certaines aussi grandes que des pays entiers, agissent davantage comme des nations impériales que comme des acteurs du marché.

Mais ce sont les gouvernements et le copinage qui permettent aux entreprises de se développer à cette échelle. Et les pays ont des régimes fiscaux différents précisément parce que certains

souhaitent attirer des entreprises et des capitaux qui stimulent la croissance.

Les multinationales ont en effet fait d'énormes investissements dans les pays les plus pauvres, apportant des capitaux qui rendent leurs industries plus productives, ouvrant des perspectives de travail et augmentant les salaires.

Une partie du travail est peut-être plus ardue et certains des processus moins propres que ceux que les habitants des pays riches choisiraient eux-mêmes; mais l'alternative est que le développement de ces pays est ralenti, leur espoir de permettre une production plus facile et plus propre est remis à plus tard et leur population vit plus longtemps dans la pauvreté.

En ce qui concerne l'impérialisme, les multinationales et les marchés mondiaux ont en réalité favorisé la paix dans le monde. Leurs investissements dans les économies émergentes ont permis de sortir des milliards de personnes de la pauvreté et de créer une classe moyenne florissante qui a tout à gagner à la préservation de la paix et au commerce qu'elle rend possible.

McDonaldization. Néanmoins, certains critiques prétendent que l'investissement des pays les plus riches s'accompagne de l'impérialisme culturel, des marques, des modes de vie et des pratiques occidentaux submergeant les traditions locales.

Mais la vérité est que la mondialisation a en fait favorisé la propagation de biens et services plus divers. Maintenant que de grandes parties de l'Europe de l'Est et de l'Asie du Sud-Est ne sont plus fermées par l'Ouest, les deux parties peuvent profiter de plus de produits de plus de pays que jamais auparavant.

La richesse croissante que le commerce a procurée aux économies émergentes en amène de plus en plus dans les pays

plus riches, en tant qu'étudiants ou en tant que touristes, porteurs de leurs valeurs et de leur culture. Le résultat n'est pas l'impérialisme culturel, mais la diversité et le choix.

Protection de l'emploi. On dit souvent que les économies émergentes ont besoin d'une protection spéciale pour pouvoir développer leurs industries «naissantes» et devenir économiquement fortes.

Cela signifie des contrôles, des tarifs d'importation et des subventions à l'exportation qui empêcheraient les pays plus riches de les sous-financer.

Mais en réalité, le manque de capitaux est le principal problème des pays les plus pauvres et leur ouverture aux investissements étrangers est le moyen le plus rapide de l'obtenir. La nouvelle capitale les rend plus productifs - capables de produire des biens et des services qui peuvent rivaliser avec tout le monde et d'aider les populations locales à poursuivre leurs propres ambitions.

Le protectionnisme n'est possible que dans les pays non libres, où les États peuvent contraindre les contribuables à subventionner des industries favorisées ou imposer des droits de douane et des quotas aux importateurs. Mais les marchés sont maintenant mondiaux: les pays gagnent à en faire partie et ne peuvent pas se développer - ni même se maintenir - derrière des barrières protectionnistes.

Confondre les copains

Un certain nombre de critiques du capitalisme affirment qu'il n'existe pas de marché libre. Il y a toujours du lobbying et de la collusion, il est donc nécessaire de mettre en place des règles strictes pour que le capitalisme fonctionne assez bien.

Mais les partisans du capitalisme rejettent également la collusion et le copinage, et ne les voient pas comme uniques au capitalisme. En effet, ils sont plus répandus dans les systèmes socialistes. Et les règles qui permettent aux marchés de fonctionner - de la justice et des droits de posséder et d'échanger librement des biens - sont beaucoup plus simples et générales que les réglementations détaillées proposées par les critiques.

Le gouvernement devrait plutôt se concentrer sur ses rôles clés consistant à protéger les droits et libertés individuels, et non à gérer l'économie: une sorte de division entre économie et État.

La triste leçon de l'histoire est que les fonctionnaires ne sont ni plus sages ni plus éthiques que les gens ordinaires. En effet, le pouvoir de l'État attire le pire parmi ceux qui le déploieront et leur permettra de commettre de plus grosses erreurs.

11 L'AVENIR DU CAPITALISME

Le capitalisme a de nombreux atouts et de nombreuses opportunités lui permettent d'étendre la paix et la prospérité à travers le monde. Mais il a aussi des faiblesses et fait face à des menaces qui pourraient l'affaiblir davantage - en perturbant ses mécanismes délicats, en faussant ses effets et en sapant son soutien auprès du public.

Forces

La prospérité. Le principal argument du capitalisme, même sous sa forme hautement réglementée aujourd'hui, est qu'il stimule rapidement la prospérité, en particulier pour les plus pauvres. La récente mondialisation des marchés et des capitaux mondiaux a sorti des milliards de personnes de la pauvreté abjecte, de revenus et de richesses accrus, de meilleurs soins de santé, d'une longévité accrue, d'une réduction de la mortalité infantile, d'un accroissement des capacités de lecture et de calcul (en particulier chez les femmes) et de nombreux autres avantages pour l'homme.

De plus, l'accès au capital mondial a rendu les activités des économies émergentes plus productives. Cela permet aux populations locales de profiter de produits locaux de meilleure qualité, moins chers et plus copieux, et d'augmenter leurs revenus.

Une productivité accrue facilite également le succès des nouvelles entreprises, en réduisant le risque de création de nouvelles entreprises et en encourageant l'innovation et le progrès.

Libérer les esprits. En rendant la production plus facile et plus productive, en fournissant des biens qui libèrent les êtres humains des tâches pénibles et en créant une richesse qui évite aux gens de s'inquiéter de leur existence quotidienne, le capitalisme permet aux gens d'appliquer leur esprit aux choses qu'ils valorisent et utilisent leur intelligence pour les résoudre leurs autres problèmes.

Et laisser beaucoup de cerveaux différents penser à notre façon de vivre favorise également le progrès. Différentes personnes ont présenté différents plans qui peuvent être testés sur les marchés des biens - mais aussi des idées. Nous pouvons ensuite nous appuyer sur ce qui fonctionne et abandonner ce qui ne fonctionne pas beaucoup plus rapidement que si nous étions engagés dans un plan national unique.

Nombreuses utopies personnelles. Le capitalisme est pluraliste. Comme le dit Brennan, le capitalisme ne favorise pas une utopie - il favorise de nombreuses utopies. Différentes personnes peuvent poursuivre différentes ambitions et vocations à leur guise. Ils n'ont pas à attendre que le gouvernement leur assigne leur rôle dans le projet collectif.

Ils peuvent créer leur propre paradis, sans empêcher personne d'autre de le faire. Tout ce qu'ils ont à faire est de s'entendre avec les autres - ils ne sont pas obligés de les opprimer comme Marx l'avait suggéré aux classes bourgeoises. Le capitalisme permet à de nombreuses fleurs différentes de fleurir.

Nature humaine. Le capitalisme est également enraciné dans la nature humaine. Les gens attachent beaucoup à leurs biens: leurs biens sont importants pour eux et ont une signification qui dépasse leur valeur matérielle.

Nos idées de justice sont tout aussi profondes que notre engagement à faire en sorte que les personnes respectent les promesses qu'elles ont faites. Les gens veulent aussi être libres de vivre et d'agir comme ils le souhaitent, tout en vivant en paix avec les autres. Et ils veulent améliorer leur propre condition et celle de leurs familles. Ce sont les fondements mêmes du capitalisme. Il n'est donc pas étonnant que, même dans les pays collectivistes les plus impitoyables, les citoyens tentent de construire et de protéger leurs propres biens et que les marchés se créent à chaque occasion.

Faiblesses

Étatisme et copinage. Il est difficile de défendre ce que l'on appelle communément le «capitalisme» aujourd'hui. Ce qui passe pour le «capitalisme» dans la plupart des régions du monde, ce sont en réalité des économies mixtes dans lesquelles les entreprises privées sont fortement taxées et réglementées, où la moitié ou plus du revenu national est entre les mains du gouvernement et où les entreprises d'État ont des monopoles dans des secteurs importants tels que la santé, l'éducation, les services publics, le transport ferroviaire et la distribution du courrier.

Ce sont souvent des économies de copinage dans lesquelles les grandes entreprises renforcent leur pouvoir économique en obtenant les faveurs des politiciens, parfois en échange d'un soutien financier.

Cependant, il est tout aussi difficile de défendre le "socialisme" qui a prévalu dans des pays tels que la Russie soviétique, la Chine de Mao, la Corée du Nord ou Cuba - avec leur manque de responsabilité et de démocratie, leurs dictatures, leurs élites de partis, leurs purges et leurs famines ont coûté la vie à peut-être cent millions de personnes.

La différence est que le copinage n'est pas une partie inévitable du capitalisme, alors que ces maux sont une partie inévitable du socialisme. En effet, le capitalisme repose sur le principe de la liberté individuelle et de l'échange volontaire.

Le socialisme, en revanche, requiert l'existence d'un pouvoir politique qui dirige toutes les activités économiques. Dans le capitalisme, les gens ne sont pas obligés de s'entendre: ils peuvent vaquer à leurs propres occupations et consommer leur propre assortiment de biens préféré, sans que les autres ne soient obligés d'accepter leurs choix. Le socialisme, cependant, suppose un objectif collectif et des moyens collectifs pour l'atteindre, sur lesquels les gens doivent se mettre d'accord. Ceux qui sont en désaccord doivent nécessairement être obligés de participer à l'entreprise collective.

Alors que le capitalisme repose sur la diversité et le choix, le socialisme repose donc sur la conformité et le pouvoir. Mais la conformité n'est pas un ami du progrès, alors que le pouvoir corrompt même les individus les plus publics - et attire ceux qui en utilisent le plus impitoyablement. On peut imaginer un capitalisme «pur» dans lequel les entreprises ne prospèrent qu'en servant des clients en concurrence ouverte et ne sont pas soutenues par les faveurs de l'État. Mais on ne peut imaginer un socialisme «pur» dans lequel tout le monde accepte volontiers de participer à l'entreprise collective sans un appareil du pouvoir de l'État pour le forcer.

Hypocrisie des entreprises. Mais le pouvoir qui permet aux politiciens d'accorder des faveurs à leurs amis explique pourquoi ceux qui travaillent dans le monde des affaires font partie des défenseurs les plus faibles, voire des plus grands ennemis du capitalisme. Les sociétés commerciales soutiennent rarement la concurrence dans leur propre secteur. Au contraire, ils appellent à une réglementation limitant la concurrence, affirmant souvent qu'ils épargnent le public des dangereux opérateurs de «cow-boys».

Bien qu'ils prétendent soutenir le "capitalisme", ils sont habiles à plaider en faveur des subventions, allègements et autres faveurs que les politiciens ont à leur disposition.

L'incapacité (ou la réticence) des gens d'affaires à expliquer les avantages publics de l'entrepreneuriat et des marchés libres est certainement une énorme faiblesse du capitalisme et une énorme menace pour celui-ci. En embrouillant le capitalisme avec le copinage, ces prétendus champions ne font pas la promotion de la cause.

L'idée du capitalisme est déjà assez difficile à comprendre: les avantages immédiats des interventions sont faciles à saisir, mais pas les avantages à long terme de laisser les marchés et la concurrence au travail; et peu de gens réalisent à quel point l'ordre du marché est délicat et à quel point il peut être dérégulé par des interventions politiques même minimales.

Faux explications. De plus, la réalité dans la plupart des économies développées étant une économie mixte, il est difficile de discerner quels événements sont causés par le capitalisme lui-même et par les interventions politiques qui le faussent. Par exemple, presque tous les politiciens et la plupart des gens

ordinaires imaginent que le krach financier de 2007-2008 a été causé par le capitalisme et les «banquiers cupides» qu'il a créés.

Mais les partisans du capitalisme rétorquent que la crise était en réalité alimentée par des décennies de taux bas et une politique monétaire souple, et déclenchée par une réglementation du gouvernement américain (bien intentionnée mais erronée) qui obligeait les banques à prêter à des familles pauvres qui, à leur avis, représentaient de mauvais risques de crédit - le déclenchement de la catastrophe des prêts hypothécaires à risque ayant entraîné la chute de plusieurs institutions financières.

Ils avertiraient également que la réaction des gouvernements à la crise - renflouer les banques, créer encore plus d'argent et réduire encore les coûts d'emprunt - ne fait que prolonger l'agonie, entraînant une stagnation de l'économie. La bonne solution, disent-ils, consiste à réparer les banques en les exposant à la concurrence, à adopter des politiques monétaires et de crédit durables et à laisser les marchés agir pour restaurer une économie saine.

Les explications communes du krach financier sont donc erronées. Mais les événements de 2007-2008, les remèdes erronés appliqués et la longue période de faible croissance qui a suivi ont créé une désillusion généralisée à l'égard du capitalisme et des marchés libres, appelant à davantage de contrôles, de réglementations et d'autres interventions gouvernementales. Sans aucun doute, tout cela a sérieusement affaibli l'idée du capitalisme.

Opportunités

La propagation du capitalisme. Néanmoins, le capitalisme lui-même continue à se répandre. Bien qu'il ait semblé jadis que le communisme finirait par couvrir le monde entier, il n'ya aujourd'hui que peu de régions du monde où les idées et les pratiques capitalistes n'ont pas pénétré.

Après la chute de l'Union soviétique au début des années 90, une grande partie de l'Asie, de l'Europe de l'Est et de l'Afrique se sont jetés dans le réseau commercial mondial et ont mis en place des réformes permettant aux personnes de créer leurs propres entreprises et de commercer plus librement. Cela a à son tour créé une nouvelle classe moyenne composée de personnes qui dirigent ou travaillent dans des entreprises capitalistes et qui ont soif de plus de cette même liberté et de cette prospérité.

Avec l'ouverture de nouveaux marchés et les progrès des communications et des transports mondiaux, ce changement s'accélèrera certainement. Les politiciens s'inquiètent peut-être de ce que le libre-échange prenne des emplois nationaux, mais tous les économistes en reconnaissent les avantages: la vaste majorité de la population mondiale dépend maintenant du capitalisme et du commerce pour obtenir des produits bon marché et de grande qualité dont elle dispose maintenant.

Donner du pouvoir aux pauvres. Faire en sorte que les plus pauvres puissent participer pleinement à ce développement est à la fois un défi et une opportunité.

Si les habitants des pays les plus pauvres ont tendance à épargner davantage, par exemple, leurs avoirs ne sont pas du capital: en effet, leur épargne est souvent conservée de manière

non productive en espèces. Et comme l'économiste péruvien Hernando de Soto Polar (1941-) l'a noté, certains des pays les plus pauvres du monde construisent des logements où ils peuvent, mais sans titre légitime, et gèrent des commerces et des magasins sans obtenir les licences détaillées requises par l'État.

Étant donné que leurs maisons et leurs entreprises n'ont pas de statut légal, ils ne peuvent pas les utiliser comme garantie pour des prêts et des contrats, ils ne peuvent donc jamais développer leurs entreprises ou obtenir une réelle sécurité financière. Cependant, les États peuvent aider ces populations à prospérer en leur attribuant un titre de propriété sur leur territoire et en simplifiant la réglementation et en la rendant plus réaliste - en transformant leur épargne en capital productif et en leur donnant un véritable intérêt dans l'économie de leur pays.

Aucune limite géographique ou morale. Il n'y a pas de limites naturelles à l'expansion du capitalisme et aux nouveaux marchés. L'innovation continue de miser sur l'innovation, offrant aux entrepreneurs de nouvelles possibilités de satisfaire les besoins et les désirs des personnes meilleures, moins chères, plus rapides et plus distantes encore et plus loin.

Personne ne sait où cette liberté et ce progrès nous mèneront- ce qui doit déprimer les pessimistes et les planificateurs, mais exciter les individualistes et les optimistes qui composent la plus grande partie de l'humanité.

Les opportunités ne se limitent pas non plus aux avantages matériels. Les valeurs de propriété, d'indépendance, de liberté, de paix et de rejet de la force qui font partie du paquet capitaliste sont également renforcées par la propagation des

marchés et des échanges libres. Cela doit être un gain moral qui fait progresser l'esprit humain.

Des menaces

Intellectuels. La plus grande menace pour le capitalisme vient peut-être des intellectuels. Leurs motivations peuvent être publiques ou non: peut-être se sentent-ils sous-estimés par le marché, s'imaginent-ils gérer un nouvel ordre économique ou ne font-ils pas confiance aux autres pour faire des choix rationnels. Quoi qu'il en soit, le public et les politiciens considèrent toujours que les intellectuels sont informés et sages, acceptent leurs critiques du capitalisme et concluent qu'il a besoin d'une réparation sérieuse.

Mais les intellectuels comprennent rarement la nature et le fonctionnement complexe du capitalisme et en ont souvent peu d'expérience personnelle. Par conséquent, ils imaginent trop souvent ses problèmes, en diagnostiquent mal les causes et appliquent les mauvais remèdes.

Erreurs de manuel. De nombreux intellectuels, par exemple, restent ancrés dans le modèle classique de la «concurrence parfaite», qui suppose un grand nombre de fournisseurs vendant des produits identiques à des prix identiques.

Ils supposent donc que toute variation des prix ou de la part de marché doit être une faute. Par exemple, ils prennent la croissance rapide d'une chaîne de supermarchés comme un signe que le marché doit être «imparfait», et non comme un signe que les consommateurs préfèrent simplement ce qu'il offre.

Les mêmes prix pratiqués dans les supermarchés sont considérés comme une "pratique prédatrice" et non comme une tentative de gagner des clients sur un marché en mutation rapide.

En conséquence, ils proposent de restaurer la mythique "concurrence parfaite" en limitant la croissance des entreprises ou en contrôlant leurs prix, détruisant ainsi les forces qui rendent les marchés si dynamiques. Ils ne réalisent pas que la concurrence ne fonctionne que parce que la vie économique est imparfaite, les entreprises essayant de combler les lacunes qui se présentent et se bousculant pour offrir quelque chose de différent, de meilleur et de moins cher - et non des produits identiques à tous les autres.

Populisme. La menace du capitalisme d'être submergé par le socialisme d'État est bien entendu beaucoup moins importante qu'avant les années 1990. Le socialisme est devenu moins un grand dessein, et plutôt une série de plaintes sur le fonctionnement et les résultats du capitalisme - telles que les inégalités. Mais le capitalisme n'a jamais promis de résoudre tous les maux sociaux et ne le pourrait pas non plus: sa valeur réside dans l'efficacité de la production et de la distribution de biens économiques. Et bon nombre des résultats critiqués sont en réalité les résultats de l'intervention du gouvernement, pas du capitalisme.

La politique populiste, avec ses diagnostics et ses prescriptions trop simples, a entraîné une forte croissance de l'interventionnisme économique. Nous sommes passés de l'idée que l'État détienne des avoirs productifs à la réalité de leur contrôle par l'État. Nous ne devrions pas être surpris si une telle intervention politique produit des effets pervers.

Contrôle rampant. Malgré cela, la réglementation continue de croître. Les raisons sont multiples: par exemple, les réglementations exigent que les agences gouvernementales les appliquent, et ces agences ont un intérêt naturel à élargir leur rôle, devenant généralement une source majeure de réglementations nouvelles et encore plus complexes.

À mesure que le gouvernement devient un acteur économique plus important et plus important, les possibilités de recherche de rente, de copinage et de corruption se multiplient. et plus les avantages potentiels du lobbying sont importants. Les politiciens acquièrent pouvoir, statut et privilège et aiment imposer leurs propres valeurs à la vie économique et sociale - en signalant leurs propres vertus à l'électorat dont ils dépendent pour être réélus.

Tout cela est regrettable, mais le fait que la réglementation soit presque toujours contre-productive est encore pire, précisément parce que les effets à long terme de l'intervention sont si mal compris et si rarement pris en compte. Les lois sur le salaire minimum, par exemple, peuvent sembler être une action positive contre la pauvreté; mais en réalité, ils ont l'effet inverse, car ils excluent totalement les emplois des personnes qui peuvent être pauvres, jeunes et non qualifiées.

Ou encore, les réglementations qui exigent de longs tests sur de nouveaux médicaments pourraient bien sauver le public de médicaments non essayés; mais ils refusent également aux personnes en phase terminale d'en prendre de nouvelles qui pourraient bien leur sauver la vie. Et les contrôles de loyer peuvent sembler rendre le logement abordable pour tout le monde; mais en rendant moins rentable la location d'une propriété, ils obligent les propriétaires à retirer du marché leurs maisons et leurs bureaux ou à les entretenir moins bien.

Malheureusement, c'est le capitalisme, et non les politiciens, qui est tenu pour responsable de ces conséquences - ce qui conduit invariablement à demander de nouvelles réglementations. Cependant, une fois en place, les réglementations sont difficiles à supprimer, car elles créent des groupes d'intérêts bien établis qui en dépendent - ceux qui bénéficient de loyers bon marché et à loyers contrôlés, par exemple, sans parler des régulateurs qui gèrent la politique. Cette réglementation étendue et tentaculaire constitue une grave menace pour l'avenir du capitalisme.

La durabilité du capitalisme

Ce qui reste cependant remarquable dans le capitalisme, c'est sa résilience et sa durabilité. Sous une forme ou une autre, cela fait partie de notre millénaire. En tant qu'ordre social individualiste plutôt que collectiviste, il permet aux individus de trouver leur propre moyen de faire face à toutes les réalités sociales, politiques ou technologiques que la vie leur confie. En exploitant le génie créatif de chaque individu, il peut survivre même aux interventions politiques les plus préjudiciables: des réglementations ineptes aux politiques économiques peu judicieuses, en passant même par une planification et un contrôle étatiques complets.

Il ne fait aucun doute que la version politisée du capitalisme qui prévaut aujourd'hui peut être améliorée - dépouillée de la politique et de l'intervention de l'État, et laissée libre de travailler, de manière systématique et globale, dans l'intérêt de tous. Mais sans quelque chose comme un véritable capitalisme, il est difficile de prévoir un avenir prospère et libéral pour l'espèce humaine.

12 AUTRES LECTURES

Introductions hostiles

Il est remarquable de constater combien d'introductions soi-disant du capitalisme en sont des critiques, inspirées par l'analyse historique de Karl Marx.

C'est le cas, par exemple, livre de Capitalisme de James Fulcher: ***A Very Short Introduction (2004)*** qui partage la fixation de Marx avec le profit, le système de rémunération, l'exploitation, la pauvreté urbaine et les grandes tendances historiques, et applique la même réflexion aux fixations actuelles du marché, instabilité financière et mondialisation. Mais il ne parvient pas à expliquer ce qu'est le capitalisme, comment il fonctionne réellement ou quelles sont ses idées.

L'entrée de Wikipedia sur le capitalisme (2014,<https://en.wikipedia.org/wiki/Capitalism>) est un travail désordonné de nombreux auteurs, acceptant là encore principalement le point de vue marxien. Il passe des définitions marxiennes du capitalisme à leur vision de son histoire, aux variétés et caractéristiques du capitalisme, aux marchés, à la propriété et au profit, au capital financier, au monopole, aux marchés, au capitalisme et à la guerre, aux types de capitalisme à nouveau, au rôle du gouvernement et plus de critiques, seulement brièvement contrées - laissant les lecteurs complètement abasourdis.

Les 23 choses qu'ils ne vous disent pas sur le capitalisme dans **Ha-Joon Chang (2011)** sont une série d'essais, qui suggèrent en grande partie que le capitalisme est le meilleur d'une mauvaise bande, mais qu'il doit être contrôlé et réglementé. Cela suggère que les entreprises sont des sociétés à court terme, que la mondialisation a peu abouti, que la richesse reste aux mains des riches, que le capitalisme devient moins efficace et que les marchés libres n'existent de toute façon pas.

Le livre de Chang devrait être lu à côté des 23 choses que nous vous disons sur le capitalisme(2014,[http:// tinyurl.com/y8fxth82](http://tinyurl.com/y8fxth82)) de Tim Worstall, qui rétorque que les politiciens sont encore plus à court terme, que le protectionnisme ne fonctionne pas et repose sur la force, ce règlement favorise le copinage et que les grands gouvernements sont beaucoup moins progressistes et flexibles que les marchés libres.

Introductions sympathiques

Il existe également de nombreuses introductions utiles écrites par les partisans du capitalisme, qui ont une meilleure chance de le comprendre et de l'expliquer.

Le plus influent, et le meilleur endroit pour commencer, est la série de vidéos et le livre **Free to Choose (1980)** de Milton et Rose Friedman, qui défendent fermement et passionnément une politique de laisser-faire de non-intervention, montrent le lien entre liberté et économie, progrès et aborde de nombreuses questions politiques telles que les impôts élevés, les normes peu strictes en matière d'enseignement public et d'autres services, la politique monétaire et le bien-être (lorsque les Friedmans proposent un impôt sur le revenu négatif).

Les mêmes auteurs ont collaboré à l'ancien capitalisme et la liberté (1962). Bien que certains éléments de la politique soient obsolètes et se concentrent principalement sur la politique monétaire (l'inflation était alors un problème important), il existe de nombreux points utiles sur le rôle du gouvernement dans la création de monopoles, sur la manière dont le capitalisme réduit la discrimination, sur la manière dont la réglementation profite aux fournisseurs, et l'importance de la liberté économique.

Robert Hessen a une brève introduction au capitalisme dans la bibliothèque en ligne d'économie et de liberté (<http://www.econlib.org/library/Enc/Capitalism.html>) qui montre comment le "capitalisme" a été inventé comme un terme hostile qui laisse encore les gens qui pensent que les capitalistes veulent nous renvoyer dans les villes industrielles sombres de l'Angleterre du XIXe siècle. Le remède supposé - un socialisme utopique d'accord et d'harmonie - n'a pas fonctionné. Marx a donc créé un socialisme «scientifique», prédisant que le capitalisme échouerait. Quand il a prospéré, les critiques se sont alors tournés vers la plainte du matérialisme et de «l'excès» du capitalisme. Malheureusement, écrit Hessen, les Occidentaux ne comprennent pas leur propre système et ont été médiocres pour le défendre.

Un peu plus philosophique, Pourquoi pas le capitalisme de Jason Brennan? (2014) compare le cas de la morale socialiste et capitaliste, en faisant valoir que la vision socialiste n'est pas plus vertueuse en soi que la vision capitaliste. Au contraire, le capitalisme repose sur la coopération volontaire, le respect mutuel et le soin des autres. Contrairement au socialisme, ses principes fonctionnent dans les grandes et les petites sociétés. Il protège et cultive les ressources et permet aux gens de se

développer, de s'exprimer et de poursuivre leur propre vision de l'utopie.

Capitalisme: une version condensée (2007) d'Arthur Seldon est un peu daté (condensé d'un livre de 1990), mais il montre comment la révolution industrielle - contrairement à l'opinion commune - a donné aux gens des maisons au lieu de taudis, des vêtements bon marché plutôt que des chiffons, des horaires de travail plus courts, un meilleur assainissement et de nombreux autres avantages. Il décrit ensuite les rudiments du capitalisme, tels que la propriété, le système de prix et les droits des clients, avant de montrer que l'aide sociale, l'éducation, les soins de santé et le logement n'ont pas besoin de l'aide de l'État.

Dans Le capitalisme, la démocratie et Ralph's Pretty Good Grocery (2001), John Mueller explique que le capitalisme et la démocratie ne sont ni idéaux ni désastreux, mais qu'ils «sont plutôt bons» dans ce qu'ils font. Bien que le capitalisme soit basé sur la cupidité, il récompense en réalité des actions honnêtes, justes, civiles et empreintes de compassion. Et bien que la démocratie soit dite égalitaire et participative, elle est en fait chaotique, inégale et apathique. Entre eux, ils nous donnent la liberté, la sécurité et la prospérité - mais pas le paradis.

La conférence de Matt Ridley, L'argument de l'anti-capitalisme de marché libre (2017), souligne que les marchés libres ne sont pas identiques au capitalisme de copinage, au corporatisme et au monopole. Les grandes entreprises ont rendu le terme de «capitalisme» inutilisable, car elles ne dépendent plus de la liberté économique, mais des privilèges, subventions, allègements fiscaux et réglementations du gouvernement. Mais la liberté économique a réduit de moitié la pauvreté en vingt ans, stimulé la productivité et la générosité et réduit la discrimination et les inégalités.

Le meilleur livre du marché d'Eamonn Butler (2008) est un bref guide sur le fonctionnement de l'individualisme économique. Cela montre à quel point les marchés ne sont jamais «parfaits» - mais en quoi ce sont les imperfections qui motivent tout le monde en leur sein. **Oui, il y a une défaillance du marché: mais la défaillance du gouvernement est encore pire.**

L'échange augmente la valeur; les contrôles le tuent. Le livre couvre le rôle des prix et de la concurrence dans la gestion des ressources, le rôle de l'honnêteté et de la propriété, ainsi que la moralité du marché.

The Capitalist Revolution (1986) de Peter Berger montre comment les caractéristiques du capitalisme - propriété, biens d'équipement, marchés libres, allocation automatique des actifs et système juridique prévisible - le rendent parfaitement adapté pour promouvoir l'efficacité et le progrès. Il offre un refuge contre le pouvoir politique, contrairement au socialisme, qui doit être imposé par la force - et plus la vision socialiste est grande, plus la règle doit être despotique. Mais le capitalisme est en proie à des virus, tels que les intellectuels qu'il crée mais qui s'y opposent, et les groupes d'intérêts qui font pression pour obtenir des privilèges légaux.

La nature bienveillante du capitalisme (2012) de George Reisman explique pourquoi **la liberté économique et la liberté individuelle sont essentielles à la paix, au progrès et à la sécurité.** Le capitalisme augmente l'offre de ressources utiles, améliore l'environnement et crée une productivité énorme. Les prix et les taux d'intérêt orientent les investissements vers les utilisations les plus rentables, apportant des avantages aux non-propriétaires comme aux propriétaires. Le capitalisme est rationnel et non anarchique. Il repose sur la concurrence et non sur le monopole.

Sur le capitalisme et la pauvreté

Un grand nombre de livres sympathiques montrent à quel point la propagation du capitalisme a eu un impact considérable sur la pauvreté. Heavens on Earth (2013) de J. P. Floru montre comment la libéralisation économique au Chili, en Nouvelle-Zélande, en Chine et à Hong Kong a stimulé la croissance et contribué à sa croissance et à sa propagation.

Un grand nombre de livres sympathiques montrent à quel point la propagation du capitalisme a eu un impact considérable sur la pauvreté. Heavens on Earth (2013) de J. P. Floru montre comment la libéralisation économique au Chili, en Nouvelle-Zélande, en Chine et à Hong Kong a stimulé la croissance et contribué à la croissance et à la diffusion de la richesse même jusqu'aux plus pauvres. Les impôts, la réglementation et la planification centrale, conclut-il, ne font que prolonger la pauvreté.

L'économiste suédois Johan Norberg, Dans la défense du capitalisme mondial (2001), est un exposé classique de l'impact positif du capitalisme et du commerce sur la prospérité, l'éducation, les soins de santé, l'espérance de vie, la survie du nourrisson et bien d'autres choses encore. Rempli de faits et de chiffres, il met en contraste les performances des pays capitalistes et socialistes voisins (tels que Taiwan et la Chine, l'Allemagne de l'Ouest et de l'Est, la Corée du Sud et du Nord) pour démontrer les vastes avantages de la mondialisation et de la concurrence. Norberg a actualisé l'argumentation avec son ouvrage intitulé Progrès: Dix raisons de regarder vers l'avenir (2016), qui décrit les améliorations apportées après la libéralisation à la qualité alimentaire, l'assainissement,

l'espérance de vie, l'environnement, la paix, l'alphabétisation, la liberté et l'égalité.

The Mystery of Capital (2001) de Hernando de Soto Polar montre comment le capitalisme et les droits de propriété transforment des éléments non évalués en un capital productif et précieux. Il note que, bien que les pauvres de son pays natal, le Pérou, se construisent eux-mêmes des maisons et des entreprises, ils ne constituent pas un "capital" utile, car ils ne possèdent pas de titre légal sur la terre, ni toutes les licences détaillées nécessaires au commerce. Il soutient que ces avoirs morts peuvent être transformés en capital en accordant ces droits légaux, permettant ainsi aux plus pauvres d'avoir un véritable intérêt dans l'économie, de se développer et de prospérer.

Sur la philosophie et la morale

The Morality of Capitalism (2011), édité par Tom Palmer, est une série d'essais rédigés par des philosophes, des écrivains, des économistes et des penseurs, dont deux lauréats du prix Nobel (Vernon Smith et Mario Varga Llosa). Ils font valoir que le commerce est une meilleure mesure de lutte contre la pauvreté que l'aide étrangère et que le capitalisme est hautement moral: il repose sur la confiance et non sur la cupidité; il encourage l'innovation et la création de valeur; cela crée un respect et une confiance mutuels; et il promeut et défend les valeurs culturelles.

L'esprit du capitalisme démocratique (1982) de Michael Novak examine le capitalisme sous l'angle de la religion et de l'esprit humain. Il soutient que les sociétés capitalistes démocratiques, pluralistes et créatrices créent des communautés bienveillantes

par le biais des clubs, églises, organisations caritatives et autres institutions de la société civile. Mais cette partie essentielle de notre vie morale et de notre complétude est perdue lorsque l'activité économique et sociale devient politisée et que les autorités assument la responsabilité.

Capitalisme: L'inconnu inconnu (1966) d'Ayn Rand est une série d'essais éclectiques sur divers sujets, exposant le solide soutien de Rand au capitalisme radical. Il enracine le capitalisme dans la nature, l'évolution et les droits de l'humanité; soutient que la guerre ne découle pas du capitalisme mais de l'étatisme; déplore la persécution des grandes entreprises; discute des marchés de la radiodiffusion; examine les brevets et les formes de propriété protégées par le droit d'auteur; et soutient que les partisans "conservateurs" du capitalisme sont suicidement loin de comprendre, soutenir et défendre ses idéaux.

À PROPOS DE L'AIE

L'Institut est une organisation caritative de recherche et d'enseignement (N ° CC 235 351), limitée par une garantie. Sa mission est d'améliorer la compréhension des institutions fondamentales d'une société libre en analysant et en expliquant le rôle des marchés dans la résolution des problèmes économiques et sociaux.

L'AIE accomplit sa mission en:

- un programme d'édition de haute qualité
- des conférences, des séminaires, des conférences et d'autres événements
- sensibilisation auprès des étudiants et des lycées
- présentations et apparitions dans les médias

L'AIE, créée en 1955 par le regretté Sir Antony Fisher, est une organisation caritative éducative et non une organisation politique. Il est indépendant de tout parti politique ou groupe et ne mène pas d'activités destinées à affecter le soutien d'un parti politique ou d'un candidat à une élection, à un référendum ou à tout autre moment. Il est financé par la vente de publications, les frais de conférence et les dons volontaires. Outre ses principales séries de publications, l'AIE publie également (conjointement avec l'Université de Buckingham), [Economic Affairs](#).

L'AIE est assistée dans ses travaux par un éminent conseil consultatif universitaire et un groupe de personnalités honoraires. Avec d'autres universitaires, ils examinent les publications potentielles de l'AIE, leurs commentaires étant transmis anonymement aux auteurs. Tous les articles de l'AIE sont donc soumis au même processus d'arbitrage indépendant rigoureux que celui utilisé par les principales revues

universitaires. Les publications de l'AIE sont largement utilisées en classe et adoptent bien des cours dans les écoles et les universités. Ils sont également vendus dans le monde entier et souvent traduits / réimprimés.

Depuis 1974, l'AIE a contribué à la création d'un réseau mondial de 100 institutions similaires dans plus de 70 pays. Ils sont tous indépendants mais partagent la mission de l'AIE. Les points de vue exprimés dans les publications de l'AIE sont ceux des auteurs, et non ceux de l'Institut (qui n'a aucun point de vue de l'entreprise), de ses administrateurs délégués, de membres du Conseil consultatif des universitaires ou de cadres supérieurs.

Les membres du conseil consultatif académique de l'Institut, les membres honoraires, les administrateurs et le personnel sont énumérés à la page suivante.

L'Institut remercie chaleureusement son regretté professeur Ronald Coase de l'aide financière dans son programme de publications et dans d'autres travaux.

Directeur Général & Ralph Harris Fellow Mark Littlewood
Directeur de la recherche Dr Jamie Whyte Dr Lynne Kiesling
Administrateurs fiduciaires

Président: Neil Record

Kevin Bell
Robert Boyd
Robin Edwards
M. Michael Hintze
Professeur Patrick Minford

Professeur Mark Pennington
Bruno Prior
Professeur Martin Ricketts
Linda Whetstone

Academic Advisory Conseil consultatif académique

Chairman: Professeur Martin Ricketts
Graham Bannock
Dr Roger Bate
Professeur Alberto Benegas-Lynch, Jr
Professeur Christian Bjørnskov
Professeur Donald J Boudreaux
Professeur John Burton
Professeur Forrest Capie
Professeur Steven N S Cheung
Professeur Tim Congdon
Professeur Christopher Coyne
Professeur N F R Crafts
Professeur David de Meza
Professeur Kevin Dowd
Professeur David Greenaway
Dr Ingrid A Gregg
Dr Samuel Gregg
Walter E Grinder
Professeur Steve H Hanke
Professeur Keith Hartley
Professeur David Henderson
Professeur Peter M Jackson
Dr Jerry Jordan
Dr Lynne Kiesling
Professeur Daniel B Klein
Dr Mark Koyama
Professeur Chandran Kukathas
Dr Tim Leunig

Dr Andrew Lilico
Professeur Stephen C Littlechild
Professeur Theodore Roosevelt Malloch
Dr Eileen Marshall
Professeur Antonio Martino
Dr John Meadowcroft
Dr Anja Merz
Professeur Julian Morris
Professeur Alan Morrison
Professeur D R Myddelton
Paul Ormerod
Professeur David Parker
Professeur Victoria Curzon Price
Professeur Colin Robinson
Professeur Pascal Salin
Dr Razeen Sally
Professeur Pedro Schwartz
Professeur J R Shackleton
Jane S Shaw
Professeur W Stanley Siebert
Dr Elaine Sternberg
Professeur James Tooley
Professeur Nicola Tynan
Professeur Roland Vaubel
Dr Cento Veljanovski
Professeur Lawrence H White
Professeur Walter E Williams
Professeur Geoffrey E Wood

Membres Honoraires

Professeur Michael Beenstock
Sir Samuel Brittan
Professeur Richard A Epstein
Professeur David Laidler

Professeur Deirdre McCloskey
Professeur Chiaki Nishiyama
Professeur Vernon L Smith
Professeur Basil S Yamey

Parmi les autres livres récemment publiés par l'AIE figurent:

[Selfishness, Greed and Capitalism: Debunking Myths about the Free Market](#)

Christopher Snowden

Hobart Paper 177; ISBN 978-0-255-36677-9; £12.50

[Waging the War of Ideas](#)

John Blundell

Occasional Paper 131; ISBN 978-0-255-36684-7; £12.50

[Brexit: Directions for Britain Outside the EU](#)

Ralph Buckle, Tim Hewish, John C. Hulsman, Iain Mansfield and Robert Oulds Hobart Paperback 178; ISBN 978-0-255-36681-6; £12.50

[Flaws and Ceilings – Price Controls and the Damage They Cause](#)

Edited by Christopher Coyne and Rachel Coyne

Hobart Paperback 179; ISBN 978-0-255-36701-1; £12.50

[Scandinavian Unexceptionalism: Culture, Markets and the Failure of Third-Way Socialism](#)

Nima Sanandaji

Readings in Political Economy 1; ISBN 978-0-255-36704-2; £10.00

[Classical Liberalism – A Primer](#)

Eamonn Butler

Readings in Political Economy 2; ISBN 978-0-255-36707-3; £10.00

[Federal Britain: The Case for Decentralisation](#)

Philip Booth

Readings in Political Economy 3; ISBN 978-0-255-36713-4; £10.00

[ForeverContemporary: The Economics of Ronald Coase](#)

Edited by Cento Veljanovski

Readings in Political Economy 4; ISBN 978-0-255-36710-3; £15.00

[Power Cut? How the EU Is Pulling the Plug on Electricity Markets](#)

Carlo Stagnaro

Hobart Paperback 180; ISBN 978-0-255-36716-5; £10.00

[Policy Stability and Economic Growth – Lessons from the Great Recession](#)

John B. Taylor

Readings in Political Economy 5; ISBN 978-0-255-36719-6; £7.50

[Breaking Up Is Hard To Do: Britain and Europe's Dysfunctional Relationship](#)

Edited by Patrick Minford and J. R. Shackleton

Hobart Paperback 181; ISBN 978-0-255-36722-6; £15.00

[In Focus: The Case for Privatising the BBC](#)

Edited by Philip Booth

Hobart Paperback 182; ISBN 978-0-255-36725-7; £12.50

[Islamic Foundations of a Free Society](#)

Edited by Nouh El Harmouzi and Linda Whetstone

Hobart Paperback 183; ISBN 978-0-255-36728-8; £12.50

[The Economics of International Development: Foreign Aid versus Freedom for the World's Poor](#)

William Easterly

Readings in Political Economy 6; ISBN 978-0-255-36731-8; £7.50

[Taxation, Government Spending and Economic Growth](#)

Edited by Philip Booth

Hobart Paperback 184; ISBN 978-0-255-36734-9; £15.00

[Universal Healthcare without the NHS: Towards a Patient-Centred Health System](#)

Kristian Niemietz

Hobart Paperback 185; ISBN 978-0-255-36737-0; £10.00

[Sea Change: How Markets and Property Rights Could Transform the Fishing Industry](#)

Edited by Richard Wellings

Readings in Political Economy 7; ISBN 978-0-255-36740-0; £10.00

[Working to Rule: The Damaging Economics of UK Employment Regulation](#)

J. R. Shackleton

Hobart Paperback 186; ISBN 978-0-255-36743-1; £15.00

[Education, War and Peace: The Surprising Success of Private Schools in War-Torn Countries](#)

James Tooley and David Longfield

ISBN 978-0-255-36746-2; £10.00

[Killjoys: A Critique of Paternalism](#)

Christopher Snowden

ISBN 978-0-255-36749-3; £12.50

[Financial Stability without Central Banks](#)

George Selgin, Kevin Dowd and Mathieu Bédard

ISBN 978-0-255-36752-3; £10.00

[Against the Grain: Insights from an Economic Contrarian](#)

Paul Ormerod

ISBN 978-0-255-36755-4; £15.00

Autres publications de l'AIE

Des informations complètes sur d'autres publications et sur les travaux plus vastes de l'AIE sont disponibles sur le site www.iea.org.uk. Pour commander une publication, voir ci-dessous.

Clients personnels

Les commandes de clients personnels doivent être adressées à l'AIE:

Clare Rusbridge

IEA

2 Lord North Street FREEPOST LON10168

London SW1P 3YZ

Tel: 020 7799 8907, Fax: 020 7799 2137

Email: sales@iea.org.uk

Clients commerciaux

Toutes les commandes de l'industrie du livre doivent être adressées au distributeur de l'AIE:

NBN International (IEA orders)

Orders Dept.

NBN International

10 Thornbury Road

Plymouth PL6 7PP

Tel: 01752 202301, Fax: 01752 202333

Email: orders@nbninternational.com

Abonnements Chez IEA

L'AIE propose également un service d'abonnement à ses publications. Pour un paiement annuel unique (actuellement au Royaume-Uni: 42,00 £), les abonnés reçoivent chaque monographie publiée par l'AIE. Pour plus d'information, veuillez contacter:

Clare Rusbridge

Subscriptions

IEA

2 Lord North Street

FREEPOST LON10168

London SW1P 3YZ

Tel: 020 7799 8907 , Fax: 020 7799 2137

Email: crusbridge@iea.org.uk

Une introduction au...

Capitalisme

Des enquêtes récentes révèlent qu'une grande partie de la population britannique a une vision sombre du capitalisme. Et beaucoup de membres de la gauche politique, y compris la direction actuelle du parti travailliste, sont déterminés à le renverser. Ce serait un désastre car, comme le souligne Eamonn Butler dans cette introduction au capitalisme, il constitue le fondement de notre prospérité et de notre société libérale, coopérative et dynamique.

De nombreuses critiques du capitalisme sont basées sur des malentendus communs, certains partagés même par des partisans du capitalisme. Rédigé dans un anglais simplifié et ne supposant aucune connaissance préalable en économie, ce livre aide les lecteurs à surmonter ces confusions. Il explique la nature du capital - sa création, sa préservation et sa destruction - et les rôles joués par les marchés et les droits de propriété pour faire fonctionner le Capitalisme.